

La revue) sociale, économique et managériale (

ECONOMIA

Disponible
dans tous les
kiosques
à partir du
1er juillet
2011



Pour tout abonnement ou information,
contactez nous au CESEM au : 05 37 67 37 46
ou par email au : cesem@hem.oc.ma

AVOIR 20 ANS EN 2011

Turquie, la nouvelle
Mecque de l'économie ?
La lutte des places au féminin

C'EST LA LUTTE DES PLACES !

EDITO

Par Driss KSIKES

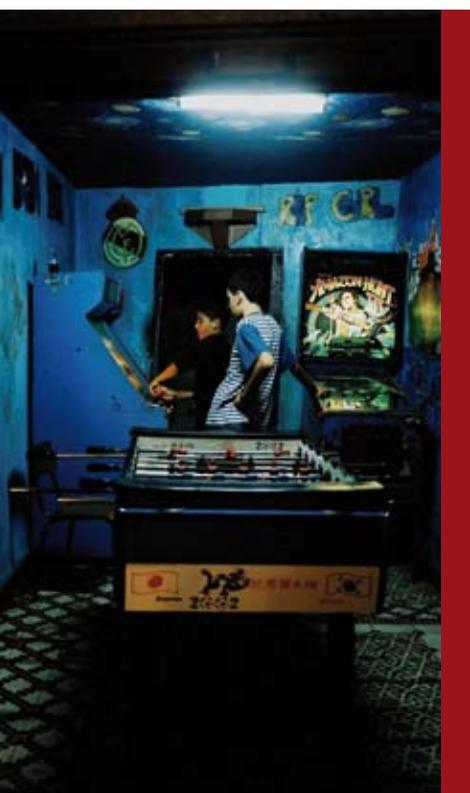
Aujourd'hui, deux tensions socio-démographiques se conjuguent et font pression sur les pouvoirs politiques et les décideurs économiques. D'un côté, des jeunes formés, tant mal que bien, déferlent en masse sur les places publiques pour exiger de la dignité, du travail et une place au soleil. En réponse, ils reçoivent au mieux des abris à l'ombre de la précarité. En parallèle, de plus en plus de femmes émancipées, autonomes, débarrassées de traditions inhibitrices, avancent leurs pions pour parvenir à une parité rêvée. Or, elles butent sur des sociétés largement patriarcales et des patrons peu enclins, face à des compétences égales, à favoriser l'égalité des chances entre les sexes. Nous sommes passés, en un peu plus d'un siècle, d'un capitalisme laborieux, masculin, physique, compartimenté, qui génère une lutte de classes, à un capitalisme fluide, cognitif, séducteur, qui produit une lutte de places. Dans les pays dits « arabes », la course aux places coûte plus cher qu'ailleurs. Avec des populations extraordinairement jeunes, qualifiées ou du moins formées, et des réalités économiques qui défient les stratégies de domination masculine, les demandes

d'intégration sociale se démocratisent, sans qu'il y ait de réponses innovantes, flexibles et ingénieuses pour les satisfaire.

Le déphasage risque d'aller crescendo. En effet, nous assistons à deux tendances opposées. Alors que l'espace public se rajeunit et se féminise, à vue d'œil, créant un besoin accru d'emplois frais, d'écoute intelligente et de mixité productrice, les modèles de gouvernance, dans les pays du Sud, demeurent largement centralisés, machistes et paternalistes. Cela produira, à terme, un autre choc de cultures, si les vagues de révolte de 2011 ne conduisent pas à une réingénierie des modes de participation et d'inclusion des jeunes déclassés et des femmes déconsidérées.

L'immigration, la drogue, la prostitution et l'informel ne pourront pas indéfiniment servir de soupapes à des systèmes qui ne s'adaptent pas aux micro-réalités locales, infantilisent les moins de trente ans et traitent en dernier recours les demandes d'emploi provenant du deuxième sexe. Les solutions appartiennent autant aux politiques qui se doivent de casser les conformismes, aux acteurs économiques qui ne peuvent plus porter des ornières face à leur environnement humain et social, qu'aux chercheurs devant au moins faire un remue-ménages pour aider les décideurs à sortir de l'impasse.

Il ne faut pas l'oublier, la lutte des places ne fait que commencer. Et il va bien falloir élargir l'aire de jeu et former des arbitres impartiaux pour qu'elle ne dégénère pas ■



7-16

MOTS DE PASSE

GRAND ENTRETIEN AVEC JOCELYNE DAKHLIA

8-13

Analyser le harem, les espaces privés des coulisses du sérail, cela aide-t-il à mieux comprendre la lente émancipation des femmes musulmanes ?

17-42

ECONOMICUS

TURQUIE, LA NOUVELLE MECQUE ÉCONOMIQUE ?

JEAN-FRANÇOIS BAYART

19-21

Néo-ottomane, la Turquie ? Plutôt une puissance-carrefour ouverte sur tous les affluents

BURAK GÜRBÜZ

22-24

Intégrer l'Europe, oui. Mais lasse d'attendre, la Turquie regarde vers d'autres horizons

LARABI JAIDI

25-27

En Anatolie, le dragon est soluble dans l'islam et les PME reconnaissantes à l'AKP

MICHEL PERALDI

31-33

Si Istanbul a acquis le statut de ville monde, elle le doit beaucoup aux orphelins de l'ex-URSS

43-84

TRANSVERSALES

AVOIR 20 ANS EN 2011

PHILIPPE FARGUES

45-48

Avec une jeunesse surnuméraire, le monde arabe est passé d'une société de familles à une société d'individus

PORTFOLIO

55-65

Des photos saisissantes, des textes éloquents sur les jeunes à Tunis, au Caire, à Téhéran, à Casablanca et à Alger

LAETITIA GROTTI

66-68

Les jeunes Marocains, comparés à 25 autres pays, apparaissent nationalistes, intolérants et conformistes

72-75 MOUNIA BENNANI-CHRAIBI
Les jeunes engagés, hier soumis et rebelles, s'affranchissent et capitalisent sur les réflexes transmis

76-79 YVES GONZALEZ-QUIJANO
Pourquoi des «gamins du Facebook», aux parcours insolites, ont pris de court les politiques

85-124

MANAGER

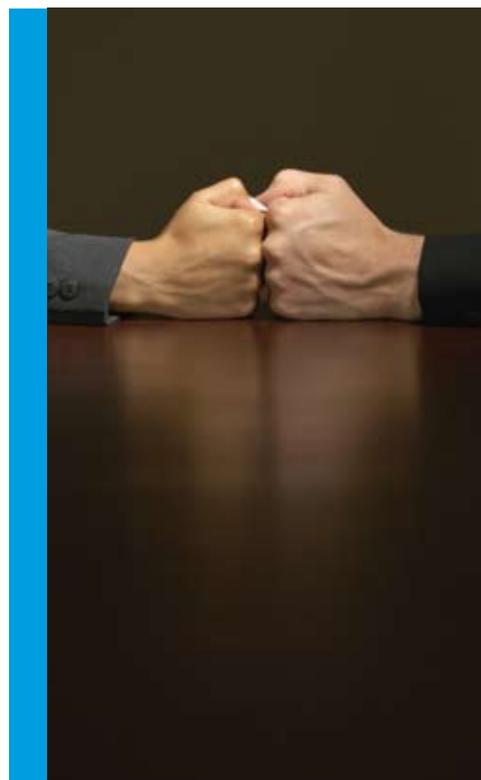
LA LUTTE DES PLACES AU FÉMININ

87-90 KAMAL MELLAKH
Les femmes salariées sont en général sous-payées, sous-qualifiées et stressées

95-97 BRAHIM LABARI
Travailler, pour des ouvrières, c'est aussi apprendre à vivre en société

101-103 ESSAID BELLAL
Un chasseur de têtes nous raconte le difficile accès à la parité dans l'entreprise

109-111 NEZHA ALAOUI M'HAMDI
Les femmes entrepreneurs en Afrique de l'Ouest bravent les freins socio-culturels

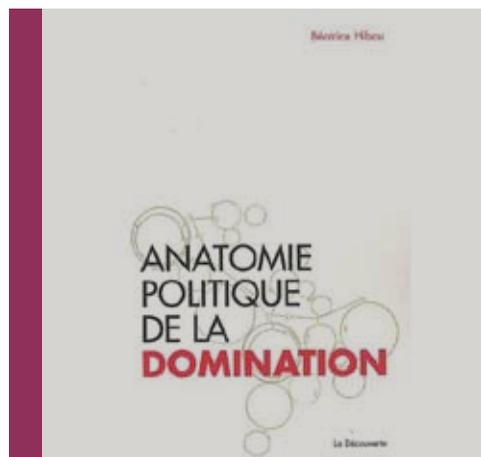


125-137

CARTE BLANCHE

126-129 ALI BOUABID
Sans suivi-évaluation, la démocratie n'est qu'un slogan

132-133 KENZA SEFRIQUI
Dans son dernier livre, Béatrice Hibou explore les origines politiques de la domination



Directeur de la publication

Abdelali Benamour

Directeur de la rédaction

Driss Ksikes

Rédactrice en chef

Laetitia Grotti

Comité d'orientation scientifique du CESEM

Najib Akesbi, Omar Aloui, Yasmine Benamour, Noureddine Cherkaoui, Driss El Abbassi, Laurent Florès, Rita Iraqi, Driss Khrouz, Amina Lamrani, Raphaël Liogier, Anass Nidam, Halima Ouzzif, Michel Peraldi, Bachir Rachdi, Hassan Sayarh, Ali Serhrouchni, Karim Tazi, Mohamed Tozy, Alfredo Valladao

Comité de rédaction et de lecture

Nezha Alaoui M'Hamdi, Catherine Alix-Mascart, Omar Aloui, Fouad Ammor, Hassan El Aouni, Laetitia Grotti, Larabi Jaïdi, Driss Ksikes, Caroline Minialai, Michel Peraldi

Ont également collaboré à ce numéro

Cengiz Aktar, Reda Allali, Armin Arefi, Jean-François Bayart, Essaid Bellal, Mustapha Benfodil, Mounia Bennani-Chraïbi, Imane Bentouet, Ali Bouabid, Leïla Bouasria, Romain Chapouly, Dominique Caubet, Khaled El Khamissi, Philippe Fargues, Yves Gonzalez-Quijano, Burak Gürbüz, Béatrice Hibou, Driss C. Jaydane, Bichara Khader, Brahim Labari, Amal Maaninou, Christelle Marot, Rajaa Mejjati Alami, Kamal Mellakh, Catherine Miller, Alexandra Mouaddine, Louisa Piart, Ahlame Rahmi, Abdelahad Sebti, Kenza Sefrioui, Khalid Tritki.

Réécriture et correction

Zahra El Harouchy
Issam-Eddine Tbeur

Documentation et secrétariat de rédaction

Khadija Boutaleb

La Revue **Economia** est éditée par le Centre d'études sociales, économiques et managériales (**CESEM**) "centre de recherche de HEM"



La revue) sociale, économique et managériale (

EC ONOMIA

Directeur artistique : Hicham Zemmar

Iconographe : Julie Sefrioui

Mise en page : Yassine Zemmar

Responsable de communication : Zineb Ziadi

Couverture: Hicham Zemmar

Photos presse : Aic Press, Cosmos, Photolibary, Shutterstock

Illustrations : BeARBOZ, Mohammed Bakir, Julie Sefrioui

Assistante administrative et financière : Hayat Ziani

Impression : PIPO

Distribution : Sochepress

Adresse : 2, Rue Jaafar Essadik - Agdal, Rabat (Maroc)

Tél : 00 212 537 673 746

Fax : 00 212 537 670 422

<http://www.cesem.ma>

Dépôt légal : 2007 / 0137

ISSN et dossier de presse : en cours

Ce numéro a été tiré à **3000** exemplaires

©copyright.

Tous droits réservés pour tous pays.

Toute reproduction, même partielle, doit être soumise à l'accord préalable de l'éditeur.

MOTS DE PASSE



Je distingue le chercheur du citoyen

Entretien avec **Jocelyne Dakhli**

Propos recueillis par **Abdelahad Sebti** et **Driss Ksikes**

La dette d'aujourd'hui, les taxes de demain

Par **Omar Aloui**

CHRONIQUE

HUPO contre HUGO

Par **Laetitia Grotti**

Grand entretien avec

Jocelyne Dakhli

Je distingue le chercheur du citoyen

Propos recueillis par
Abdelahad Sebti
Historien, université Mohammed V, Agdal-Rabat
et Driss Ksikes
Journaliste et écrivain, Cesem-Hem



Mobilisant les outils de l'anthropologie historique, Jocelyne Dakhli a étudié les figures de la culture politique en islam, le sérail et la place des sociétés maghrébines dans les processus d'interpénétration culturelle en méditerranée. Elle évoque son itinéraire, ses hypothèses et ses questionnements à la lumière du présent.

Pourriez-vous revenir sur des éléments autobiographiques (appartenances, contextes, lectures, rencontres) qui ont orienté votre parcours intellectuel ?

C'est une question qui n'est jamais facile car il est difficile d'évaluer soi-même la part des facteurs familiaux et personnels dans le parcours scientifique que l'on peut emprunter, mais pour ce qui me concerne, il est assez évident que ma naissance comme fille d'un couple «mixte», selon l'expression consacrée à l'époque, couple franco-tunisien, a orienté mon envie de traduire l'une pour l'autre l'histoire française et l'histoire tunisienne et d'en faire mon métier. Sur un autre plan, plus scientifique, j'ai une dette intellectuelle envers Nicole Lorau¹ dont les travaux m'ont profondément marquée, notamment ses écrits sur la question de la stasis², la «fitna³» dans la cité. Je lui dois aussi de m'avoir éclairée sur un point essentiel. Après m'avoir entendue expliquer ma résistance personnelle à travailler sur l'histoire des femmes et ma crainte d'être enfermée en tant que femme dans une manière de faire de l'histoire qui serait «naturellement» orientée vers la question des femmes, elle m'a dit que travailler sur les femmes était aussi un choix légitime et qu'il ne fallait pas le répudier.

J'en suis d'autant plus convaincue aujourd'hui.

Dans vos premiers travaux, vous êtes passée de l'oubli de la cité dans une mémoire locale, tunisienne, à une anthropologie historique du pouvoir en terre d'islam. Comment s'est fait ce passage ?

Il s'est effectué très naturellement car il s'agissait d'une transition logique. Comment un milieu local s'intègre-t-il à une culture globale, et comment celle-ci est-elle produite aussi par lui ? Ayant étudié la mémoire collective d'une région distante du pouvoir central, dans un rapport de tension vis-à-vis de la centralité politique, il semblait normal d'inverser la perspective, de s'interroger cette fois sur la conception de ce même lien politique mais depuis le centre. De plus, les histoires locales ont ceci de déconcertant qu'elles sont souvent semblables ou comparables dans plusieurs régions différentes. Les histoires de saints, par exemple, se ressemblent beaucoup d'une région à l'autre, et d'un saint à l'autre. D'où la démarche de passer à une autre échelle et de s'interroger sur les formes et les contours d'une globalité culturelle. Et celle-ci, à son tour, fait question, car la culture n'est pas un ensemble clos et fini.

Dans votre approche de l'histoire du pouvoir en islam, vous avez souvent mis les projecteurs sur l'espace privé du souverain. Pourquoi et quel est, selon vous, l'utilité d'une telle démarche ?

La raison de cette démarche n'est évidemment pas une simple curiosité à l'égard de la vie privée des grands de ce monde, eussent-ils disparus depuis des siècles. Ce qui m'intéresse dans ce long programme de recherches sur le pouvoir monarchique, c'est tout d'abord d'arriver à une explication de formes de blocage politiques propres

Je veux arriver à une explication de formes de blocage politiques propres à l'islam



à l'islam, d'un verrouillage si pérenne sur des modèles politiques autoritaires dont on doit comprendre comment et dans quelles circonstances ils se sont formés. Il s'agit de comprendre en second lieu pourquoi nous avons produit consensuellement une image si négative de l'histoire islamique sur le plan politique. En effet, quand on regarde les choses de près, on s'aperçoit que pendant des siècles, les formes de gouvernements islamiques n'étaient pas dans une altérité politique radicale avec celles de l'Occident. Or, dans les perceptions communes, c'est l'incapacité des sociétés islamiques à produire une sphère publique, un espace de débat civique qui ferait problème, le pouvoir étant «privatisé» par le palais ou par une caste dominante, par des élites... C'est pour cette raison qu'il faut regarder ce qui se passe du côté de cette enceinte supposément ou réellement réservée du pouvoir, observer son fonctionnement interne, quitte à remettre en question l'évidence de cette séparation public-privé. On constate notamment que le thème rebattu des intrigues de palais, des complots de harem et des jeux



d'influence est en soi un discours historiographique de disqualification du politique, rabattu sur l'espace privé.

Vous travaillez depuis un certain temps sur le harem de Moulay Ismaïl. Comment situez-vous votre approche par rapport aux recherches antérieures sur le même phénomène ?

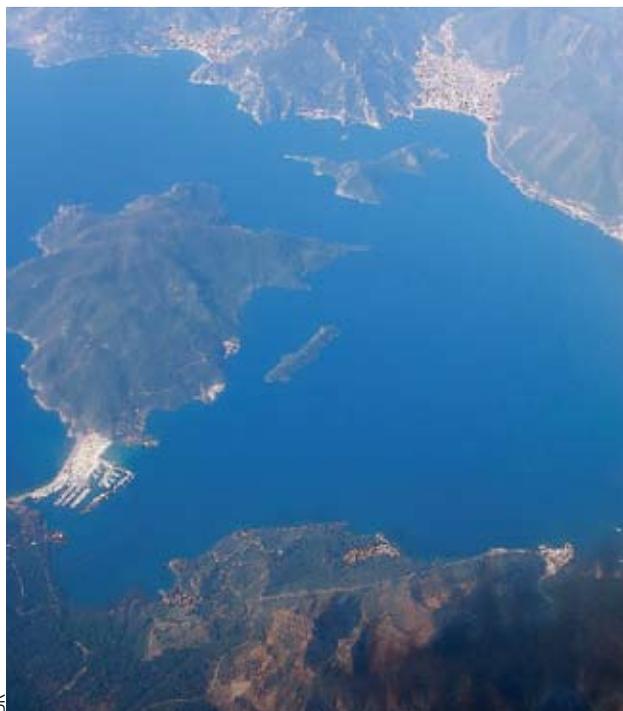
Outre l'imagerie classique du harem comme lieu de plaisir et d'indolence, il y a deux façons communément établies de faire son histoire politique. La première, fort ancienne, conçoit le rôle des femmes dans le politique comme un rôle d'influence, comme une action de l'ombre. Leur rôle incitatif auprès du monarque ou de ses fils est parfois décrit comme positif, mais le plus souvent il est mal perçu et la question des femmes influentes est liée à l'analyse de crises dynastiques. Une variante est la dénonciation de l'influence des amis du prince, ses commensaux. Cette lecture prend sa source dans la tradition historiographique et cherche à décrypter des changements de cap politiques par de simples jeux d'influences dans l'entourage du monarque. L'autre lecture est plus récente et elle remonte aux débuts d'une écriture de l'histoire des femmes, dans une perspective féministe. On va héroïser certaines figures de femmes ayant joué un rôle politique, dans l'intention de montrer que

l'ensemble des femmes en sont capables. Cela a pour effet de faire surgir de grandes figures féminines qui équilibrent, certes, le paysage politique, si exclusivement masculin. Je pense au personnage de Lalla Khenata⁴, par exemple. Mais le problème de cette approche est qu'elle se focalise sur des élites, pour des raisons documentaires, et tient un peu pour admis que toutes les femmes s'équivalent en tant que femmes.

Pour ma part, je voudrais proposer une autre approche qui tout d'abord n'instituerait pas les femmes en objet d'étude exclusif au sein du harem, ne les isolerait pas comme un ensemble insécable au sein de toutes les structures du pouvoir central. De plus, je ne crois pas en une catégorie unique des femmes indépendante des rapports de hiérarchie sociale et de domination, et c'est pourquoi je voudrais faire une histoire du harem qui inclue ces rapports hiérarchiques liés à l'origine, aux relations sociales, au statut, libre ou servile, à la fortune, en montrant qu'ils sont complexes et peuvent s'inverser dans ce cadre par rapport à d'autres pans de la société. Mais la démonstration complète, je ne pourrai vous la présenter que lorsque l'étude sera achevée, dans quelques années.

Concevez-vous un passage de l'étude du harem à une histoire sociale de la femme au Maghreb ?

Oui et non. Oui, car l'analyse du harem sultanien est l'occasion de réfléchir et faire réfléchir sur des questions beaucoup plus vastes, liées, là aussi, au problème d'une irréductibilité de la culture islamique, telle qu'exprimée dans les perceptions européennes notamment. Je pense ainsi qu'il y a lieu d'apporter un éclairage historique au problème de la polygamie, par exemple, pour contribuer à apaiser des débats du présent tant dans un cadre civique européen que maghrébin. Une réflexion globale sur la question des rapports de genre est donc incontournable à partir d'un tel objet. Mais il ne m'intéresse pas d'étudier exclusivement une catégorie des femmes en tant que telle. D'une part, cette catégorie est à replacer dans de multiples rapports de domination, et elle ne peut se voir traiter, a fortiori, de manière transhistorique. D'autre part, ce qui me motive est d'essayer d'aller plus loin dans l'intuition d'un rapport à déconstruire entre despotisme et question des femmes, un rapport effectif ou fantasmé. Il y a nécessairement un lien entre pouvoir sur les femmes et pouvoir tout court. L'histoire sociale des femmes ne peut donc se faire hors de la perspective d'une histoire sociale plus générale.



DR

Jusqu'à la fin du 18^{ème}, les rapports de force en Méditerranée étaient équilibrés

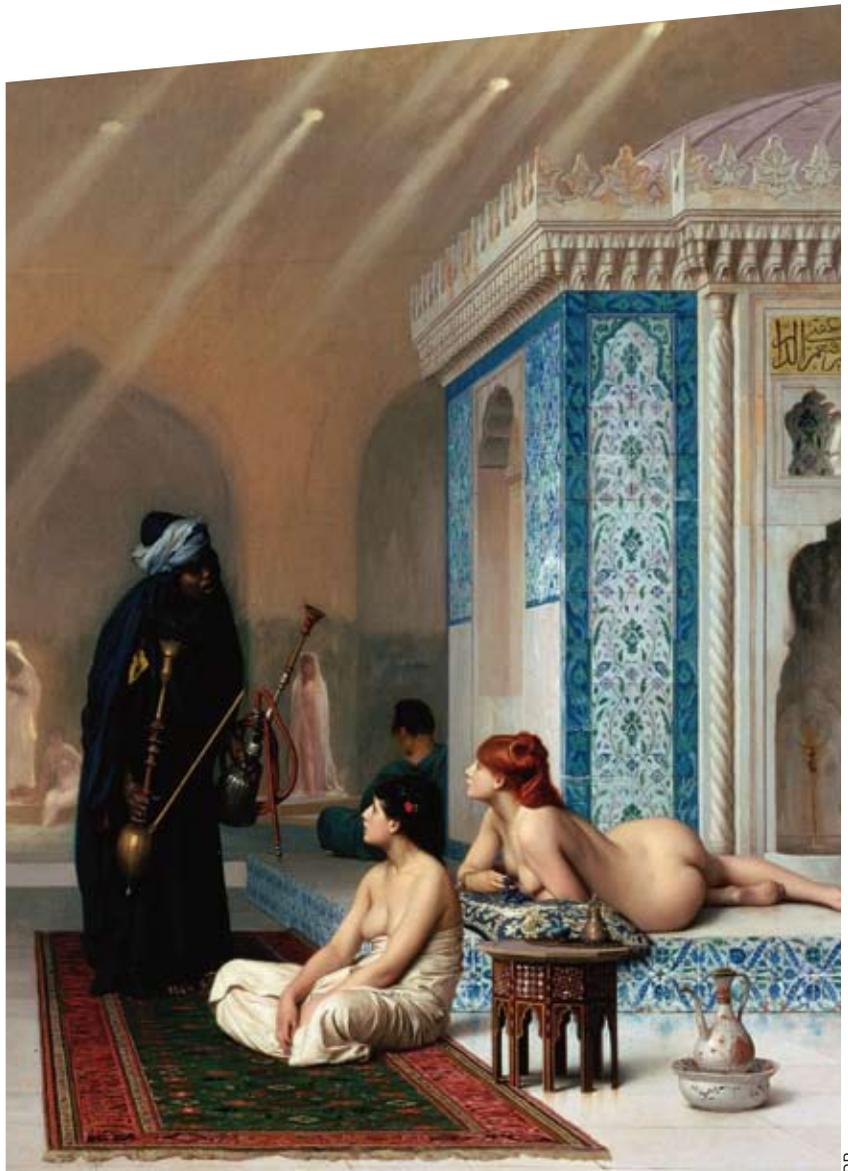
L'un des thèmes récurrents dans vos écrits est la question du métissage et des influences culturelles en islam et au niveau de la Méditerranée.

Qu'est-ce qui justifie cet intérêt ?

Pour revenir à votre première question, j'étais sans doute spécialement concernée par la question des croisements, des rencontres et des lieux communs d'une rive à l'autre de la Méditerranée, comme entre toutes les sociétés en contact, d'ailleurs. La notion de métissage n'est d'ailleurs pas celle que je défends car elle suppose des entités d'abord distinctes, disjointes, puis dans un second temps qui se rencontrent et se croisent. Il faut plutôt concevoir les sociétés comme étant d'emblée dans le mouvement, dans la rencontre et donc dans le continuum au moins partiel. Si l'on ne reconnaît pas cette réalité, alors on avalise le « choc des civilisations ». Mon intérêt pour ces problématiques a été fortement incité par une réaction contre ce slogan prétendument analytique du choc des civilisations. Cela ne veut pas dire qu'on est pour autant dans l'harmonie et l'intercompréhension, loin de là. Mais les sociétés ne sont pas étanches. C'est la volonté politique qui va créer de l'étanchéité, par exemple au travers des visas, et encore est-ce impossible à appliquer complètement, comme on le sait.

Le fait de focaliser sur les points de rencontre et d'interpénétration en Méditerranée n'occulte-t-il pas les phénomènes de domination ?

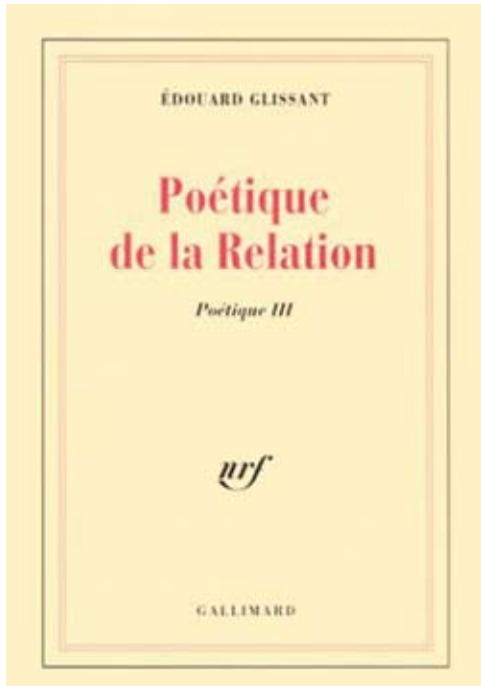
C'est pour cette raison qu'il faut bien insister sur le fait qu'une communauté au moins partielle de vues, d'idées, de pratiques n'induit pas nécessairement l'accord, n'exclut pas l'adversité et le conflit. Mais le conflit se lit alors sur une base politique, et non pas comme le produit d'une incompatibilité culturelle. Ce n'est pas du tout la même chose. Je suis la première à me méfier d'une tendance qui fleurit



Le rôle des femmes est conçu comme un rôle d'influence

On euphémise la violence des rapports de domination lorsque l'on parle aujourd'hui de «rencontre coloniale»

actuellement dans les sciences sociales et dans la critique littéraire et qui réhabilite les métissages coloniaux, l'hybridité coloniale. De même, on euphémise la violence des rapports de domination lorsque l'on parle aujourd'hui de «rencontre coloniale» (Colonial Encounter), en mettant en lumière la richesse des synthèses culturelles nées de la colonisation. Ce n'est pas cela que je veux faire apparaître et je combats au contraire cette normalisation qui ne dit pas son nom des rapports coloniaux. Mais, inversement, nous avons besoin de penser une problématique du rapport entre islam et Europe qui ne passerait pas obligatoirement par un rapport de domination. Il ne faut pas oublier que jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle, les rapports de force en Méditerranée peuvent être considérés comme équilibrés. S'il y avait un déséquilibre sur un point, il était compensé ailleurs. Je milite contre la thèse



E. Glissant, chantre du métissage, une notion que ne défend pas J. Dakhtia

historiographique d'un déclin progressif des sociétés islamiques face à l'Europe et c'est pourquoi la question des modalités relationnelles entre ces partenaires passablement égaux (selon les domaines) est si essentielle. C'est parce que cette parité peut être démontrée que la question du même et de la rencontre prend une autre signification. Non exclusive, là aussi, de volontés réciproques de domination physique ou symbolique... L'intérêt de cette étude des interpénétrations est donc qu'elle nous fait accéder à une lecture plus réciproque et égale des influences, des emprunts, des coups de force, aussi, et ce jusqu'en des périodes tardives, pour sortir d'une vision trop unilatérale de l'histoire où les sociétés islamiques ne seraient que passives et repliées sur elles-mêmes jusqu'à leur assujettissement colonial. J'ai plutôt à l'esprit que la colonisation découle d'un brutal changement des règles du jeu par l'un des partenaires.

Dans votre démarche de chercheur, vous semblez donner autant d'importance à l'archive qu'à la littérature et au mythe. Concevez-vous une quelconque hiérarchie entre vos sources écrites ?

Tout dépend des problématiques et des questions en travail. Cette ouverture documentaire ne doit pas déboucher sur une lecture transhistorique et sur l'idée que tout fait

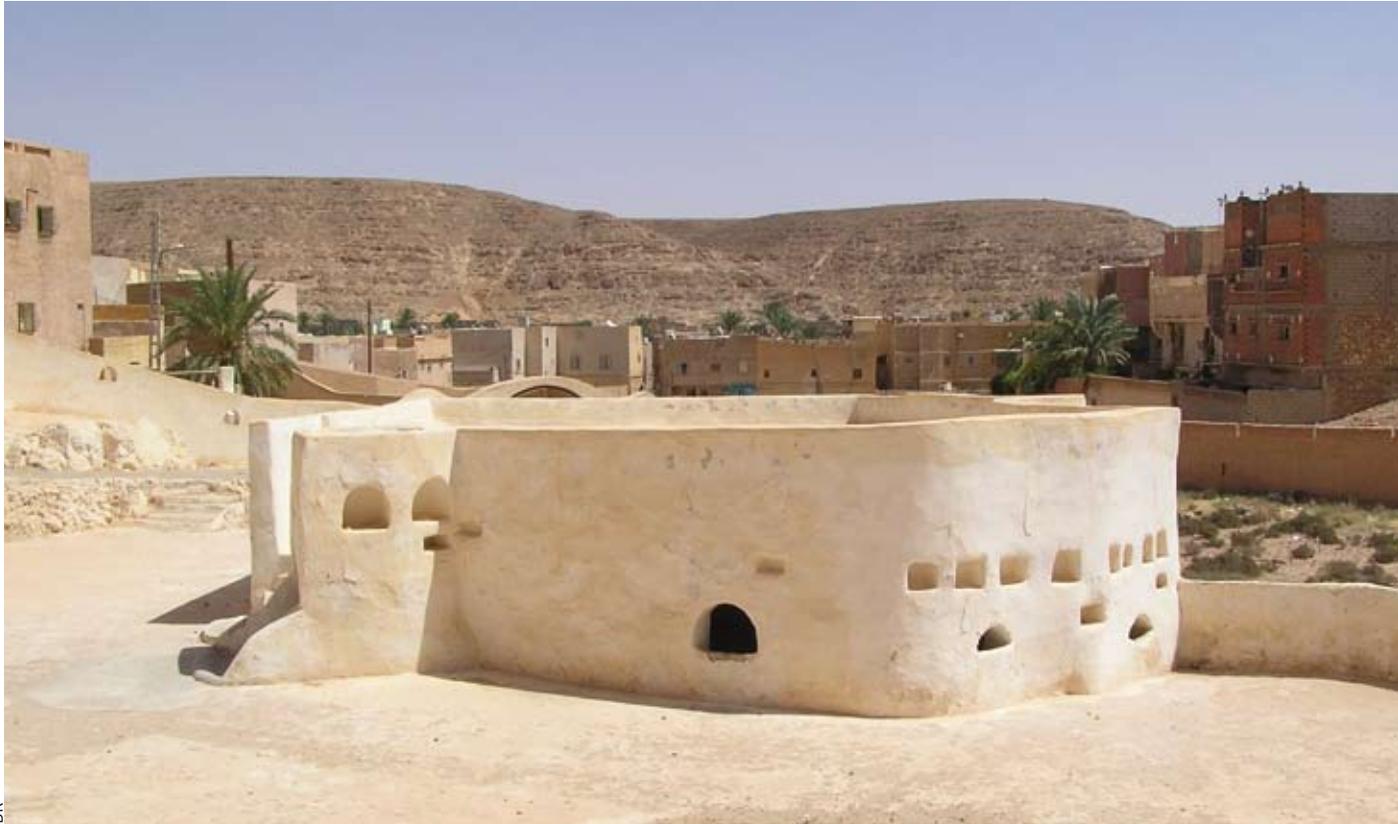
source, que tout fait preuve de manière indistincte. Mais lorsqu'on s'interroge sur une grammaire culturelle (dont je rappelle qu'elle n'est pas close, totalement spécifique à une société et une seule), il est fondé de regarder du côté de la littérature, du conte, par exemple, pour voir si certains motifs n'ont pas acquis de manière transversale, au fil des siècles, la force de vérités d'évidence, le statut de «lieux communs» ; ainsi en est-il pour le motif du saint tenant tête au sultan... De plus, la frontière entre la chronique et la littérature de divertissement, par exemple, n'est pas étanche, pas plus qu'avec la poésie, et pour comprendre la chronique, il faut aussi regarder d'autres genres. De même, un historiographe doit être vu en même temps comme poète, courtisan, voyageur, ambassadeur, marchand...

Vous êtes souvent définie comme historienne et comme spécialiste d'anthropologie historique. A partir de votre expérience de recherche, comment définiriez-vous les différences entre histoire et anthropologie historique ?

Ce sont des approches différentes mais complémentaires. L'histoire est la science des contextes, de l'élucidation des contextes. Et l'on pratique une histoire qui relève d'une anthropologie historique dès lors que l'on s'intéresse à ce qui fait structure dans une société, des structures dont la formation ou l'évolution sont elles-mêmes inscrites dans le temps et dans des contextes précis. Autant je défends l'idée que les sociétés ne sont pas enfermées dans une différence irréductible, présentent entre elles des points communs ou des lignes de continuité, autant il m'apparaît évident qu'elles ont aussi leurs différences, mettent l'accent sur une formule administrative plutôt qu'une autre, sur une modalité du droit plutôt qu'une autre. Ou bien encore elles gèrent différemment la question de la pauvreté, par exemple, et la définition de qui est pauvre... D'une certaine façon, c'est une variation d'échelle qui va distinguer à cet égard l'approche strictement historique d'une approche d'anthropologie historique. Mais le problème n'est pas d'appliquer une méthode plutôt qu'une autre. Il est d'interroger l'histoire de manière innovante, ce qu'on peut faire de diverses manières.

Vous avez dernièrement pris votre plume, suite à la révolution tunisienne, pour écrire. Dans un tel contexte, comment conciliez-vous le discours du chercheur avec la prise de parole citoyenne ?

Je vois deux niveaux de réponse. A un premier niveau, un chercheur est, comme tout citoyen, pris dans son temps. Il y a souvent un lien direct entre les questions que l'on se



DR

Les histoires de saints, par exemple, se ressemblent beaucoup d'une région à l'autre, et d'un saint à l'autre

pose sur un plan scientifique et les situations du présent. Il est évident, par exemple, que la question d'un «retard» du monde islamique par rapport à l'Europe a façonné, imprégné quantité de recherches historiques au Maghreb depuis des décennies, et que cette question soit rendue explicite ou non par les chercheurs. J'ai fait le choix pour ma part, avec le temps, de tenter d'explicitier de plus en plus, et à mes propres yeux d'abord, ces motivations civiques sous-jacentes à la recherche. Mais la rigueur de la recherche est première et l'on est jugé sur cela, et non sur de bonnes intentions. Il y a donc un critère de compétence qui fait foi. A un second niveau, le propre d'une prise de parole citoyenne est qu'elle repose au contraire sur le sain principe d'une égalité de parole. Le critère de compétence n'a plus lieu d'être. On est jugé politiquement et sur des positionnements civiques, éthiques, que l'on partage avec d'autres citoyens et pas nécessairement avec d'autres chercheurs. Je distingue bien ces deux niveaux.

Pourrait-on envisager que le «retour de l'événement» dans le monde arabe puisse infléchir les questionnements des sciences humaines sur le présent et le passé de la région ?

A titre personnel, j'ai ressenti un effet libérateur très fort de ces événements, pas seulement sur le plan personnel

et civique qui vient d'être évoqué, mais aussi sur un plan scientifique. C'est tout le carcan d'une fatalité autoritaire du monde arabe qui est en train de se briser et qui ouvre la perspective d'un monde nouveau, mais qui peut aussi nous amener à renouveler notre lecture du passé. L'absolutisme a longtemps été un motif partagé par l'Europe et le monde islamique, et l'identification consensuelle des nations occidentales à une formule politique démocratique n'est au fond que très récente, ne s'est imposée pleinement que dans le cours du 20^{ème} siècle, voire dans un 20^{ème} siècle tardif. A priori, ces événements vont dans le sens d'une dé-spécification croissante de l'histoire de la région, pour l'avenir comme pour le passé ■

1 Helléniste, directrice de recherche à l'E.H.E.S.S, Nicole Loraux (1943-2003) a profondément renouvelé les études grecques

2 La stasis (στάσις / stásis) est le terme par lequel les anciens Grecs désignaient une crise politique, morale et sociale qui résulte d'un conflit interne à une cité-état, souvent entre les riches et les moins riches, notamment à Athènes entre les Eupatrides (les «bien-nés») et ceux que l'aristocratie désigne sous le nom de kakoi (les «mauvais», les «crottés»). Elle peut être traduite par les termes de discordes, troubles civiques et même révolte

3 Discorde

4 Originaire du Sahara et épouse du Sultan Moulay Ismaïl qui régna de 1672 à 1727, Lalla Khenata Bent Bakkar régna dans l'ombre au 18^{ème} siècle

LA DETTE D'AUJOURD'HUI, LES TAXES DE DEMAIN

Par Omar Aloui
Économiste, consultant

Pour répondre aux revendications sociales, les gestionnaires économiques ont privilégié un accroissement des dépenses publiques à hauteur de 7% du PIB. Gare aux lendemains qui déchantent.

On peut considérer l'orientation populiste (à la Chavez, presque) adoptée par les gestionnaires des dépenses publiques, depuis quelques semaines (subventions, emplois publics et hausse de salaires), comme une simple «parenthèse». Si tel était le cas, alors il suffirait d'en évaluer l'impact macro-économique à court terme, ses effets micro-économiques sur le marché du travail et passer à des sujets plus sérieux. Or, en économie politique, il est difficile d'accepter cet argument, sachant que les stratégies des acteurs se nourrissent, justement, de la gestion des épisodes de crise. Analysée sous cet angle, la pseudo-parenthèse s'avère plutôt propice à des revirements dans le positionnement des acteurs, porteurs d'instabilité et de conflictualité. Rappelons, d'abord, les données et les analyses de la gestion économique de la crise politique, avant d'en examiner le lien avec les enjeux de la transition politique en cours.

Analyses macro et micro-économiques

La gestion économique de la crise a mobilisé un ensemble de mesures qui ont accru les dépenses publiques d'un montant équivalent à 7% du PIB.

- Le maintien des prix subventionnés à leur niveau actuel

malgré la hausse des prix mondiaux va mobiliser une somme de 15 milliards de DH.

- Le recrutement des diplômés chômeurs va «coûter» quelques 4000 postes budgétaires. Un décret adopté en Conseil de gouvernement et valable jusqu'en décembre 2011, permet aux administrations publiques et aux collectivités locales de recruter directement les titulaires d'un diplôme supérieur sans concours.

- La relance du Dialogue social a débouché sur l'augmentation des salaires du personnel de l'administration publique à partir du 1^{er} mai 2011 (pour un coût proche des 8 milliards de DH) et celle du SMIG et du SMAG en deux tranches successives à partir du 1^{er} juillet 2011 et du 1^{er} juillet 2012.

Les modèles de type keynésien utilisés par le HCP pour mesurer l'impact de cette politique indiquent, sans surprise, que l'augmentation des dépenses publiques et des revenus salariaux va se traduire par un soutien de la demande globale, la hausse du déficit commercial et le creusement du déficit budgétaire¹.

Les analyses micro-économiques insisteraient, si elles avaient été produites, sur les effets de désincitation de l'emploi dans le secteur concurrentiel de l'économie que vont avoir ces mesures, au profit du secteur public et du secteur informel. Curieusement, aucune voix n'a jugé

bon de rappeler l'analyse micro-économique des causes de l'exclusion des jeunes diplômés du marché du travail marocain et qui se manifestent à travers la multiplication des petites et grosses protections de type corporatiste (des taxis, aux pharmaciens en passant par la panoplie des métiers à agrément), les coûts élevés de la mobilité géographique (logement) et le maintien des distorsions de couverture sociale liées au caractère dualiste de l'emploi. Au Maroc, les gestionnaires économiques, à juste titre, ont considéré que le financement des dépenses additionnelles par redéploiement et endettement constituait l'option à court terme la moins «déstabilisatrice». Or, depuis D. Ricardo nous savons que les dettes d'aujourd'hui ne sont que les taxes de demain (principe d'équivalence ricardienne). Cela signifie que, dès la prochaine loi des finances, des mesures d'ajustement devront être prises pour réalimenter les caisses de l'Etat (soit sous formes de coupes, soit de taxes). C'est dans ce cadre que se pose la question des effets politiques de la gestion économique mise en œuvre dans le Royaume au cours des dernières semaines.

Dilemmes de la gestion économique populiste

Le fonctionnement politique largement consensuel qu'a connu le Maroc autour d'une monarchie détenant un pouvoir de type absolu s'appuyait, d'une part, sur le soutien direct du cercle des rentiers bénéficiaires, et d'autre part, sur la neutralité d'un peuple ayant peur de céder les décisions publiques entre les mains de politiques, considérés comme incapables et «affamés».

Or, ce régime est tombé suite aux coups portés par les jeunes du Mouvement du 20 février et suite aux annonces du discours royal du 9 mars. Nous sommes entrés dans un nouveau régime, non encore stabilisé. Et dans ce scénario, les effets de la gestion économique, décrite ci-dessus, sont loin d'être neutres.

- On pense, d'abord, aux effets sur le comportement de ceux qui faisaient peur² qui auront tendance, face aux mesures d'ajustement qu'ils anticipent, à perdre la confiance dans la capacité du régime à garantir leurs rentes, et à réduire la part réinvestie de leurs capitaux, affectant ainsi directement la création de richesse.

- On pense, également, aux effets sur ceux qui avaient peur, qui auront tendance, face à la redistribution des cartes qu'ils perçoivent, à activer les revendications sociales à titre préventif, alimentant la méfiance des premiers.

En ce sens, le Maroc ne ferait que revivre le dilemme des pays «pauvres» face aux crises politiques, bien analysé par Bruce Bueno de Mesquita et Alastair Smith. Ces derniers viennent de rappeler dans un article³ que l'achat de l'accalmie de la rue par des mesures économiques, dans les pays non dotés de ressources exceptionnelles, finit par



DR

On peut «choisir de ne pas choisir» et espérer que cela se termine bien

miner la confiance du cercle de protection des autocrates et entraîner les pays dans une spirale conflictuelle. Ils attribuent à cette contradiction le renversement des régimes en Tunisie, en Egypte, dans les pays de l'ex-bloc soviétique, mais aussi, avant en Russie tsariste et dans la France monarchique. Devant ce dilemme, on peut «choisir de ne pas choisir» et espérer que cela se termine bien. On risquerait alors de subir le sort de «cet âne également assoiffé et affamé qui se laisserait mourir plutôt que de choisir ou de savoir par quoi commencer entre le seau d'eau et la ration d'avoine», selon la fable attribuée au philosophe médiéval Buridan. L'option la plus sage, pour un pays comme le Maroc pauvre en ressources naturelles, consiste à gérer cette menace par une accélération des réformes politiques qui puisse asseoir la démocratie représentative comme mécanisme crédible de gestion des conflits. En ce sens, la réforme des règles du jeu électoral actuelles qui ont abouti à la «captation» des partis par les notables détenteurs du pouvoir électoral de facto, devient clairement prioritaire, pour crédibiliser le projet de monarchie parlementaire aux yeux de la population. C'est à ce prix, et je crois à ce prix seulement, que la question prioritaire de l'emploi des jeunes pourra être traitée de manière intelligente, grâce à la confrontation entre les arguments des libéraux et les arguments des populistes ■

1 Simulation d'impact de l'augmentation des salaires du personnel de l'administration publique et du SMIG et du SMAG dans le secteur privé, note du 2 Juin 2006

2 Cohen D., éditorialiste du NYT : «We have formulas and equations for many things, but not for the point at which fear breaks»

3 Dans le NYT du 10 Juin 2011, sous le titre «How Tyrants Endure», qui résume leur livre intitulé «The Dictator's Handbook»

HUPO CONTRE HUGO

Par Laetitia Grotti
Journaliste, Cesem-Hem

En 2010, la Chine comptait vingt universités classées parmi les 500 meilleures du monde. Certes, le classement de Shanghai fut l'objet de nombreuses polémiques mais on ne peut nier que son impact fut mondial et probablement l'un des phénomènes les plus inattendus liés à la présence croissante de la Chine sur la scène mondiale. Mais on objectera tout de même que pour controversé que soit ce classement, les critères¹ sont les mêmes pour tous et n'ont pas changé depuis sa création, soit huit ans. Et en 2003 justement, la Chine classait «seulement» 9 établissements, occupant le 19^{ème} rang au classement des nations. Dans l'entre-deux, la prise de conscience de «l'Empire du milieu» s'est traduite en politiques visibles sur le terrain : regroupement d'universités pour construire des pôles d'excellence, investissement dans l'immobilier et l'équipement, multiplication des bourses de formation à l'étranger, incitation au retour des chercheurs chinois formés à l'étranger. Outre le classement de Shanghai, d'autres données ne manquent pas d'enthousiasmer l'observateur distrait. Ainsi, pendant près d'un siècle et demi, le trio Etats-Unis/Europe/Japon avait la mainmise sur la science,

**LA CHINE
N'EST PAS
LA SEULE
PUISSANCE À
BÉNÉFICIER
DE CETTE RE-
DISTRIBUTION
DES CARTES**

base de la domination technologique, industrielle, commerciale et militaire. Dans le classement par pays en ce qui concerne la science mondiale, la donne a complètement changé. La Chine, invisible dans ce classement en 1980, était passée au deuxième rang en 2008. Un récent rapport de l'ONU estime que d'ici peu, il y aura «plus de chercheurs dans les laboratoires chinois qu'aux Etats-Unis». Et si la Chine n'a pas participé au séquençage du génome humain lancé en 1988 sous le nom de Hugo, en revanche, elle sera leader du programme mondial d'analyse moléculaire des protéines humaines baptisé... Hupo ! La Chine est aujourd'hui capable

de lancer ses propres fusées, de construire des centrales atomiques et des trains à grande vitesse ainsi que des équipements hospitaliers de très haute technologie. Mais la Chine n'est pas la seule puissance émergente à bénéficier de cette redistribution des cartes.

Ainsi, côté études, l'Inde va «créer 30 nouvelles universités, ses étudiants seront 21 millions en 2012, contre 15 millions en 2007». La plupart seront ingénieurs, physiciens, chimistes et biologistes. Le pays est aussi le premier exportateur mondial de services informatiques. Dès lors, comment ne pas comprendre l'enthousiasme manifesté par les jeunes de ces deux pays vis-à-vis de la globalisation ? L'optimisme dont elles font preuve vis-à-vis de l'avenir de leur pays ? Et par - triste - opposition, le doute exprimé par une majorité des jeunes Marocains vis-à-vis de la technologie et de la globalisation en général² ■

¹ Les chercheurs en Sciences de l'Education de l'université Jiaotong de Shanghai ont défini une série de critères purement quantitatifs comme le nombre de prix Nobel ou de Médaille Fields obtenus par des chercheurs ou d'anciens élèves, le nombre de chercheurs les plus cités dans leur discipline, le nombre de publications dans les grandes revues comme Nature et Science et le nombre de celles répertoriées dans les grandes bases de données comme le Science Citation Index
² «2011, la jeunesse du monde», une enquête planétaire de la Fondapol (cf. article p. 66-68)

ECONOMICUS

TURQUIE : LA NOUVELLE MECQUE ÉCONOMIQUE ?

La Turquie est-elle devenue «néo-ottomane» ?

Par Jean-François Bayart

L'Europe, partenaire politique ou commercial ?

Par Burak Gürbüz

Le dragon turc

Par Larabi Jaïdi

“Le secteur privé s’est adapté au marché”

Par Ayse Bugra - Propos recueillis par Béatrice Hibou

Istanbul, ville monde

Par Michel Peraldi

Made in Istanbul

Par Louisa Piart

La dynamique de l’industrie automobile

Par Amal Maaninou

Koç, histoire d’un groupe pionnier

Par Christelle Marot

BIM ou la déferlante du hard discount au Maroc

Par Christelle Marot

CHRONIQUE

Un utilitarisme opportuniste

Par Dr. Cengiz Aktar

TURQUIE : LA NOUVELLE MECQUE ÉCONOMIQUE ?

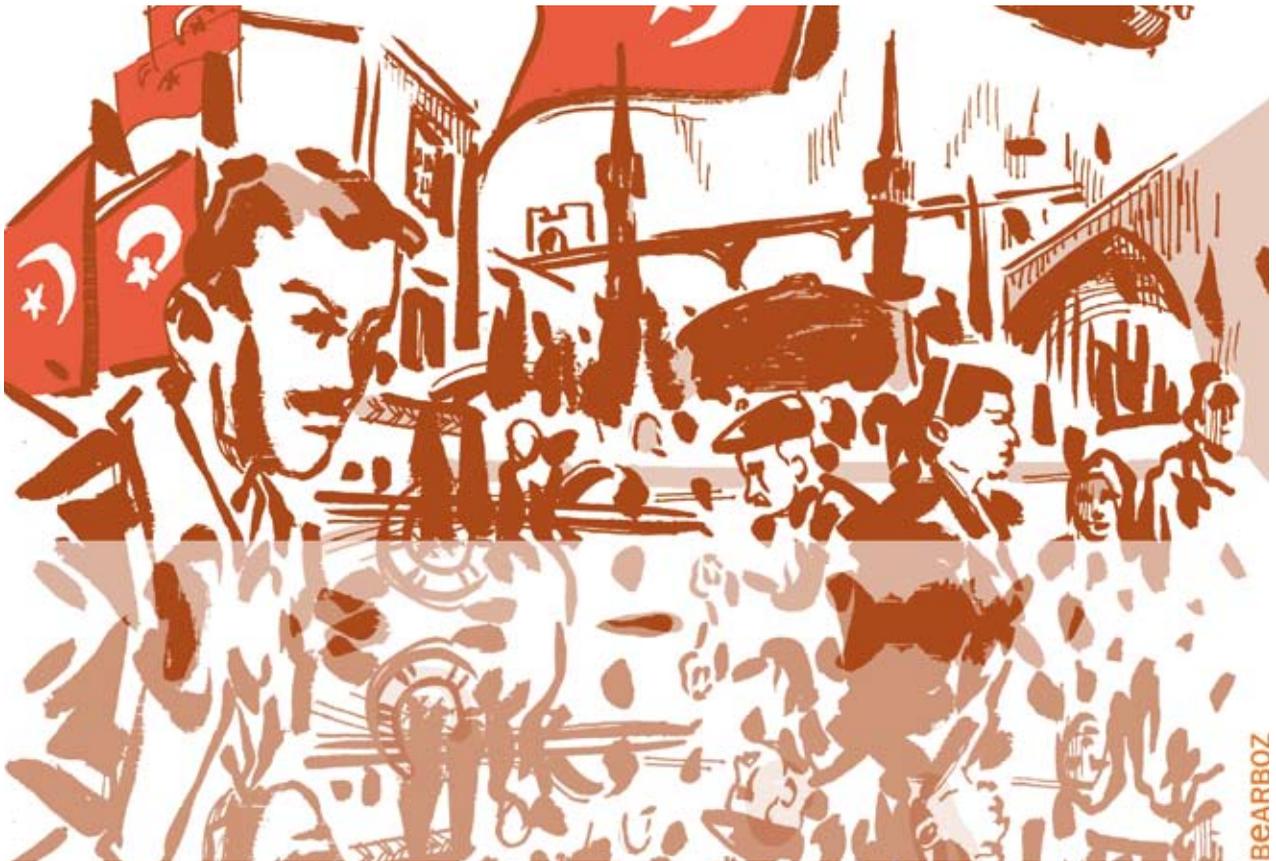
EN BREF

Dossier coordonné
par Michel Peraldi
Professeur à l'EHESS, Paris
Chercheur-associé au Cesem-Hem

Notre intention dans ce dossier est d'abord de déplacer le regard porté ordinairement sur le «modèle économique turc», en insistant moins sur sa «foudroyante» réussite et «l'inquiétude» qu'il suscite (J.F Bayart) que sur ses paradoxes et ses fondements, plus sociaux que politiques. Certes, le développement de la Turquie n'est pas «émergent», car il est le fruit de choix durables et anciens (L. Jaï'di, A. Bugra, A. Maaninou) mais il est encore imprégné d'un nationalisme fougueux (C. Marot, J.F Bayart). Mais le dossier met en évidence un dynamisme qui est aussi affaire de circonstances. C'est parce qu'elles ont su d'emblée travailler à l'échelle internationale que les entreprises turques se sont développées, et sous des formes qui sont loin d'être toutes formelles et «ordonnées». L'exemple d'Istanbul (L. Piart, M. Peraldi) le montre à l'évidence. Enfin, le modèle turc a su tirer parti de l'effondrement de l'Empire soviétique voisin, autant que de l'instabilité d'une région dont la Turquie est devenue, par force, l'épicentre. Dans ce dossier, il n'est donc pas question de donner un exemple à suivre aux entrepreneurs marocains, même si le Maroc (C. Marot) est concerné. Le «modèle» turc, les repositionnements que sa politique étrangère manifeste (C. Aktar, B. Gürbüz), signalent bien un «mouvement des centres» dont les conséquences seront sûrement de grande ampleur.

Turquie :
la nouvelle Mecque économique ?

LA TURQUIE EST-ELLE DEVENUE «NÉO-OTTOMANE» ?



Puissance régionale, la Turquie joue désormais à l'échelle «globale». Ce retour sur le devant de la scène doit moins à l'héritage de l'Empire ottoman qu'au dynamisme politique et économique actuel. Explications.

Par Jean-François Bayart
Directeur de recherche au CNRS (Sciences Po-CERI)

Après avoir snobé la Turquie, l'Europe s'inquiète maintenant de la voir s'éloigner. Elle discerne dans l'activisme d'Ankara au Proche et au Moyen-Orient une stratégie de substitution par rapport à l'adhésion à l'Union européenne. Elle impute au musulman Tayyip Erdogan¹ des visées «néo-ottomanes». Ce faisant, elle continue de ne rien comprendre au film. Ankara n'a nullement renoncé à rejoindre l'Union européenne bien que celle-ci soit aujourd'hui moins désirable qu'il y a quelques années, et que les rebuffades infligées à l'opinion publique turque aient incontestablement douché son europhilie. L'AKP ne cherche pas dans le monde arabo-musulman, dans le Caucase ou en Asie centrale, un champ de compensation, ni même une monnaie d'échange avec Bruxelles. Il assume la puissance politique et économique d'un pays émergent, moins fort de son passé historique que de son dynamisme actuel et de ses potentialités. Il reprend à son compte des choix que Turgut Özal² et les industriels avaient déjà faits dans les années 1980 et que la chute de l'Empire soviétique avait permis d'amplifier, tout comme la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), celle du Koweït (1990-1991) et que l'endiguement de Saddam Hussein avait contrariés. La Turquie est dans un rôle déjà ancien quand elle se pose en médiatrice entre Israël, qu'elle avait reconnu dès sa création, et les pays arabo-musulmans. Et elle reste fidèle à son style diplomatique traditionnel quand elle incite à la modération aussi bien les dictateurs de la région qu'ébrante un vent de contestation que ses alliés occidentaux dont elle désapprouve, non sans sagacité, l'aventure militaire en Libye.

Un élément nouveau est qu'elle a surmonté ses principaux contentieux avec la Grèce et la Syrie, et qu'elle est peut-être en passe de le faire avec l'Arménie, en dépit des obstacles émotionnels qui subsistent de part et d'autre et d'un climat préélectoral propice à toutes les surenchères (y compris de la part de Tayyip Erdogan, désireux d'empêcher le MHP³,

LA TURQUIE A SURMONTÉ SES PRINCIPAUX CONTENTIEUX AVEC LA GRÈCE ET LA SYRIE



La Turquie est désormais la 15^{ème} économie mondiale

ultranationaliste, de franchir la barre fatidique des 10% de suffrages exprimés, nécessaires à sa représentation au sein de l'Assemblée nationale). Un autre facteur inédit est la détermination quasi suicidaire avec laquelle Israël s'aliène son principal allié dans la région, en dépit de la coopération militaire qui le lie à lui depuis 1996. Enfin, la Turquie est désormais la quinzième économie mondiale, dont les taux de croissance oscillent, bon an mal an, entre 5% et 10% et qui entend trouver des marchés à sa mesure.

Pour autant, son rôle régional n'a rien de «néo-ottoman», comme se plaisent à le dire, par facilité orientaliste, nombre de commentateurs ou d'hommes politiques ouest-européens. Il s'inscrit dans le contexte d'un système d'Etats-nations qui est en effet issu du démantèlement de l'Empire ottoman et de l'Empire des Habsbourg, puis de la dissolution des empires coloniaux, mais qui précisément se situe aux antipodes d'un monde impérial. Ankara avait déjà fait clairement savoir, pendant les guerres balkaniques des années 1990, que le passé ottoman était révolu et que



DR

Son rôle régional s'inscrit dans le contexte d'un système d'Etats-nations qui se situe aux antipodes d'un monde impérial

même la Macédoine ne faisait pas partie de ses nécessités stratégiques. Par ailleurs, la Turquie joue désormais à l'échelle «globale», comme l'ont montré les visites respectives d'Abdullah Gül⁴ en Afrique et de Tayyip Erdogan en Amérique latine.

En revanche, l'Union européenne court deux autres dangers à force de tenir à distance Ankara. Le premier serait d'éviter le processus d'adhésion de toute crédibilité et de ne laisser à la Turquie que la stratégie du free rider, soucieux de ses seuls intérêts, dont le nationalisme solipsiste et nucléaire en serait l'expression, et qui trouverait dans la Russie de Poutine ou l'Iran d'Ahmadinejad ses interlocuteurs naturels. D'ores et déjà, le rapprochement avec Moscou et Téhéran est impressionnant. Le second risque est de pousser Ankara dans le camp des pays émergents, tentés par une nouvelle forme de non-alignement. Le camouflet que les Occidentaux ont administré à Erdogan et à Lula après l'accord de Téhéran au sujet du nucléaire iranien, en lui refusant toute pertinence et en faisant passer devant le Conseil de sécurité un train supplémentaire de sanctions, est une erreur historique. Car la Turquie et le Brésil négociaient depuis l'été, avec leurs encouragements, notamment ceux de l'administration Obama, désireuse de trouver par petits pas une issue diplomatique au contentieux avec la République islamique, et de Nicolas Sarkozy, prêt à troquer l'universitaire Clotilde Reiss, prise en otage judiciaire en Iran, contre un plat d'uranium. Voudrait-on rendre enragé Tayyip Erdogan (et faire d'Ahmadinejad le Mossadegh de l'atome) que l'on ne s'y prendrait pas autrement ■

Jean-François Bayart

L'ISLAM REPUBLICAIN

Ankara, Téhéran, Dakar

ALBIN MICHEL

1 Premier ministre turc en fonction depuis mars 2003, réélu pour la troisième fois consécutive le 12 juin dernier lors du scrutin législatif

2 Premier ministre turc en 1983. Il est élu Président de la République en 1989 et meurt pendant son mandat

3 Parti d'action nationaliste

4 Président de la République turque depuis 2007

L'EUROPE, PARTENAIRE POLITIQUE OU COMMERCIAL ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie est engagée dans un long processus d'adhésion à l'Union européenne. De guerre lasse, elle semble se tourner vers d'autres partenaires.

Par Burak Gürbüz

Maître de conférence en économie à l'université Galatasaray, Istanbul

Les relations turco-européennes ont longtemps été fondées sur des relations de dépendance où les guerres dominaient sur les relations de paix. De la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à la création de la République, les relations économiques avec l'Europe comportaient deux volets : institutionnel, avec l'établissement en 1881 de l'Administration de la dette publique suite aux difficultés de remboursement de l'Empire ottoman ; et le volet d'échanges des biens, marqué par un déficit commercial structurel entre les exportations, essentiellement constituées de produits agricoles et la grande partie des importations, destinée à la consommation de la bourgeoisie urbaine. Au début de la période républicaine, le déficit commercial avec l'Europe persiste, bien que la croissance du secteur agricole contribue au développement économique de la Turquie. Entre la crise mondiale de 1929 et la Seconde Guerre mondiale s'installe une période de rupture au cours de laquelle les deux parties sont plus préoccupées par des problèmes économiques domestiques.

La Turquie : du Moyen-Orient à l'Europe

En adhérant quatre ans après la Seconde Guerre mondiale au Conseil de l'Europe et à l'OTAN (1952), la Turquie se retrouve au cœur du monde occidental. Dès lors, les

relations turco-européennes entrent dans une nouvelle phase plus institutionnalisée, en signant notamment l'accord d'association le 12 septembre 1963 à Ankara, en vue de l'adhésion de la Turquie à la Communauté Economique Européenne (CEE). Malgré ces avancées, les décennies 60 et 70 se caractérisent par des relations commerciales circonscrites. D'une part, les vetos grecs limitent l'octroi des aides financières ; d'autre part, les relations commerciales avec les nouveaux adhérents sont privilégiées au détriment des pays non-membres, suite au processus d'élargissement de la Communauté.

Cet accord d'association prévoyait un processus en trois phases : une première phase de transition, puis l'établissement progressif d'une union douanière et enfin le rapprochement par l'harmonisation des politiques économiques en vue d'une adhésion à la CEE. La Turquie, qui mène alors une politique d'industrialisation par le biais d'une importation de substitution, bénéficie largement de cet accord dans les années 1960. Toutefois, la crise économique que subit l'Europe dans les années 70 conjuguée à la hausse de l'endettement de la Turquie mettent en péril l'application des politiques d'industrialisation, tournée vers la demande interne et compliquent de plus en plus les relations commerciales et politiques entre les deux partenaires. Mise à part la crise structurelle de l'économie européenne,



DR

Avec la signature de l'accord d'Union douanière (1995), la part de l'UE dans le commerce extérieur de la Turquie s'élève à 55%

d'autres facteurs sont sous-jacents à l'interruption des relations turco-européennes : l'opération militaire de la Turquie sur l'île de Chypre, l'adhésion de la Grèce à la Communauté et le coup d'Etat du 12 septembre 1980 en Turquie.

Après ces événements, et plus particulièrement le coup d'Etat, la part de la CEE dans le commerce extérieur de la

DES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LES NOUVEAUX MEMBRES SONT PRIVILÉGIÉES

Turquie est passée de 47% dans les années 1970, à 35% dans les années 1980, et ce, malgré une hausse des exportations turques suite à l'adoption du programme d'ajustement du FMI et la libéralisation économique déclenchée le 24 janvier 1980. Cependant, si l'économie turque, fondée sur la répression sociale, a quand même eu un impact positif sur la croissance orientée vers les exportations ainsi que sur la stabilité politique, sa candidature d'adhésion à la CEE,

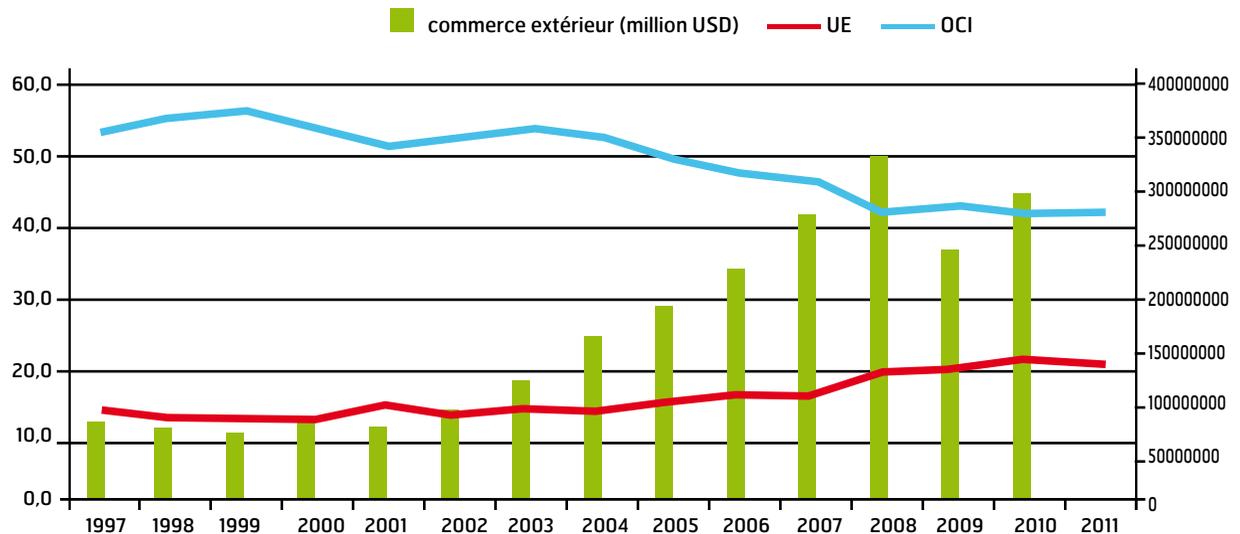
présentée officiellement en avril 1987, sera rejetée par la Commission. En contrepartie, cette dernière lui proposera plus tard, en 1995, un accord d'union douanière dont le but n'est pas une intégration complète mais un partenariat économique et stratégique.

Avec ce nouveau processus, la part de l'UE dans le commerce extérieur de la Turquie s'élève de nouveau aux alentours de 45-50%, voire ensuite 55%. Les pays de l'UE deviennent les premiers partenaires commerciaux de la Turquie. L'évolution positive sur la croissance des exportations turques, à destination de l'UE, est également accompagnée d'une amélioration du taux de couverture des exportations par les importations avec l'UE. Un taux qui, suite à l'Union douanière, dépassera le taux de couverture agrégé. Jusqu'à nos jours et depuis 1996, la moyenne de ce ratio est de 73% pour le commerce avec l'UE contre 62,7% pour le commerce total. Les chiffres sont aussi positifs en ce qui concerne le montant de l'arrivée des investissements directs européens puisqu'ils représentent, entre 2002 et 2009, 50 milliards de dollars, soit 73% des investissements directs étrangers totaux (TUIK statistiques).

Retour aux relations commerciales ?

Suite à l'avis favorable émis par le Conseil européen sur une probable adhésion de la Turquie à l'UE aux sommets d'Helsinki (1999) et de Copenhague (2002), l'ouverture des négociations pour l'adhésion démarre le 3 octobre 2005. Bien ►►

LA PART DU COMMERCE DES PAYS MEMBRES DE L'UE ET DE L'OCI



La part du commerce des pays membres de l'UE (Union européenne) et de l'OCI (l'Organisation de la Conférence Islamique) dans le commerce extérieur total (%) de la Turquie, ainsi que son volume (en million USD)

Source : TUIK, Dış Ticaret ; (voir : www.tuik.gov.tr)

que plutôt positive, cette nouvelle page historique est, pour les deux parties et contrairement aux attentes, ouverte dans la douleur. La difficulté tient au durcissement du processus de négociations, particulier pour la Turquie : introduction de clauses de suspension des négociations si nécessaire, et une adhésion éventuelle à l'UE. De nombreux politiciens européens (notamment français, allemands, autrichiens) soulignent le fait que la Turquie est un pays majoritairement musulman qui, se trouvant géographiquement en Asie, ne peut être qualifiée d'européenne. L'impact de cette attitude à l'égard de la Turquie après 2005 a été dommageable au développement du commerce entre la Turquie et l'UE ; la part de cette dernière n'a pas arrêté de diminuer ces cinq dernières années. Ainsi, alors que le volume du commerce extérieur de la Turquie ne cesse d'augmenter, la part de l'UE, qui était de 50% en 2005, a baissé jusqu'à 42% en 2010. En contrepartie, le commerce de la Turquie avec les pays arabes, toujours dans les mêmes années, a augmenté : la part des pays membres de l'OCI (l'Organisation de la Conférence Islamique) dans le commerce extérieur de la Turquie est ainsi passée de 14,5 à 20% (voir graphique).

Quel bilan tirer aujourd'hui de ce processus historique, entamé il y a 48 ans, et dont l'objectif pour la Turquie demeure l'intégration complète à l'Union ? Certes, l'Union douanière a été bénéfique pour la croissance

des exportations et leur diversification vers des biens de consommation durable (produits électroménagers, secteur automobile). Mais elle fut néanmoins accompagnée d'une persistance structurelle du déficit commercial et d'une croissance dépendante des importations. Parallèlement, la destination géographique des échanges commerciaux s'est également diversifiée. S'agit-il d'un retour aux relations commerciales inscrites dans une phase de globalisation plus élargie ? ■

Bibliographie

- Insel A., «La Turquie : un dynamisme économique mais des incertitudes politiques», dans Jaffrelot C., L'enjeu mondial : les pays émergents, Presses de Sciences Po / Annuels, 2008, pp. 129-136
- Raffinot M., La dette des tiers mondes, Collection Repères, La Découverte, Paris, 2008
- TUIK, statistiques dans www.tuik.gov.tr
- Turunç G., «La Turquie et l'Europe : une relation embrouillée», Mondes en développement, De Boeck Université, 2004/4, no 128, pp. 89-113

LE DRAGON TURC

Confrontée en 2001 à la plus grave crise financière de son histoire, la Turquie s'est depuis engagée dans une série de réformes radicales qui lui ont permis, dans un contexte de néo-islamisme montant, de se positionner comme une puissance régionale.

Par Larabi Jaïdi
Professeur d'économie à l'université Mohamed V - Rabat

Ces vingt dernières années, l'économie turque a affiché un taux de croissance annuelle moyenne de 4,1%, largement supérieur à ceux de l'OCDE. La croissance démographique soutenue et l'urbanisation ont joué un rôle important à cet égard. La bonne tenue de l'économie turque repose sur trois atouts majeurs. En premier lieu, la Turquie se caractérise par un bon niveau de compétitivité internationale et par des échanges actifs. Le second atout de la Turquie réside dans une population active jeune et en expansion rapide, qui contribue largement au potentiel de production. Son troisième atout est le dynamisme traditionnel de nombreuses composantes du secteur privé. Les plus efficaces parmi les grandes entreprises turques réalisent des performances de niveau mondial, tandis que l'activité informelle engendre une flexibilité, une réactivité et un dynamisme exceptionnels, surtout dans les petites entreprises. Depuis 1984, les autorités turques ont lancé un ambitieux programme de libéralisation et de privatisation destiné à minimiser l'intervention de l'Etat dans l'économie. Toutefois, les entreprises économiques de l'Etat (EEE) continuent de jouer un rôle substantiel et même dominant dans certains secteurs de l'économie. Longtemps, les banques d'Etat accordaient leurs prêts en fonction de la politique

gouvernementale et des programmes de subvention. Quant aux banques privées, nombre d'entre elles faisaient partie de holdings industriels et avaient pour vocation de financer les autres activités de leur groupe. La réforme de l'intermédiation financière a contribué à affecter l'épargne aux projets d'investissement les plus productifs et les plus efficaces. La mise en place d'une infrastructure efficiente a permis progressivement de lever les obstacles à une amélioration des performances. L'énergie, les transports et les communications ont été des secteurs clés à cet égard. L'évolution des structures productives depuis le début des années 90 fait apparaître un lent déclin du secteur agricole, au profit d'autres activités plus performantes. Toutefois, l'agriculture représente encore quelque 15% du PIB et 35% de l'emploi total. D'après les estimations de l'OCDE, le soutien global à l'agriculture représente 10,7% du PIB contre 1,4% en moyenne dans la zone de l'OCDE. Le secteur manufacturier - notamment celui du textile et de l'automobile - principal employeur du pays, est le plus gros exportateur net de marchandises. Le tourisme est une activité dynamique qui s'appuie sur un potentiel balnéaire et touristique considérable. Cela étant, la performance du secteur productif turc et sa résistance à trois crises financières majeures (1980, 1994 et 2001) ne doivent pas masquer de nombreux

handicaps. L'économie turque laisse en effet apparaître des contrastes saisissants, puisque ces performances ont été réalisées dans un contexte macroéconomique souvent défavorable, avec un endettement public qui représente 60% du PIB, une inflation qui a atteint des pics de 80% à 100% et une croissance irrégulière. Le second handicap a trait à la répartition géographique et sociale très inégale des richesses. Les PME, qui représentent 65% de l'activité économique, sont concentrées à plus de 50% à Marmara et en Anatolie. La Turquie est l'un des pays où le fossé entre les couches favorisées des grandes villes de l'Ouest et les habitants des villages du Sud est le plus important. Il faut enfin noter l'existence d'une économie souterraine qui représente près de la moitié du PIB et concerne 40% de la force de travail.

La montée en puissance du néo-islamisme

La naissance du Parti de la Justice et du Développement (Adalet Kalkinma Partisi - AKP) accompagne les transformations de fond qui secouent la société turque. Très tôt, les néo-islamistes ont compris qu'il était impossible d'ignorer les effets de la mondialisation libérale. Bien au contraire, celle-ci, couplée au processus d'adhésion à l'Union européenne, est une arme redoutable contre le vieil Etat-nation kémaliste. Au libéralisme politique, il convient d'ajouter sa contrepartie économique. Les velléités anticapitalistes du développement économique sont abandonnées pour la promotion de l'économie de marché. En échange du soutien au processus d'adhésion à l'UE, la bourgeoisie stambouliote accepte de dé-diaboliser l'AKP en mettant à sa disposition ses relais médiatiques et internationaux. Les conditions préalables de démocratisation, de respect des droits fondamentaux dictés par Bruxelles, rejoignent le besoin de sécurité des islamistes désireux de se protéger de l'establishment kémaliste. Le patronat occidental (TUSIAD) devient critique envers l'Etat-major et l'establishment bureaucratique. Il les considère comme un obstacle sur le chemin de la mondialisation heureuse.

Quelques années auparavant, une large partie des petits et moyens entrepreneurs d'Anatolie avaient décidé de constituer, en réaction à ce qu'ils perçoivent comme une discrimination et un mépris des classes occidentalisées, un organisme patronal indépendant : le MUSIAD (Association indépendante des hommes d'affaires et des industriels - Mustakil Sanayiciler ve Isadamlari Dernegi)¹. Longtemps tenue à l'écart des dividendes du système central au profit d'un clientélisme dévolu à la seule élite kémaliste, cette

nouvelle bourgeoisie remet en cause l'économie de rente qui, avec la complicité de la bureaucratie, a selon elle trop longtemps étouffé les énergies créatrices.

Le MUSIAD prend modèle sur le dynamisme des dragons asiatiques qu'il analyse comme un mariage réussi entre un réseau dynamique de PME, la primauté des valeurs familiales et la spiritualité traditionnelle. La haute bourgeoisie stambouliote pro-occidentale et ses holdings sont jugés coupables d'avoir monopolisé des décennies durant, avec la complicité de l'Etat, la vie économique du pays. Dans l'esprit du patronat musulman, modernisation n'équivaut pas à occidentalisation. Sa ligne d'horizon s'ouvre résolument en direction des pays musulmans d'Asie, région la plus dynamique du monde. Nombre d'hommes d'affaires musulmans en Turquie attribuent leur succès professionnel à leur «éthique protestante du travail»².

Le MUSIAD s'est naturellement retrouvé au cœur de la vie économique du pays. L'afflux de capitaux, en particulier d'Arabie Saoudite, a beaucoup contribué à la réislamisation du pays. Dès les années 80, on observe une expansion de banques et de sociétés d'investissements appuyées par les pétromonarchies du Golfe. Depuis, le marché des institutions financières islamiques a considérablement progressé. Il représente actuellement 10% du total du système bancaire. Le secteur de finance islamique compte quelque 400 antennes locales qui ont la particularité d'être situées dans les régions et villes où l'AKP réalise le plein des voix. Ce maillage serré d'une partie de l'économie turque par des entrepreneurs proches de la mouvance islamiste, cette

SA LIGNE D'HORIZON S'OUVRE EN DIRECTION DES PAYS MUSULMANS D'ASIE CENTRALE

capacité de l'AKP à traduire l'argent en puissance sur une échelle étendue, inquiètent les anciennes élites laïques qui voient leur place et la rente en décollant menacées.

Un allié géostratégique

Pour toute une série de raisons, la Turquie est d'une importance stratégique capitale pour l'Occident. C'est un facteur qui détermine ses performances économiques. En tant qu'Etat fondateur de l'OTAN, la Turquie avait une énorme frontière commune avec l'ex-Union soviétique ; elle



DR

La mise en place d'une infrastructure efficiente a permis de lever les obstacles à une amélioration des performances

est devenue un allié vital de l'Occident dans sa politique de confinement de la «menace communiste». La Turquie n'a rien perdu de son importance géopolitique, bien au contraire. Si la Turquie a la Russie et l'Ukraine pour voisins, elle a aussi une frontière commune avec l'Iran, l'Irak, la Syrie et cette gigantesque poudrière politique qu'est le Caucase.

Pour l'Occident, la Turquie est tout à la fois un facteur de stabilisation et une tête de pont dans un Moyen-Orient très instable et à proximité immédiate des pays de la CEI (Communauté des Etats Indépendants), en Asie centrale. Qui plus est, grâce au Bosphore, l'un des détroits les plus fréquentés au monde, la Turquie contrôle le trafic maritime entre la mer Noire et la Méditerranée. Mais ce n'est pas tout. Depuis le démembrement de l'URSS, les riches champs de pétrole et de gaz de l'Azerbaïdjan et d'autres pays pétrolifères de la Caspienne sont ouverts à l'Occident qui a la certitude que le pétrole est aux mains d'un allié qui, par ailleurs, pense pouvoir renforcer sa position de puissance régionale en jouant un rôle clé dans le transport, ô combien stratégique, du pétrole.

La mondialisation associée à la libéralisation de l'économie, le processus d'adhésion à l'UE ouvrent la Turquie. Les réformes néolibérales remettent en cause la puissance et la légitimité de l'Etat. L'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 a bousculé les choix de société opérés au début du 21^{ème}

siècle. Synonyme d'archaïsme social, d'obscurantisme religieux, l'islam était le miroir négatif de l'identité turque. Aujourd'hui, l'AKP veut en faire le ciment du futur pacte économique et social ■

Bibliographie

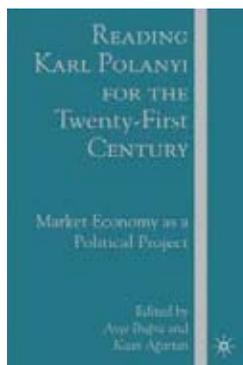
- Dorransoro G., *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Autrement. Mondes et Nations, Paris, 2009
- Gultekin B., «L'économie turque entre néo-libéralisme et pesanteur étatique» in Olivier Roy : *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, édition Le tour du sujet, Universalis, Paris, 2004
- Seyfettin G. et Eser K., «Des adaptations économiques et budgétaires nécessaires» in *Questions internationales n°12 : la Turquie et l'Europe*, La documentation française, pp. 76- 87
- Tancredi J., *La nouvelle puissance turque. L'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, Paris, 2010

1 Maigre M.-E., *Turquie : émergence d'une éthique musulmane dans le monde des affaires - Autour de l'évolution du MUSIAD et des communautés religieuses*, www.religion.info/french/articles/articles_170.shtml
 2 European Stability Initiative, «Les musulmans calvinistes : changement et conservatisme en Anatolie centrale», www.esiweb.org/PDF/esi_document_id_72.pdf

«LE SECTEUR PRIVÉ S'EST ADAPTÉ AU MARCHÉ»

Professeur d'économie politique à l'université Bogaziçi d'Istanbul, A. Bugra revient sur les relations entre pouvoirs publics et monde de l'entreprise, les stratégies économiques à l'origine du développement de l'industrie domestique et sur l'adaptation des entreprises au marché mondial.

Par Ayse Bugra
Propos recueillis par Béatrice Hibou
Politologue, CERI-CNRS, Paris



Dans son dernier ouvrage, Ayse Bugra, professeur d'économie politique à l'université Bogaziçi d'Istanbul revisite l'analyse de Karl Polanyi de la séparation institutionnelle entre la politique et l'économie. Elle fait ainsi valoir que l'économie de marché n'est pas un processus spontané, mais un «projet politique» réalisé par des changements institutionnels où le travail, la terre, l'argent, et même les connaissances apparaissent comme des marchandises

Au Maroc, l'expérience économique turque est souvent considérée comme un modèle que l'on connaît finalement peu. La capacité des entreprises à s'internationaliser est notamment mise en exergue. Quelle est votre appréciation de cette stratégie d'ouverture au monde ?

L'ouverture de l'économie turque au marché mondial a commencé dans les années 1980 après une longue période de crise économique, caractérisée surtout par le déficit croissant de la balance de paiements et par une inflation galopante. Le coup d'Etat militaire de 1980 a amené au pouvoir un gouvernement économiquement libéral. Les politiques économiques de l'époque comprenaient la libéralisation du commerce international et, plus tard dans la décennie, la libéralisation financière. Mais on ne peut pas dire que ces politiques ont réussi à mettre l'économie turque sur un chemin de croissance stable. L'effet de la libéralisation financière, en particulier, est loin d'avoir été tout à fait positif. Si l'arrivée de capitaux étrangers fut une source importante de la croissance de l'économie, elle a aussi été la cause principale de la vulnérabilité aux chocs extérieurs qui ont conduit à plusieurs crises économiques majeures dans les années 1990 et 2000. Le déficit des comptes courants, qui demeure toujours très important,

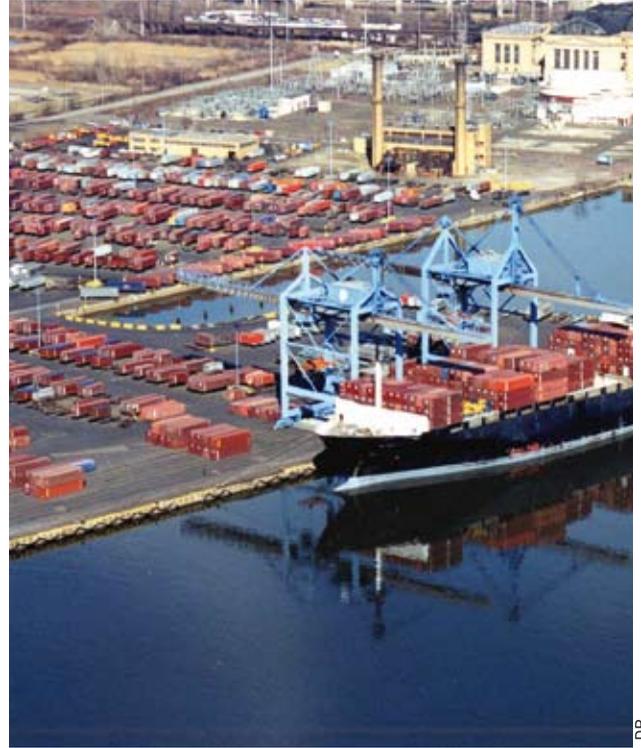
cumulé à un taux de chômage très élevé constituent par ailleurs d'autres faiblesses de l'économie turque.

Cependant, il est vrai que le secteur privé a su s'adapter aux nouvelles conditions du marché mondial. Rappelons tout de même que le secteur privé turc a largement été créé par l'Etat qui, dans le cadre d'une stratégie économique interventionniste, a contribué à l'accumulation du capital dans les mains d'entrepreneurs favorisés. Ainsi créés par l'Etat, la plupart de ces entrepreneurs ont pourtant réussi à survivre dans une économie ouverte à la concurrence internationale. Pour le comprendre, il faut revenir aux politiques développementalistes qui comprenaient la protection de l'industrie domestique contre la concurrence internationale, les incitations financières ainsi que les contrats publics dans le domaine des infrastructures. On ne doit pas sous-estimer le lien entre ces politiques économiques - mises en œuvre surtout dans les années 1960 et 1970 - d'une part, et la capacité concurrentielle manifestée aujourd'hui par les entreprises turques d'autre part.

Comment ont évolué les relations entre pouvoirs publics et monde de l'entreprise au cours de ces années de libéralisation et d'internationalisation ?

En Turquie, comme dans d'autres pays, la mondialisation néolibérale a conduit à l'expansion des relations marchandes à tous les domaines de la société, mais pas nécessairement à une baisse de l'importance du rôle joué par l'Etat dans l'économie. Certes, la plupart des moyens politiques auparavant utilisés par le pouvoir politique dans le traitement préférentiel des entrepreneurs proches du gouvernement ne sont plus disponibles. Mais il en existe encore et d'autres ont été nouvellement créés par les dynamiques de l'économie néolibérale. Autrement dit, le gouvernement conserve toujours des moyens pour intervenir dans le processus d'accumulation du capital et pour exercer une influence sur les positions de pouvoir relatives des acteurs économiques.

Par exemple, les contrats publics pour la construction et l'entretien des infrastructures, qui ont toujours constitué un des principaux moyens d'enrichissement par le biais de bonnes relations avec le gouvernement, continuent à jouer le même rôle aujourd'hui. De fait, le développement urbain étant loin d'être achevé en Turquie, la construction des chaussées, de ponts ou des ports maritimes constituent toujours des domaines d'investissement profitables. A ce propos, il est utile de préciser que durant les gouvernements AKP, la loi concernant les procédures selon lesquelles les contrats publics sont accordés aux entrepreneurs a été modifiée dix-sept fois, avec des amendements introduits



Dans l'économie libérale, l'Etat est toujours un acteur important

dans plus de cent articles de la loi. En fait, cette loi et ses nombreux articles concernant les exceptions sont souvent critiqués dans les rapports de progrès sur la Turquie de la Commission européenne².

Un autre moyen par lequel le gouvernement exerce une influence très importante dans le domaine entrepreneurial est celui de la privatisation, en particulier dans les domaines de la production et de la distribution de l'énergie. Dans ces domaines, les licences octroyées aux entreprises privées aussi bien que le partenariat public-privé créent, pour les hommes d'affaires proches du gouvernement, maintes possibilités de faire du profit. On constate aussi que les privatisations et les partenariats public-privé dans le domaine de la fourniture de services publics - caractéristiques typiques du néolibéralisme contemporain - ont ouvert un champ très lucratif pour l'accumulation du capital en Turquie sous le gouvernement de l'AKP. Dans l'économie libérale d'aujourd'hui, l'Etat n'a pas cessé d'être un acteur important et la marge d'intervention du pouvoir politique en faveur des hommes d'affaires proches n'a pas disparu. Les relations avec le gouvernement sont donc devenues très importantes pour les entrepreneurs actifs dans les secteurs comme la santé, la construction et l'entretien des bâtiments publics, de même que l'approvisionnement, le transport et le stockage de biens distribués aux pauvres comme l'assistance sociale. La construction résidentielle constitue un autre secteur où

les relations avec l'autorité publique sont devenues très importantes pour les entrepreneurs.

De quelle(s) manière(s) ce processus d'internationalisation a-t-il structuré le champ économique turc ? A-t-il fait apparaître de nouveaux acteurs ou sont-ce les entreprises les plus importantes qui ont été les leaders de ce mouvement ?

Actuellement, on peut constater la présence de deux types de nouveaux acteurs dans le monde des affaires. Il y a, premièrement, les grandes entreprises qui ont émergé sous le gouvernement AKP et qui occupent maintenant une présence importante dans le secteur privé. L'information sur ces groupes, trouvée dans la presse, indique la proximité de leurs fondateurs avec l'AKP ou avec le réseau Fetullah Gulen, actuellement très puissant². On remarque que les contrats publics obtenus dans les domaines de

ISTANBUL A LA PLUS GRANDE PART DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR INDUSTRIEL

l'infrastructure, de l'énergie ou du logement ainsi que dans les services de santé occupent une place importante dans les trajectoires de développement des groupes d'entreprises en question. On constate par ailleurs que les entrepreneurs qui ont fondé et développé ces entreprises sont d'origine anatolienne, comme d'ailleurs la plupart des entrepreneurs turcs qui sont entrés dans le monde des affaires après la fondation de la République en 1923 et surtout après la Seconde Guerre mondiale. Reste que le développement de leurs entreprises s'est fait au niveau national, indépendamment de leur ville d'origine.

Deuxièmement, il y a des entreprises, surtout des petites et des moyennes, qui sont situées hors des métropoles anciennes. En fait, aujourd'hui on parle beaucoup du développement économique de certaines villes anatoliennes, grâce au succès des entreprises locales et à leur capacité d'adaptation aux conditions de la concurrence sur le marché mondial. On constate d'ailleurs un accroissement de la part de certaines villes auparavant non-industrielles dans la valeur ajoutée du secteur industriel. Or, les petites et moyennes entreprises ont joué un certain rôle dans ce développement. Malgré cela, Istanbul et son hinterland en particulier, mais aussi les autres vieilles

métropoles, continuent d'avoir, et de loin, la plus grande part dans la valeur ajoutée du secteur industriel. Le nombre des grandes entreprises situées à Istanbul et dans les autres vieilles métropoles est aussi incomparablement plus important que celui des grandes compagnies industrielles installées dans les autres villes. Ces statistiques concordent avec celles de la distribution régionale des exportations du pays, dans lesquelles, non seulement la part des grandes métropoles n'a pas diminué, mais a au contraire augmenté. La distribution régionale du PNB ne démontre pas non plus une augmentation de la part des cinq villes anatoliennes nouvellement industrialisées.

Je mentionne ces statistiques, non pour dénier la réalité d'un certain développement industriel dans les villes anatoliennes, mais pour réfléchir au caractère de la relocalisation de l'activité économique dans le contexte de la mondialisation néolibérale. Les changements amenés par la mondialisation néolibérale concernent surtout des relations entre différents acteurs économiques et différentes localités. Aujourd'hui, l'importance ou le pouvoir d'un acteur ou d'une localité est essentiellement déterminé par sa position dans les relations complexes de sous-traitance, de finance, d'accès au savoir-faire technologique ou au marché national ou international. A partir de cette perspective, la position des entreprises turques situées dans les vieilles métropoles semble être assez solide, en termes de leur contrôle continu de certaines activités industrielles et surtout en termes de leur contrôle sur les activités financières et sur l'accès aux marchés extérieurs.

Cette observation n'est pas sans rapport avec ce que j'ai dit précédemment concernant les politiques économiques mises en place à l'époque où le secteur privé s'est développé sous la protection de l'Etat. Aujourd'hui, on parle beaucoup du modèle turc, en référence aux politiques économiques libérales des trois dernières décennies. Mais il ne faut pas oublier que le développement de la capacité entrepreneuriale, qui a rendu possible l'adaptation du secteur privé à l'économie de marché concurrentiel, vient de bien plus loin dans l'histoire économique du pays. Et c'est une histoire où les politiques industrielles, visant à contrôler les dynamiques du marché libre, ont joué un rôle important. Il serait juste d'affirmer que, malgré toutes leurs faiblesses et toutes les erreurs commises dans leur mise en application, le secteur privé n'aurait pas pu atteindre son niveau de développement actuel sans ces politiques interventionnistes ■

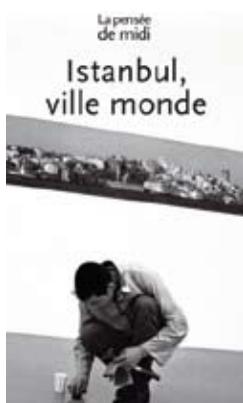
¹ Voir par exemple European Commission, Turkey 2009 Progress Report, p. 45

² La cohésion du réseau dépend de l'autorité religieuse de Gulen, mais ses objectifs politiques sont beaucoup plus importants que son caractère religieux

ISTANBUL, VILLE MONDE¹

Le miracle économique turc n'en serait pas un sans Istanbul, cet espace-temps d'accumulation primitive qui rassemble, de manière aléatoire, appétits individuels et opportunités affairistes.

Par Michel Peraldi
Professeur à l'EHESS, Paris – Chercheur-associé au Cesem-Hem



Anthropologue, sondant les marges du capitalisme, Michel Peraldi est auteur de Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers (Ed. Broché, 2001), d'un livre plus circonscrit, Istanbul frénésies (Ed. P'tits papiers, 2008), et co-auteur du dossier «Istanbul, ville monde» (in La pensée de midi, Ed. Actes Sud, 2011).

Au milieu des années 80, le gouvernement bulgare avait décrété une vaste campagne de «bulgarisation» de ses minorités. De nombreux musulmans furent instamment priés de changer de prénom, de renoncer à leur religion. Une majorité d'entre eux choisissant l'exil, arrivèrent à Istanbul, goutte d'eau dans les presque 400 000 migrants intérieurs qui, chaque année, depuis les années 70, viennent s'y installer. Quelques entrepreneurs de cette minorité bulgare relancèrent la filière défailante du cuir, ouvrirent des tanneries à Tuzla, au sud d'Istanbul, des boutiques dans le bazar, des ateliers de fabrication assez attractifs pour attirer les commandes de grandes marques européennes. Au début des années 90, ces Bulgares furent les premiers à construire de rutilants show rooms où leur pratique de la langue russe leur permit d'attirer l'énorme marée des consommateurs russes et ukrainiens, arrivant à Istanbul dès la chute du mur de Berlin. Les (rares) chercheurs qui ont travaillé ces dernières années sur le développement exponentiel d'Istanbul peuvent raconter des dizaines d'histoires de ce type, Bulgares, Azéris, Turkmènes, Irakiens, Polonais, Moldaves, Algériens, Tunisiens, et bien sûr aussi Turcs, Anatoliens ou Kurdes. Car si Istanbul semble au premier abord présenter toutes les caractéristiques de la mégapole du tiers-monde, anarchique, incontrôlable



DR

Istanbul produit 23% des revenus bruts du pays

et parasite, ce n'est qu'une apparence, une dimension de sa réalité. Oui, il y a à Istanbul d'immenses réservoirs de misère et de précarité, mais, répétons-le, Istanbul est une ville monde, et peut-être, avec Londres, la seule qui sur ce continent mérite ce qualificatif. Elle compte aujourd'hui entre 13 et 16 millions d'habitants, produit 23% des revenus bruts du pays, et près de 40% de tout ce qui en sort. Elle accueille près de 15 millions de touristes et passants (certains d'ailleurs visitent aussi la mosquée bleue et ne sont pas tous là pour acheter du cuir bulgare) et son niveau de vie comme sa vie culturelle sont largement à niveau des villes européennes.

C'est au début des années 90 que le grand mouvement des

foules a commencé. Les déferlantes sont d'abord venues de Russie et d'Ukraine, en bateau d'Odessa, par bus en bravant les pirates qui rackettent au passage en Moldavie, par avions charters, au point qu'il faudra construire un nouvel aéroport pour les accueillir ; puis des Polonais, des Roumains, des Moldaves. Surtout beaucoup de Roumaines et de Moldaves dont certaines entrent dans les boutiques comme vendeuses pour servir en russe une clientèle qui se moque d'apprendre quelque langue que ce soit et se soucie encore moins d'apprendre l'éthique du commerce de bazar. Ils repartiront lorsqu'ils auront accompli quelque chose d'un cycle d'accumulation primitive, valise par valise, des brouettes de lires amassées à une époque où il faut encore une liasse de billets pour acheter une boîte d'allumettes. Au milieu des années 2000 arrivent les Tadjiks, les Turkmènes, les Kasaks, des Ouzbeks, des bus pleins de leur extraordinaire artisanat, tapis, tissus, comme s'ils avaient pris le temps d'amasser et fabriquer avant de venir vendre, alertés sans doute par des cousins, pionniers discrètement nichés dans les recoins du bazar où ils semblaient les attendre en vendant cet artisanat indien ou pakistanais qui plaisait tant aux touristes. Puis des Irakiens quand la guerre s'installe entre l'Iran et l'Irak, puis des Iraniens à nouveau et d'autres Afghans qui fuient cette fois les talibans, des Libyens, des Tunisiens, Algériens, Egyptiens, Jordaniens et Syriens, mais curieusement peu de Marocains (les seuls que j'y ai rencontrés sont plus souvent des pèlerins que des commerçants), comme si seule une familiarité, même imaginaire avec l'Empire ottoman, justifiait le voyage vers Istanbul (et de même que l'Empire s'est arrêté aux portes du royaume chérifien, le recrutement des commerçant s'arrête aujourd'hui vers Tlemcen) . Enfin,

CETTE SÉDIMENTATION DE PEUPLES EST LE CŒUR ECONOMIQUE DE LA VILLE

derniers arrivés, des Chinois Oïgours, musulmans, certains parlant une langue qui a des familiarités avec le turc, de l'une des provinces les plus reculées de l'ancien Empire et qu'on a appelée Turkestan Oriental avant qu'elle ne devienne le Xinjiang.

Cette très rapide sédimentation de peuples en mouvement est aujourd'hui un, sinon le cœur économique de la ville.





Istanbul est un puzzle de micro-marchés fonctionnant selon les catégories de l'économie du bazar

Car dans leur immense majorité, ces passants achètent et vendent des tonnes de marchandises qui sont fabriquées ici même, dans les faubourgs. Des milliers d'ateliers et d'usines fabriquent donc des vêtements, des parfums, travaillent le cuir, l'acier léger, le papier, et le font aussi bien pour les grandes marques européennes délocalisées ici que pour le marché largement informel du tourisme à la valise. Les spécialistes pensent que 40% de cette activité industrielle est informelle, comme celle des transferts d'argent et de change qu'elle sous-tend, enfin toute l'économie de la migration, nationale et internationale, qui fournit sans arrêt ses mains-d'œuvre à cette machine en surchauffe. Nous avons, dans cette revue même, souvent évoqué cette vitalité productive d'Istanbul, sans en oublier les coins sombres. Il faut y revenir ici pour donner une version plus complexe et sans doute plus ambiguë du miracle turc. Oui, il faut le dire, le «miracle» économique turc n'en serait pas un sans Istanbul et cette étonnante capacité qu'a eue cette ville dans les vingt dernières années à capter les peuples que les troubles du monde ont mis en mouvement dans une double quête, de profits rapides et d'aventures personnelles. Son développement ne résulte pas seulement d'une croissance progressive et rationnelle d'un outil productif, et pas davantage d'une stratégie planifiée et portée par un Etat ou des relations internationales. Istanbul est d'abord un espace-temps d'accumulation primitive rassemblant de manière aléatoire des appétits individuels et des opportunités affairistes.

Et elle l'est non pas à l'échelle d'un ensemble national, mais d'emblée à l'échelle d'un ensemble continental, qui n'a d'autres frontières que celles disparues des anciens Empires, soviétique et ottoman. Difficile et même impossible à mesurer, cet apport largement informel de la frénésie stambouliote au miracle turc pose décidément des problèmes à la pensée économique. En effet, à tirer les leçons du modèle, il faut alors penser en des catégories et selon des concepts que certains jugent obsolètes ou dépassés. Car Istanbul est d'abord un puzzle de micro-marchés, souks et fondouks, fonctionnant selon les catégories de l'économie du bazar, dans des relations de face-à-face et des tonnes d'argent liquide, très liquide, largement en dehors de toute régulation étatique même si l'Etat, les appareils, les groupes au pouvoir en tirent de fabuleux avantages, sinon le plus gros des avantages. Il n'en reste pas moins que cette histoire est d'abord une histoire de captage et d'arrimage au mouvement du monde, comme disait Braudel, plus que la réussite d'un «projet, et histoire d'une ville plus que d'une nation» ■

1 Dans l'acception moderne du terme, une ville est dite globale lorsqu'elle concentre un nombre conséquent d'instruments et d'acteurs qui exercent un pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale. On trouve dans les villes globales les sièges des multinationales et leur logistique stratégique, les sièges des grandes banques et ceux des organismes politiques internationaux. New York est sans aucun doute la plus puissante des villes globales actuelles. Elle a d'ailleurs servi de modèle pour établir cette définition (Sassen S., *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, 1991, 2d éd. 2001)

MADE IN ISTANBUL

Du fast-fashion au développement du «commerce à la valise», le secteur textile turc a connu de nombreuses évolutions qui invitent à reconsidérer les rapports de force entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

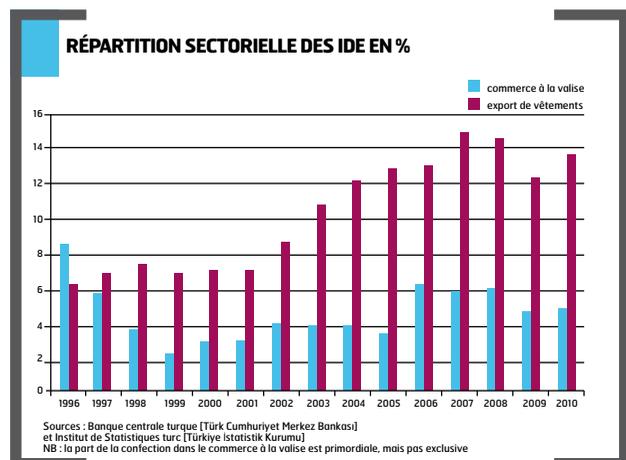
Par Luisa Piart

Doctorante EHESS, université de Leipzig

La Turquie figure parmi les dix premiers pays exportateurs de vêtements en valeur nette. Depuis 1980 et les programmes de libéralisation économique, la confection représente entre 10 et 20% des exports et ne cesse d'augmenter.

Pourtant, les pronostics alarmistes se multiplient. Les rapports de force entre donneurs d'ordre européens et sous-traitants turcs semblent en effet fondamentalement asymétriques. Ces derniers se sentent particulièrement menacés par l'abolition des quotas qui neutralisaient la compétition chinoise jusqu'en 2004. Cette «rhétorique de la crise» très présente dans les médias est-elle uniquement destinée aux bailleurs de fonds nationaux et internationaux susceptibles de pourvoir des subventions ? Le poids de la confection dans l'économie turque en fait-il au contraire sa profonde vulnérabilité ?

Des observations menées à Istanbul en 2008-2009 révèlent l'importance de mécanismes de régulation inédits. Il existe en effet à Istanbul des filières de la confection hors de l'export officiel. Elles sont associées au commerce à la valise - aussi connu sous le nom de trabendo - et alimentent des marchés de consommation qui ne sont pas (encore) dominés par la grande distribution. Export et commerce à la valise, grande distribution et commerce de détail : à Istanbul, ces deux types de filières d'approvisionnement



internationales se sont développés de façon concomitante au sein d'un véritable district industriel urbain dédié à la confection : il représente le premier secteur d'emploi de la métropole (un tiers de la main-d'œuvre, soit entre 1,5 et 2 millions de personnes) et jusqu'à 80% de la production nationale.

Si ces deux filières interagissent, c'est d'abord lié à l'organisation du district industriel : la confection est disséminée dans une myriade d'ateliers très spécialisés qui dépassent rarement la vingtaine d'ouvriers. Coupe,

assemblage, lavage (ou délavage, étape cruciale de la fabrication des jeans qui sont un produit phare de la confection turque), impression, broderie, repassage, emballage : au plus grand mépris des règles de sécurité et des plans d'industrialisation, ces ateliers se trouvent généralement dans des mahalle résidentiels (au rez-de-chaussée ou au sous-sol d'immeubles d'habitation) et ne sont pas déclarés. Le district industriel s'organise en bassins de production dont la géographie évolue très rapidement. La confection est en effet une activité temporaire typique de primo-arrivants (qu'ils viennent de l'Est de la Turquie ou de l'étranger).

Les vêtements destinés à l'export ou au commerce à la valise ont bien sûr leurs spécificités et il reste plus prestigieux de travailler pour le marché européen, que russe ou palestinien. Mais il est très probable que ces vêtements soient produits dans les mêmes ateliers. Les délocalisations à Istanbul ont eu un effet d'entraînement presque involontaire sur le commerce à la valise qui aurait pu être transitoire.

Si le phénomène a persisté, c'est d'abord grâce à sa concomitance avec l'export. Mais certaines nouvelles stratégies des grands distributeurs semblent avoir modifié cet équilibre. H&M, Zara, ou Mango¹ renouvellent entièrement leurs collections toutes les trois semaines. Ce type de distributeurs - dits «fast fashion» - enregistre les taux de croissance les plus élevés du secteur : leurs délais de livraison sont extrêmement courts et la pression sur leurs sous-traitants énorme. Elle se traduit par une surproduction chronique, dont les distributeurs ne peuvent pas s'encombrer. Le commerce à la valise n'est plus dans ce cas-là un pis-aller, mais une véritable soupape de pression qui permet d'écouler les surplus de l'export et fait le succès du district industriel.

Ces mécanismes de récupération ont pris une telle ampleur que les surplus de tous types ont envahi le commerce à la valise. Les commerçants à la valise achètent en plus petite quantité, mais ils sont nombreux et payent généralement plus cher à l'unité que les grands distributeurs, avec qui les prix sont toujours négociés au plus bas. Par rapport à leur coût de production, ces surplus génèrent donc plus de revenus à l'échelle d'Istanbul que l'export à destination de l'Europe. Ces revenus supplémentaires ne se manifestent pas par l'apparition d'entrepreneurs en mesure d'ouvrir de grandes usines et de concentrer la production, mais par la multiplication du nombre d'intermédiaires entre la production «en miettes» et la commercialisation.

Ces évolutions invitent à reconsidérer les rapports de force entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Contrairement aux zones de libre-échange où la production est directement exportée sans lien avec l'économie locale, Istanbul agit comme une courroie de transmission entre plusieurs



DR

H&M, Zara... renouvellent leurs collections toutes les trois semaines

marchés de consommation. Le poids du district industriel intégré dans la métropole permet à de nombreux intermédiaires de tirer partie de cette configuration : ceux qui sont chargés de «suivre la production» d'un atelier à un autre, ceux qui sont spécialisés dans les surplus, ceux qui savent quels clients seront intéressés par telle ou telle fin de série, ou lot dépareillé... Cela ne diminue pas la dépendance vis-à-vis de l'export et de la grande distribution, mais la pondère et illustre à plusieurs échelles les dynamiques actuelles de la mondialisation ■

Bibliographie

- Dedeoglu, S. *Women Workers in Turkey : Global Industrial Production in Istanbul*, London-New York, Tauris Academic Studies, (2008)
- OECD *Territorial Reviews* (2008) Istanbul, Turkey. <http://browse.oecdbookshop.org/oecd/pdfs/browseit/0408051E.PDF>
- Tokatli, Nebahat

¹ H&M, Benetton, Zara, Gap, Mango, Hugo Boss, Guess, Esprit, Levi Strauss, Marks & Spencer, Nike, Reebok, Calvin Klein, Mustang, Ralph Lauren, Tommy Hilfiger, Emporio Armani, Gucci, Burberry

LA DYNAMIQUE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Devenue un centre de production à vocation internationale, l'industrie automobile turque affiche un dynamisme sans précédent. Retour sur un mouvement démarré dans les années 50.

Par Amal Maaninou

Professeur d'économie industrielle, université Mohammed V - Souissi

C'est à partir des années 1950-1960 que l'industrie turque se développe en prenant appui à la fois sur les activités industrielles qui gravitent autour de la sidérurgie - laquelle entraîne dans son sillage l'essor et le développement, entre autres, des industries mécaniques, de la chimie lourde et des matières plastiques -, et sur la formation et l'évolution de conglomérats turcs (Sadanci, Koç, Zorlu, Dogus...) qui vont élargir leur portefeuille d'activités en y intégrant la production d'équipements automobiles ainsi que l'assemblage de véhicules particuliers et utilitaires.

C'est dans ce contexte que, vers 1954, l'industrie automobile turque voit le jour grâce au montage de véhicules militaires et, ensuite, à l'assemblage de véhicules industriels. La création en 1966 de la société Otosan¹, puis Tofas au début des années 1970, s'inscrit dans le cadre d'un «dirigisme subtil» orchestré par l'Etat qui met en place un partenariat entre les industriels et les milieux financiers afin de drainer l'épargne vers des secteurs ciblés. Dans la foulée, un système d'autorisation administrative de production ouvre aux entreprises privées, y compris étrangères, la possibilité de pénétrer quelques secteurs, mais dans certaines limites, comme c'est le cas de la production sous licence de modèles de Fiat et Renault au courant des

années 1970. La signature, en 1996, d'un accord de libre-échange avec l'UE va donner un nouveau souffle à l'industrie automobile turque dans la mesure où ce pays va bénéficier du redéploiement des constructeurs et équipementiers européens et américains vers l'est du Vieux Continent. Par mimétisme, des acteurs asiatiques leur emboîtent le pas, comme c'est le cas de Toyota. L'ouverture qui s'ensuit se fera de concert entre les acteurs précités, le temps de laisser aux conglomérats turcs assez de marge de manœuvre pour se recentrer sur les métiers dans lesquels ils sont compétitifs, de cibler les transferts de technologie et de donner un coup de pouce à la consolidation du tissu industriel composé principalement de PME.

L'accès aux licences a permis ainsi à différents acteurs locaux de nouer des joint-ventures avec des acteurs étrangers². Aussi, l'une des particularités de l'industrie automobile turque est que le partenariat préexistant avec les groupes financiers et industriels locaux a été maintenu au sein de structures de joint-ventures dans lesquelles les groupes internationaux détiennent une faible majorité³. Il s'agit donc d'un contrôle affaibli qui permet aux acteurs locaux de bénéficier de transferts de technologie. Cette ouverture a autorisé également l'implantation d'équipementiers internationaux (Delphi, Lear, Lucas,

Bosch, Valeo, etc.) dont les activités productives se répartissent comme suit : systèmes de freinage, systèmes complets de motorisation, pièces plastiques, accumulateurs... La production de ces équipementiers irrigue pour l'essentiel les usines locales (filiale intégrée) et est en partie exportée vers l'UE. Cette forte intégration de la filière automobile en Turquie se concrétise au plan géographique par une forte polarisation des acteurs autour : d'une part, de la ville de Bursa (Fiat, Renault, Peugeot) ; d'autre part à l'est d'Istanbul, sur les bords du Golfe d'Izmit (Ford, Toyota, Honda, Hyundai). Quant à la ville de Gebze, elle est en train de prendre de l'importance grâce à la dynamique institutionnelle déclenchée par l'Association turque des équipementiers et la mise en place d'une nouvelle zone industrielle, baptisée TOBS, dédiée aux activités productives liées à l'automobile.

Le dynamisme de l'industrie automobile turque se mesure à l'aune de l'évolution du marché domestique et de l'ampleur des exportations. D'une part, le marché turc enregistre une croissance de la demande relativement soutenue d'une population encore sous-équipée : au milieu de la dernière décennie, on estimait un taux de motorisation proche de 85 véhicules pour mille habitants. Ce marché dépassait à l'époque ceux de la Hollande et de la Belgique avec plus de 700 000 immatriculations de véhicules neufs. Mais, cette croissance tendancielle reste sensible à la conjoncture et son corollaire, à savoir de fortes fluctuations conjoncturelles⁴.

Bref, on estime actuellement que les capacités des usines localisées en Turquie dépassent un million d'unités, dont une partie est réservée aux exportations.

D'autre part, les données statistiques montrent suffisamment que les exportations concernent en premier chef les produits assemblés (voitures particulières et utilitaires) : 73,5% de l'ensemble des exportations en 2009. Celles qui concernent les composants arrivent donc en second rang : 10,8% pour le câblage pour la même année. Globalement, les exportations des véhicules particuliers et utilitaires visent un premier temps quelques pays de l'UE (Allemagne, Grande-Bretagne, France et Espagne)⁵. A cet égard, il faut souligner une spécificité des activités d'assemblage turques, en ce sens que les usines localisées en Turquie possèdent l'exclusivité de la production de certains modèles destinés à l'Europe. Il s'agit, par exemple, de tricorps et/ou break de modèles bicorps largement diffusés dans l'UE (Megane Break, Megane II, Clio III...). Par la suite, le spectre des exportations s'est élargi en s'attaquant à des marchés plus diversifiés aimantés par une demande en phase d'équipements automobile allant du Moyen-Orient au Maroc sans omettre de nouveaux pays adhérents à l'UE et la Russie. Depuis quelques années, on assiste également à une multiplication des modèles⁶. Au total, avec presque 500 000 salariés, plus de 1 000

entreprises, 31 zones industrielles spécialisées, l'industrie automobile turque affiche un dynamisme sans précédent au point que ce pays est devenu un centre de production à vocation internationale. De par sa situation géographique et les potentialités qu'elle recèle, la Turquie est devenue ainsi au fil du temps un acteur très actif. Certes, il ne faut pas grossir le trait. L'industrie automobile turque n'est pas à l'abri de bémols. En outre, les crises de 2001 et de 2008 ont fortement perturbé les activités industrielles dédiées à cette industrie ainsi que les exportations. En 2009, ces dernières



DR

Les capacités des usines dépassent le million d'unités

ont chuté de 32,6%. Cependant, quelques indices montrent que l'industrie automobile turque «tient la route» comme l'atteste, par exemple, l'annonce de la production de la Renault Fluence électrique, à partir de la mi-2011, à Bursa ■

1 Laquelle a mis sur le marché une marque turque baptisée Anadol.

Cependant le lancement de ce véhicule s'était soldé par un échec

2 Les joint-ventures sont frappés par le sceau de «gagnant-gagnant».

D'un côté, l'un des partenaires bénéficie de transferts de technologie, d'innovations organisationnelles et managériales... D'un autre côté, l'autre partenaire se familiarise dans des délais rapides avec l'environnement local en accédant aux ressources financières nécessaires, aux circuits de distribution... Ce type de partenariat permet aussi de partager des risques inhérents aux investissements irrécouvrables

3 Au milieu de la dernière décennie, Renault détenait 51% dans Oyak-Renault, 42% pour Ford chez Otosan, 41,5% pour Fiat dans Tofas

4 En 1993, il se vendait déjà plus de 440 000 voitures particulières, chiffre laminé par les récessions de 1994 et de 1998. La reprise en 2000 (467 000 unités vendues) a été suivie par une chute de 80% au cours des deux années suivantes (90 000 unités vendues en 2002), suivi d'un retour à l'étiage de 450 000 unités en 2004, soit une multiplication par cinq. En 2005, la production totale avoisinait 880 500 unités, contre 870 000 en 2009

5 Ces échanges ont été multipliés par 20 entre 1993 et 2003

6 Oyak-Renault : Mégane Sedan, Clio Symbol Sedan... ; Tofas-Fiat : Doblo, Palio Ambea... ; Otosan-Ford : Transit, Transit Connect

KOÇ, HISTOIRE D'UN GROUPE PIONNIER

Fondé il y a 90 ans, le groupe familial Koç figure désormais parmi les plus grandes entreprises au monde. Présent dans l'énergie, la finance, les biens de consommation, l'informatique, Koç a accompagné le développement de la Turquie.

Par Christelle Marot
Journaliste

Mastodonte dont les ramifications s'étendent de l'énergie à l'automobile, en passant par les biens de consommation courante, la finance, l'informatique ou encore le tourisme, Koç symbolise l'histoire d'une réussite familiale exemplaire. En plus de 85 ans, trois générations se sont succédé à la tête d'un empire, qui pèse aujourd'hui 39,6 milliards d'euros d'actifs et compte 73 000 salariés. En 2010, le conglomérat turc a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 27 milliards d'euros (+34%) et un résultat net en hausse de 28% à 1,58 milliard. Un poids comparable à celui du groupe français Bouygues. C'est aussi près de quatre fois le chiffre d'affaires de l'Égyptien Orascom et dix fois celui du holding marocain ONA, avant son absorption par la SNI. Près de 21% de ses revenus sont issus des exportations et des opérations internationales. Depuis 2009, Koç holding est la seule société turque à figurer dans la liste Fortune Global 500, en 273^{ème} position.

La première voiture...

Fondé en 1920 par Vehbi Koç, le holding est aujourd'hui aux mains de Mustapha Koç, l'un de ses trois petits-fils. Self-made-man aujourd'hui disparu, Vehbi Koç, fils d'épicier à Ankara, a démarré dans le commerce très jeune, avant de devenir le représentant à Ankara de sociétés comme



Vehbi Koç a fondé le holding éponyme en 1920



DR

Koç va contribuer au cours des années à industrialiser le pays et faire entrer la société dans l'ère de la consommation

Ford et Standard Oil (Mobil). C'est au cours d'un voyage aux Etats-Unis, entrepris après la Seconde Guerre mondiale, que Vehbi Koç, impressionné par la réussite américaine, convainc General Electric de monter une usine de fabrication d'ampoules en Turquie. L'aventure industrielle démarre. Dans les années 50, l'homme d'affaires investit dans l'automobile, le textile, les boissons, les biens de consommation (électroménager, radiateurs, appareils électroniques). Il crée en 1963 le premier holding de Turquie, Koç Holding. Trois ans plus tard, l'Anadol, la première voiture mise au point par des ingénieurs turcs et financée grâce à un prêt public, sort des chaînes de montage. En 1967, Vehbi Koç signe un accord avec Fiat pour monter une nouvelle usine automobile en Turquie et développe les partenariats à l'international. Dans les années 70, il se lance dans la grande distribution, en rachetant Migros Türk, l'une des premières chaînes de supermarchés en Turquie. Au cours de ces années, Koç va contribuer à industrialiser le pays et faire entrer la société dans l'ère de la consommation. Sous sa bannière, Koç lancera en Turquie la première

voiture, le premier tracteur, la première machine à laver, le premier réfrigérateur..., tous des biens fabriqués localement. L'une des clés du succès : les efforts consentis dans la recherche et développement dès le milieu des années 70. Vehbi Koç fait également dans le social, avec des fondations dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la culture. Démocrate, fortement impliqué dans le développement de la Turquie, Vehbi Koç avait pour leitmotiv : «J'existe, tant que mon Etat et mon pays existent».

Après avoir pris sa retraite en 1984, il transfère les commandes à son fils aîné, Rahmi. Ce dernier officiera comme président du groupe avant de céder sa place à son propre fils, Mustapha Vehbi Koç, en 2003. Au cours des années 90, le groupe Koç se déploie dans la finance, en rachetant les parts de son partenaire American Express Company : Koçbank voit le jour. Le groupe constitue ensuite une joint-venture avec le groupe italien UniCredit.

Après l'Europe, l'Irak

En 2008-2009, la Turquie est frappée de plein fouet par la

crise financière et économique mondiale. Dans son sillage, le secteur automobile, premier contributeur du commerce extérieur, trébuche. Mais cela n'entame en rien les projets de Koç, qui ouvre en partenariat avec Renault Trucks une nouvelle usine de camions dans la province de Bursa. Coût de l'investissement : 25 millions d'euros.

Dès 2010, la Turquie retrouve le chemin d'une croissance soutenue, avec un taux d'environ 9%. Elle se positionne désormais comme un nouveau BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), pays émergent aux vastes ambitions, à l'instar de la Corée du Sud, de l'Indonésie et du Mexique. Longtemps tournée vers l'Ouest, la Turquie lorgne désormais du côté de l'Iran, de l'Irak et du continent africain. Koç a fait sien cette stratégie et entend bien diversifier au maximum ses marchés pour limiter l'impact des fluctuations économiques régionales. Outre la Turquie, le puissant conglomérat est largement présent en Europe (Allemagne, France, RU, Espagne, Italie, Pays-Bas, mais aussi Slovaquie, République tchèque, Autriche, Roumanie, Pologne), en Russie et en Chine. En 2010, le holding a ouvert un hôtel Divan près de l'aéroport d'Erbil, grande ville kurde au nord de l'Irak. Le groupe inonde également ce nouveau marché en biens électroménagers, via sa filiale Arçelik.

LES SOCIÉTÉS AUTOMOBILES DU GROUPE PRODUISENT 48% DU PARC TURC

L'énergie, plus de la moitié de l'activité

Aujourd'hui, Koç est le plus grand groupe industriel de Turquie, en termes de chiffre d'affaires, d'employés, mais aussi à l'export. Le conglomérat coiffe près de 80 sociétés. Coté à la bourse d'Istanbul, sa capitalisation de marché a atteint 12 milliards de dollars fin 2010, la plus haute valorisation boursière en Turquie. 78% du capital flottant est actuellement détenu par des investisseurs étrangers ; un niveau historique. En moyenne, le holding a connu une croissance de 31% (en dollars) au cours des cinq dernières années. Outre ses positions de marché dominantes dans des secteurs grand public, son réseau de distribution est le plus important de Turquie avec plus de 12 000 points de contact. Par branche, le secteur énergétique (électricité, gaz, produits pétroliers) représente aujourd'hui 58% de l'activité de Koç. Le groupe turc fournit notamment 65%

de la demande domestique en fuel, en plus d'être le 5^{ème} distributeur de GPL (gaz de pétrole liquéfié) en Europe. Avec Tüpras, Koç détient l'entière capacité de raffinage du pays et répond à 70% des besoins nationaux.

Dans le pays, le processus de privatisation d'entreprises d'électricité se poursuit, suscitant l'intérêt de groupes locaux et étrangers. Dans ce contexte, Koç et la compagnie américaine AES ont conclu un accord fin 2010, afin de créer une coentreprise, AES-Entek, chargée de développer et d'exploiter des projets de production d'électricité, utilisant le gaz naturel, le charbon, l'hydroélectricité et l'éolien. Objectif : figurer, à l'horizon 2015, parmi les cinq plus importants producteurs d'électricité indépendants en Turquie. Les deux sociétés entendent profiter de la position de la Turquie en tant que corridor énergétique pour l'Europe, le Moyen-Orient et la Russie.

De leur côté, les sociétés automobiles du groupe Koç comptent pour 48% de la production automobile totale du pays et autant pour les exportations. Des partenariats solides ont été noués depuis fort longtemps avec de grands constructeurs mondiaux comme Ford et Fiat. Malgré la crise qui a fortement ébranlé le marché automobile mondial, Koç entend maintenir son avantage comparatif en poursuivant les investissements, initiant des projets à l'export avec de larges économies d'échelle et en augmentant la R&D. L'objectif étant de servir de hub de production pour plusieurs marques. Dans l'usine de Tofas, Koç et Fiat coopèrent avec le français PSA pour fournir les Citroën Nemo et Peugeot Bipper. Dès la fin 2011, Fiat, Koç et General Motors entameront une nouvelle coopération dans les petits utilitaires.

Leader en Turquie pour la vente de biens de consommation durables, comme l'électroménager, la TV, les appareils à air conditionné, Koç est aussi le troisième fabricant en Europe, s'appuyant sur ses usines en Turquie, en Roumanie, en Russie et en Chine.

Dans la finance, Koç a favorisé l'implantation du groupe bancaire italien UniCredit, avec lequel il a conclu une joint-venture, afin de prendre le contrôle de Yapi Kredi, quatrième plus grande banque du pays. Yapi Kredi sert 6 millions de consommateurs.

Le conglomérat est par ailleurs présent dans le tourisme, via des hôtels et des sites de réservation en ligne, dans le BTP, la construction de bateaux, la fabrication de logiciels, dans la production agricole et l'agroalimentaire, ainsi que dans le retail. Koç est ainsi le premier en Turquie à avoir lancé des supermarchés en ligne ■

BIM, LA DÉFERLANTE DU HARD DISCOUNT AU MAROC

Au Maroc depuis 2008, le groupe BIM transpose avec succès le modèle turc du hard discount. Le distributeur vise 80 magasins d'ici la fin 2011.

Par Christelle Marot
Journaliste

Un nombre limité de marques, des produits encore dans leurs cartons, l'absence de publicité et des magasins de faible surface, à loyer modéré, implantés dans des quartiers populaires : BIM, le géant turc du hard discount déferle sur le Maroc. Dans ce magasin du quartier Bourgogne à Casablanca, «les prix sont 10 à 15% moins chers, comparés aux autres chaînes de distribution», affirme le vendeur, casquette et tee-shirt rouge. Chez BIM, à l'exception des produits laitiers, on ne trouve pas de denrées périssables (fruits, légumes, viandes, poissons). Les rayons sont achalandés avec quelques marques turques de biscuits et de produits ménagers, mais la plupart des biens vendus sont fabriqués localement.

«Nous avons transposé au Maroc le modèle hard discount que nous avons appliqué avec succès en Turquie. Nous essayons d'éviter tous les coûts non nécessaires, de nous centrer sur le service et d'offrir, à bon prix, des produits de qualité à notre clientèle (...). Nous transportons nos produits avec les moyens logistiques de BIM de la façon la plus optimale. Dans nos magasins il n'y a pas plusieurs marques pour les mêmes catégories de produits», indique Mohamed Benmezouara, directeur général de BIM Maroc. Implanté dans le royaume chérifien depuis 2008, BIM comptait fin avril près de 53 points de vente sur tout le territoire. Il table sur 80 magasins d'ici la fin 2011, pour atteindre 250 magasins en 2014. Sur l'année, le Maroc devrait drainer 10% des investissements du distributeur turc, soit



Le Maroc devrait drainer 10% des investissements de BIM

quelques 10 millions d'euros. Pour BIM, le Maroc, avec ses 34 millions d'habitants, est sur un sentier de développement économique comparable à ce qu'a connu la Turquie, il y a 15 ans.

«Au Maroc, il existe une classe moyenne de plus en plus importante et un marché en croissance régulière. Comparé aux autres pays de la région, le Maroc possède un niveau de développement supérieur aussi bien dans le secteur des ventes au détail que dans les services d'infrastructure», explique Mohamed Benmezouara.

Première chaîne de distribution en Turquie avec 3 100 magasins, le groupe BIM Birllesik Magazalar a enregistré un chiffre d'affaires de 6,57 milliards de liras (3,3 milliards d'euros) en 2010 ; un chiffre en hausse de 24% par rapport à 2009. Son résultat net a progressé de 15% à 120 millions d'euros. «Le Maroc a de sérieux liens culturels avec la Turquie dont il est proche. Il possède une économie stable, un sérieux potentiel de développement. C'est un pays qui offre un marché tout à fait approprié pour les opérateurs turcs. Mais les investissements réalisés à ce jour au Maroc par la Turquie ne sont pas au niveau du potentiel réel de ce pays», regrette toutefois le directeur de BIM Maroc ■

UN UTILITARISME OPPORTUNISTE

Par Dr. Cengiz Aktar
Recteur de l'université de Bahcesehir

L'action extérieure de la Turquie reste particulièrement marquée par un utilitarisme opportuniste à défaut d'une vision éthique et démocratique. Ainsi, comme le montrent les exemples soudanais, iraniens ou encore syriens, où la Turquie fait depuis des années semblant de ne rien voir de l'action du régime alaouite autocratique, se dessine une approche «realpolitik» doublée de considérations marchandes, la Turquie visant le pétrole soudanais, le gaz iranien et le marché syrien.

L'attitude face aux mouvements de protestation et soulèvements qui essaient la région depuis la révolte tunisienne de décembre 2010 obéit à une logique similaire qui mêle les considérations marchandes, la realpolitik et un légitimisme suspicieux de tout mouvement de protestation et mise au contraire sur l'évolution des dictatures et autres autoritarismes en place.

Pourtant, les caractéristiques de la nouvelle politique extérieure, jusque dans ses lacunes et maladresses, disent également sa destinée et son potentiel. Aujourd'hui, la Turquie non seulement s'est transformée profondément au contact de l'Europe mais elle s'est targuée d'une mission

**LA TURQUIE
SE TARGUE
D'UNE
MISSION DE
TRANSFOR-
MATION
RÉGIONALE**

de transformation régionale. La stabilité politique et économique que ce grand pays est en train de recouvrer grâce à la dynamique européenne a le potentiel de faire tâche d'huile dans la région prise au sens large, comprenant le Proche-Orient, le Caucase et les Balkans. On peut raisonnablement se douter que cette mission arrive trop tôt dans la mesure où les problèmes chroniques domestiques, tout comme les différends avec de nombreux voisins, ne sont pas encore tout à fait résolus. D'ailleurs, l'incapacité à résoudre ses propres problèmes tout en cherchant à résoudre ceux des autres décrédibilise significativement la nouvelle politique extérieure de la

Turquie. Mais le potentiel est bel et bien là.

C'est ce potentiel qui est réapparu avec le débat portant, entre autres, sur l'Égypte post-Moubarak et les chances de la transformation de l'islam politique égyptien, représenté par les Frères musulmans, en un islam modéré s'inspirant du parti au pouvoir en Turquie. En effet, au regard de la majorité des pays de la région où l'islam politique reste une alternative politique crédible aux autocraties, le «modèle» turc fait débat. Bien que chaque pays ait sa propre histoire et que le cas turc reste difficilement transposable, celui-ci reste une source riche d'inspiration dans la région quant à la normalisation de l'islam politique. Dans la proche région, on ne s'intéresse à son action que dans la mesure où son inspiration reste européenne, son modèle démocratique. De nombreux travaux récents et une pléthore d'articles de journaux arabes qui abondent dans ce sens confirment cette attente. La plus-value de la Turquie reste donc dans son effort rénovateur tout autant que dans son action dynamisante. Et c'est en s'appuyant sur son flanc européen qu'elle bénéficiera réellement de ses atouts et mènera à bien sa mission. Le défi reste entier ■

TRANSVERSALES

[AVOIR 20 ANS EN 2011]

Démographie et soulèvement dans le monde arabe

Par Philippe Fargues

Diplômés, chômeurs : même combat

Par Bichara Khader

Génération politiques, de 1968 à 2011

Par Laetitia Grotti et Romain Chapouly

PORTFOLIO

Par Khaled El Khamissi, Armin Arefi, Leila Ghandi, Mustapha Benfodil

Nationalistes, légitimistes mais optimistes

Par Laetitia Grotti

Du street language à la branchitude

Par Catherine Miller et Dominique Caubet

Jeunes et engagements : pas d'«immaculée conception»

Par Mounia Bennani-Chraïbi

Les «gamins du Facebook»

Par Yves Gonzalez-Quijano

Genèses du cyber-activisme au Maroc

Par Driss Ksikes

CHRONIQUE

Les mutants

Par Reda Allali

AVOIR 20 ANS EN 2011

EN BREF

Dossier coordonné
par Laetitia Grotti
Journaliste, Cesem-Hem

2011

sera-t-il 1956,
1968, 1989...?
Toujours est-

il que les soulèvements du Printemps arabe interrogent sur le lien entre l'avènement d'une nouvelle génération et les grands moments de contestation (L. Grotti et R. Chapouly). Ce qui est sûr aussi, c'est que le langage, les nouveaux médias et autres éléments symboliques (D. Caubet et C. Miller) mobilisés par des jeunes désireux d'en découdre avec les orthodoxies en place, peuvent laisser croire que les révolutionnaires ont l'âge de leurs espérances, parce qu'ils n'ont pas encore la mémoire de leurs désillusions.

La cohérence de ces considérations de principe masque à peine les nuances nécessaires pour comprendre les jeunesses arabes d'aujourd'hui. Outre la donne de la transition démographique, exceptionnelle (Ph. Fargues), qui fait monter le taux de jeunes en mal d'emploi et d'intégration dans la région à son paroxysme (B. Khader), ce dossier vous permet de comprendre également les conditions socio-historiques d'engagement et de cyber-activisme des uns (Y. Gonzalez-Quijano et D. Ksikes), le conformisme des autres (L. Grotti), et surtout la large palette de situations où le fait d'avoir 20 ans s'avère plus polysémique que nous le fait croire l'actualité.

Pour ce, nous avons demandé à des écrivains, artistes, journalistes et photographes de décrire au plus près du réel ce que signifie aujourd'hui être jeune au Caire, à Téhéran, à Casablanca et à Alger.

AVOIR 20 ANS EN 2011

DÉMOGRAPHIE ET SOULEVEMENT DANS LE MONDE ARABE¹



BEARBOZ

Un nombre exceptionnel de jeunes adultes bien éduqués sont-ils une chance ou un fardeau pour les sociétés arabes ? Souvent exclus, ces jeunes semblent n'avoir d'autres options que de partir ou de protester.

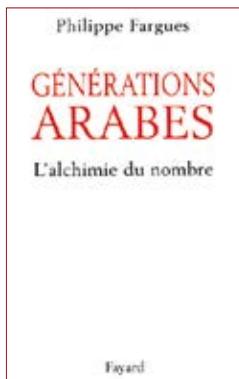
Par Philippe Fargues
Professeur à l'Institut Universitaire Européen, Florence (Italie)

Le «Printemps arabe» semble avoir ressuscité l'identité des peuples arabes par-delà leur division en nations. L'élan qui les traverse, du Golfe à l'Atlantique, est porté par Internet et les communications virtuelles, c'est-à-dire par les emblèmes d'un monde global. Il est aussi enraciné dans des réalités structurelles locales que les peuples arabes partagent : les révoltes arabes prennent toutes naissance dans les intenses frustrations de la jeunesse. Dans tous les cas, il y a un fil qui relie la révolte à la démographie et aux migrations.

Le visiteur découvrant le monde arabe dans les années 1970 était frappé par le nombre élevé de jeunes enfants que l'on voyait dans toutes les familles, en ville comme à la campagne. Retournant aujourd'hui sur les mêmes lieux, notre visiteur ne manquerait pas de noter l'absence tout aussi remarquable des enfants, contrastant avec l'omniprésence des jeunes adultes. Les enfants d'hier ont grandi, mais ils n'ont pas été remplacés.

Le poids des jeunes

Depuis un demi-siècle, la population est vue comme un problème par les gouvernements arabes. Jusque dans les années 1980, le problème venait d'une natalité trop élevée et la solution résidait dans le contrôle des naissances. Un à un, tous les gouvernements arabes adoptèrent donc des programmes de planification familiale et les effectifs de naissances se stabilisèrent, et par endroits diminuèrent. Les générations les plus nombreuses sont celles nées dans les années 1980 et 1990. Elles ont l'âge auquel on entre dans la vie active. Le problème démographique s'est déplacé des nouveau-nés vers les jeunes adultes et les 20-35 ans, perçus comme le groupe d'âge sensible par excellence. Leur nombre s'est accru plus vite que les ressources auxquelles ils ont accès, de l'emploi qui fournit un revenu et un statut, aux libertés et à la participation politique. Les marchés arabes du travail sont devenus particulièrement difficiles pour les jeunes adultes. Non seulement leurs générations sont les plus nombreuses mais, pour la première fois, les jeunes hommes sont concurrencés par les jeunes femmes, qu'un retard spectaculaire de l'âge au mariage et à la maternité libère désormais pour l'exercice d'une activité professionnelle. De plus, grâce aux efforts considérables consentis par les familles et les Etats pour développer l'éducation, les jeunes des deux sexes ont reçu plus d'éducation scolaire et universitaire que toutes les générations précédentes. Alors que les populations ne s'accroissent plus qu'à un



Philippe Fargues, actuellement directeur du Migration Policy Centre à l'institut universitaire européen de Florence publiait en 2000 son ouvrage majeur, «Généralions Arabes : l'alchimie du nombre». Un livre référence qui, parmi les premiers, analysa les changements dans le monde arabe sous l'angle inédit de la transition démographique et des transformations corollaires à l'œuvre dans le champ social et politique.



Le problème démographique s'est déplacé des nouveau-nés vers les jeunes adultes

taux compris entre 1% et 2% par an, la population d'âge actif s'accroît annuellement de 3%, la demande d'emploi de 4-5% et la masse de capital humain, qui se présente sur le marché du travail, de 6-8%.

Un nombre exceptionnel de jeunes adultes bien éduqués sont-ils une chance, ou un fardeau, pour les sociétés arabes ? Deux interprétations sont possibles. La première, optimiste mais théorique, est défendue par les Agences de développement pour lesquelles un surplus démographique aux âges actifs allège, en termes relatifs, la charge que font peser les groupes d'âges inactifs (enfants et personnes âgées), créant un contexte favorable à l'épargne et à l'investissement.

Mais pour épargner, un jeune adulte doit d'abord trouver un travail rémunérateur. Or, sur les marchés du travail des pays arabes, c'est le chômage et le sous-emploi qui l'attendent et, une fois qu'il a enfin trouvé un emploi, une sous-rémunération de ses qualifications. S'ils ne trouvent pas d'emploi à hauteur de leurs qualifications, de jeunes adultes en grand nombre ne sont plus un actif mais un passif pour l'économie.

La seconde interprétation souligne que (s'il est vrai que la compétition n'a jamais été aussi aiguë pour les jeunes) son contexte a radicalement changé du fait de la chute de la natalité. Pour la première fois, les jeunes adultes se trouvent libérés du poids de la famille. Ils n'ont plus, comme hier, la charge de nombreux enfants (leur natalité est basse) sans avoir déjà, comme ce sera le cas demain, la charge du vieillissement de la population (grâce à la haute natalité de leurs mères). Le monde arabe est à un moment charnière de son histoire où une société de familles cède la place à une société d'individus, qui pour la première fois jouissent d'une liberté de mouvement.

Face à l'exclusion : partir ou protester

Une jeunesse arabe éduquée et largement affranchie des contraintes familiales du passé nourrit de grandes espérances. Mais face aux obstacles, les espérances se transforment en frustration. Le chômage et la sous-rémunération du travail créent une frustration économique tandis que l'écart qui se creuse entre savoir et pouvoir engendre une frustration politique : les jeunes générations



sont les plus éduquées, mais, dans un système qu'on a pu qualifier de néo-patriarcal, le pouvoir appartient aux générations anciennes.

Face aux frustrations, les jeunes peuvent soit taire leurs revendications et continuer de se soumettre à l'ordre établi (économique et politique), soit partir, soit encore se révolter. Ce sont les trois réponses possibles face à la détérioration d'un système, selon l'économiste Albert Hirschman (Exit, Voice and Loyalty).

Partir, c'est-à-dire émigrer, a été durant des décennies la réponse de nombreux jeunes du monde arabe, à l'exception des Etats pétroliers du Golfe et de la Libye. Vingt millions de citoyens des pays arabes vivent aujourd'hui hors de leur pays. L'Égypte, le Yémen, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Syrie ont chacun entre 5% et 20% de leurs citoyens qui résident à l'étranger (au Maroc et en Tunisie, cette proportion a doublé depuis 1995) et une véritable culture de l'émigration s'est développée d'un bout

ÉMIGRER A ÉTÉ LA RÉPONSE DE NOMBREUX JEUNES DU MONDE ARABE

à l'autre de la région. Des enquêtes représentatives au niveau national ont ainsi trouvé des proportions de jeunes désirant émigrer atteignant 15% en Égypte, 25% au Maroc et jusqu'à 76% en Tunisie. Ces proportions, qui expriment un rêve plutôt qu'une réalité (la plupart des personnes interrogées n'ont pas pris des mesures concrètes pour effectivement émigrer) en disent long sur le sentiment d'insatisfaction qui a gagné la jeunesse arabe.

La protestation a de longue date eu partie liée avec l'émigration, bien avant les révoltes de 2011. Dès les années 1960, les gouvernements des pays d'Afrique du Nord avaient inventé un mouvement associatif, les «Amicales», chargé d'infiltrer les milieux d'opposants émigrés. Une enquête conduite dans les années 2000 au sein de la diaspora algérienne au Canada montre que les raisons politiques, et non économiques, qui prévalent en Algérie sont les vrais motifs qui empêchent le retour des émigrés dans leur pays. Le gouvernement syrien a confié au ministère des Affaires expatriées le soin d'organiser la diaspora syrienne, de sorte qu'elle fasse les louanges du pays et non sa critique. Emblématique du lien entre émigration et révolte, c'est un jeune cadre égyptien émigré dans le Golfe, Wael Ghonim,

qui a contribué, sur Facebook, à organiser la mobilisation de la place Tahrir au Caire.

Les révoltes arabes ne se limitent pas aux pays d'émigration. Des pays d'immigration - la Libye, Bahreïn, mais aussi Koweït, Oman et, dans une moindre mesure l'Arabie Saoudite - sont également le théâtre de mouvements de protestation. Dans leur cas aussi, il existe un fil reliant révolte et migration. Les pays arabes pétroliers se sont en effet éloignés du modèle rentier avec les crises pétrolières des années 1990 et 2000 - et l'embargo international dans le cas de la Libye - qui ont amoindri la capacité des Etats à subventionner leurs populations et à leur fournir une garantie d'emploi. Comme par ailleurs les employeurs privés du Golfe ont toujours préféré, et continuent à préférer, employer des immigrés plutôt que des nationaux, quitte à contrevenir aux mesures d'indigénisation de l'emploi dictées par les Etats, la jeunesse du Golfe commence à faire l'expérience amère du chômage. Les immigrés sont désormais perçus comme des concurrents. En Libye, ils ont fait l'objet d'expulsions massives à diverses reprises depuis le milieu des années 1990 ainsi que d'agressions en masse par la population autochtone. Au Bahreïn, des tensions ont resurgi à la faveur de la révolte du printemps 2011 au cours de laquelle des protestataires chiites ont réclamé que les immigrés récemment naturalisés, tous sunnites et pour la plupart pakistanais, soient déchus de leur nationalité bahreïnie nouvellement acquise.

Quels impacts les révoltes auront-elles sur les migrations et notamment sur l'émigration, qui est une réponse à l'insatisfaction, ou à l'insécurité ? Beaucoup dépendra des réalisations des nouveaux régimes. S'ils parviennent à répondre aux aspirations de leurs peuples, à leurs revendications économiques mais aussi à leurs aspirations à la liberté et à la participation politique, on peut imaginer qu'un mouvement de retour au pays d'anciens émigrés pourrait se dessiner. Il faudra du temps pour cela, comme il en a fallu en Turquie pour que les réformes politiques engagées après un épisode de régime militaire au début des années 1980 se traduisent en développement économique et que celui-ci exerce un effet d'attraction sur des membres de la diaspora turque en Allemagne dans les années 2000. Si, au contraire, la protestation de la rue échoue à instaurer un régime de bonne gouvernance, la poursuite, voire l'accroissement des flux d'émigration est à prévoir ■

1 Cet article est une adaptation partielle de Ph. Fargues. Voice after Exit : Revolution and Migration in the Arab World, Migration Information Source, MPI, Washington, <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=839>

DIPLÔMÉS, CHÔMEURS : MÊME COMBAT

Les moins de 25 ans représentent 25% de la population active des pays arabes mais leur taux de chômage atteint 43% du total. De quoi mettre de l'huile dans le moteur des soulèvements démocratiques.

Par Bichara Khader
Enseignant-chercheur, spécialiste du monde arabe
Professeur au Cermac-Université Catholique de Louvain



Professeur de géopolitique proluxe, installé en Belgique, auteur de plusieurs ouvrages sur le monde arabe et les enjeux de développement, Bichara Khader a publié, suite à plusieurs ouvrages connexes, Le monde arabe expliqué à l'Europe, histoire, imaginaire, culture, politique, économie, géopolitique (Co-ed. Academia - Bruylant, 2009).

Depuis début 2011, le monde arabe est secoué par des soulèvements populaires réclamant liberté, dignité et emploi. Déjà, deux chefs d'Etat, en Tunisie et en Egypte, ont été déboulonnés, l'un prenant la fuite et l'autre devant comparaître devant la justice. D'autres chefs d'Etat tremblent sur leurs socles. Certains s'agrippent à leur pouvoir, n'hésitant pas à mettre leurs pays à feu et à sang. Tandis que les plus réalistes s'engagent dans la voie des réformes pour désamorcer la contestation.

Les motifs du mécontentement sont légion : longévité de régimes vieillissants, corrompus et prédateurs ; fermeture du champ des libertés ; dérive patrimoniale et dynastique ; croissance sans développement en raison d'un capitalisme de copinage.

Tous ces facteurs sont exacerbés par le facteur démographique : l'extrême jeunesse de la population arabe dans un contexte de profonde transformation démographique. En effet, depuis le début des années 80, le monde arabe connaît une véritable décrue démographique, avec une baisse significative de l'indice synthétique de fécondité, avoisinant aujourd'hui 2 à 3 enfants par femme contre 5 à 7 enfants en moyenne dans les années 60. Cette décrue démographique s'explique par plusieurs



facteurs : montée de l'instruction des femmes et de leur participation au marché du travail, urbanisation accélérée et nucléarisation des familles (alors que la règle était la famille élargie), ralentissement des économies rentières, utilisation des méthodes contraceptives, mondialisation des comportements, etc. Ainsi, contrairement aux postulats de certains polémistes qui prétendent que les Arabes et les musulmans, en général, font des «enfants comme des lapins» (Oriana Fallaci), les chiffres démontrent la convergence progressive des deux rives de la Méditerranée en matière de procréation.

A une différence près, mais elle est de taille. A l'opposé de l'Europe, «ridée et vieillie», le monde arabe se caractérise par l'extrême jeunesse de sa population. La tranche d'âge 0-20 ans représente près de 45% de la population totale (contre 25% dans l'UE), soit près de 170 millions d'Arabes

LA FAMILLE S'EST SUBSTITUÉE À L'ÉTAT ET AU SECTEUR MODERNE

sur une population totale de 360 millions. Les jeunes âgés entre 15 et 25 ans représenteraient 21% de la population totale, soit 70 millions. Bref, l'âge moyen des Arabes oscillerait autour de 25 ans alors qu'il frôle 38 ans dans les pays européens.

Théoriquement, une population jeune est plutôt une fenêtre d'opportunité. Certains démographes parlent d'un «cadeau démographique», de «Youth bulge» pour souligner le lien entre force de travail disponible, éduquée, productive et développement économique. Mais c'est la théorie. La réalité est tout autre : les jeunes Arabes, dont les taux de scolarisation et d'éducation ont connu un bond spectaculaire, sont confrontés à des niveaux de chômage alarmants. Les jeunes (15-25 ans) représentent 25% de la population active, mais leur taux de chômage atteint 43% du total, ce qui signifie qu'un chômeur sur deux est dans cette catégorie d'âge. Certes, ces pourcentages constituent une moyenne de l'ensemble arabe : il est bien entendu que la situation des Emirats Arabes Unis avec 7% de chômeurs est diamétralement différente de celle de l'Égypte ou de la Tunisie.

Plusieurs facteurs expliqueraient cet état de fait : mauvaise qualité du système éducatif, des économies peu diversifiées et peu intégrées régionalement, régimes politiques

prédateurs, secteur privé anémié et basé sur des structures familiales, secteur public pléthorique dont la capacité d'absorption est largement atteinte, et faible montée dans la gamme des produits pour créer des emplois de qualité (beaucoup de pays recourant à la sous-traitance textile ou au secteur touristique n'offrent que des salaires de survie). Ceci explique d'ailleurs pourquoi le chômage des jeunes tunisiens diplômés (études secondaires et universitaires) pour prendre cet exemple, tournerait autour de 38-40% alors qu'il se situerait autour de 25% pour les jeunes n'ayant terminé que les études primaires.

Historiquement, la famille a servi à amortir le choc du chômage en préservant le tissu social et en créant de petits emplois pour les jeunes avec de faibles investissements (entreprises familiales). En fait, la famille s'est substituée à l'Etat et au secteur moderne : tous deux défaillants. Le secteur informel a absorbé une autre partie des jeunes, mais avec des salaires de misère. Nul doute que ce sous-emploi est une forme déguisée de chômage.

L'émigration a été l'autre soupape de sécurité et cela de deux manières. D'abord, elle a soulagé le marché de travail local. On estime que les pays du Maghreb ont exporté au moins 10% de leur population active vers l'Union européenne, tandis que les pays du Golfe avaient généré plus de 5 millions d'emplois pour les Arabes du Moyen-Orient. Ensuite, grâce aux transferts de fonds, l'émigration a servi d'amortisseur social contre la pauvreté.

Il se fait que la soupape de l'émigration s'est fermée. L'UE a cadenassé ses frontières face à l'immigration régulière dès 1974, tandis que les pays du Golfe ont privilégié «la préférence nationale» pour les postes administratifs et l'immigration d'origine asiatique, plus docile et moins bien payée. Certes, l'immigration clandestine a pu déjouer tous les cordons sanitaires et les jeunes, surtout maghrébins, ont continué à affluer en Europe, tandis que les pays du Golfe continuent à accueillir entre 5 à 6 millions d'expatriés arabes. Mais cela ne contribue nullement à alléger les taux de chômage dans les pays d'origine, à cause de l'accroissement du nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail annuellement, combiné à des stratégies de développement axées sur les secteurs à faible salaire (tourisme et textile) et à la nature prédatrice de certains régimes décourageant la dynamisation du secteur privé et l'esprit d'entreprendre en général.

Les Etats arabes s'échinent à occulter le problème derrière des chiffres de chômage truqués (12% ou 14%). Certains Etats se vantent même d'avoir un taux de chômage inférieur



DR

L'âge moyen des Arabes oscillerait autour de 25 ans alors qu'il frôle 38 ans dans les pays européens

à celui de l'Espagne et du Portugal. Ainsi, selon l'Office national algérien des statistiques, 10% de la population active serait inactive (contre 21% en Espagne). Or ce chiffre est largement contesté par les économistes locaux et les institutions internationales. En 2010, la Banque mondiale

SOUS LE MÊME TOIT VIVENT DES ENFANTS DE PLUS EN PLUS ÉDUQUÉS ET LEUR PÈRE ANALPHABÈTE

estimait qu'en Algérie trois diplômés sur quatre étaient sans emploi. En janvier 2011, l'Organisation Internationale du Travail classait tous les pays du Maghreb parmi les régions du monde où le chômage était le plus élevé. Il suffit d'ailleurs de regarder le spectacle affligeant du désœuvrement de tous ces jeunes arabes grillant des cigarettes, adossés à un mur, à longueur de journée (en Algérie, on les appelle les «hittites» (Hit = mur)), ou en tuant le temps sirotant un thé aux terrasses des cafés. L'on peut imaginer la frustration psychologique de tous ces jeunes : leur diplôme n'est plus leur planche de salut, ils ne peuvent fonder un foyer (près de 2 jeunes gens sur 3 et une jeune femme sur 3 sont célibataires à 30 ans, alors que dans les années 60 l'âge médian de mariage était de 18 ans

pour les femmes et 24 ans pour les hommes), ils ne peuvent payer un loyer et continuent à vivre avec la famille (3 jeunes sur 4 de moins de 30 ans vivent avec leurs parents). Sous le même toit vivent ainsi des enfants de plus en plus éduqués et leur père analphabète : «un mélange explosif», fait remarquer le démographe Youssef Courbage.

Est-ce donc un hasard si les trois slogans, les plus scandés, sur les places de Tunis, du Caire et d'autres capitales arabes, soient «liberté, dignité et emploi» ? Est-ce un hasard si les soulèvements démocratiques aient été pilotés par des jeunes, de manière spontanée, sans figure de proue et sans encadrement politique ? Ces jeunes, en colère, ont fait preuve d'un courage inouï, d'une maturité étonnante et d'une modernité saisissante, alors que leurs aînés étaient tétanisés par la peur.

Les jeunes Arabes envoient un message à l'Union européenne : celle-ci a trop longtemps courtisé les despotes arabes sous le prétexte que la stabilité était préférable au chaos et que ces despotes - faussement laïcs - étaient des remparts contre l'islamisme militant et des sentinelles anti-migratoires. L'heure est venue pour l'UE de faire oublier les errements du passé en accompagnant les révolutions démocratiques arabes et en fournissant aide et conseils pour créer, avec les pays arabes, des projets pourvoyeurs d'emplois pour une jeunesse qui ne veut plus de cette «existence au rabais». C'est le sens de la communication de la Commission intitulée «Partenariat pour la démocratie et la prospérité partagée». Espérons que ce nouvel engagement ne se réduise pas à un simple «effet d'annonce» ■

GÉNÉRATIONS POLITIQUES, DE 1968 À 2011

Les révolutions du Printemps arabe interrogent sur le lien entre l'avènement d'une nouvelle génération et les grands moments de contestation. En revisitant quelques dates symboliques du 20^{ème} siècle, la réponse est loin d'être évidente.

Par Laetitia Grotti et Romain Chapouly
Journaliste, Cesem-Hem et Cesem-IEP de Lyon

Le 17 décembre 2010, à Sidi Bouzid, petite bourgade du centre de la Tunisie, un geste désespéré fait entrer dans l'Histoire un vendeur ambulant de vingt-six ans. En s'immolant, Mohamed Bouazizi vient de déclencher une crise morale telle, que ses répercussions politiques, alors impensables en Tunisie, vont durablement marquer l'avenir politique de ce petit pays du Maghreb, voire de l'ensemble des pays arabes. Depuis, au Caire, à Deraa, à Manama, à Sanaa, des jeunes se sont emparés de la rue, ont partout donné de la voix pour faire valoir l'impératif d'un nouveau contrat social, fondé sur les valeurs de liberté, de dignité et de justice sociale.

Très vite, médias et autres observateurs politiques ont cherché dans les replis de l'histoire des analogies ou dissemblances avec d'autres mouvements de jeunesse contestataires. Encore récemment, Robert Zoellick, président du Groupe Banque mondiale, rappelait que «l'humiliation subie par un vendeur de fruits tunisien n'est pas sans rappeler les menaces et pressions qu'avait connues en 1989 un pasteur d'origine hongroise en Roumanie. Les manifestations d'alors s'étaient muées en soulèvement sanglant qui avait mis fin à vingt-deux années de régime dictatorial de Nicolae Ceausescu, tout comme celles de Tunisie ont mis fin à l'ère Ben Ali».

On pourrait également exhumer des décombres de l'histoire révolutionnaire le nom de Jan Palach, cet étudiant tchécoslovaque qui, pour protester contre l'invasion de son pays s'était, comme Mohamed Bouazizi, immolé le 19 janvier 1969. Vingt ans plus tard, la commémoration de l'anniversaire de sa mort provoqua d'importantes manifestations contre le régime communiste qui, vacillant, s'effondra quelques mois plus tard suite à la Révolution de velours. Et l'on pourrait multiplier les exemples à l'envi pour savoir si 2011 sera similaire à 1989, 1979, 1968, 1956, 1848 ou une autre année ?

Ce papier n'a bien évidemment pas pour ambition de trancher mais plutôt de s'interroger sur ce qu'est une «génération politique». Peut-on dire que les révolutions et les grands moments de contestation ont à voir, à chaque fois, avec l'avènement d'une nouvelle génération, produite soit par un contexte particulier de socialisation politique et culturel, soit par une opposition avec les générations précédentes ?

La génération hongroise de 1956

Le 4 novembre 1956, les chars soviétiques écrasent le soulèvement démocratique à Budapest faisant 2000 morts. Partie de l'université, avec «les 16 revendications des étudiants», la révolte hongroise - très vite rejointe par les



Photo montage - Julie Sefrioui

intellectuels et les ouvriers - fut un soulèvement spontané, sans dirigeants, un mouvement de masse uni dans le rejet définitif du stalinisme, le retrait des troupes soviétiques, la démocratisation du pays, une remise en ordre de l'économie et l'indépendance du pays.

Cette insurrection démocratique, dont la force motrice s'exprime depuis l'université, n'est pas tant l'expression d'une opposition générationnelle (contestation de la génération antérieure) que le sentiment d'appartenir à un ensemble générationnel, partageant un destin commun : le sentiment d'absurdité face au système communiste qui prévaut, et d'agacement face à un régime inféodé aux volontés de Moscou.

Rappelons qu'en 1956, la jeunesse hongroise vit dans un contexte de censure et de contrôle politique total caractérisé par peu, voire l'absence d'ouverture sur l'extérieur. Mais l'endoctrinement est paradoxalement resté inefficace sur les capacités d'adhésion de cette jeunesse au système. Les absurdités et contradictions de la propagande scolaire ont forgé un esprit critique (une incrédulité) plutôt qu'une adhésion naïve. Pour B. Récapé², cette insurrection démocratique constitue un événement politique qui restera gravé dans les mémoires et agira comme un élément de socialisation politique pour cette génération de jeunes (la

première tentative d'opposition démocratique). Ce facteur d'union travaillera dans les consciences pendant trente ans et permettra la cohérence d'une transition après la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'URSS.

La génération 68...

Entre le libéralisme consumériste et le communisme liberticide, la jeunesse de cette époque faste des « Trente glorieuses » en Europe et aux Etats-Unis principalement invente en 1968 une manière d'être et de vivre. Le bonheur, le bien-être apparaissent comme de nouveaux thèmes avec celui de l'épanouissement individuel. Mais ce sont des contradictions gigantesques, en butte à ces nouvelles valeurs en ébullition, qui vont bousculer la réalité sociale et politique : la guerre du Vietnam qui saigne la jeunesse américaine, les chars russes qui écrasent le Printemps de Prague. Mais aussi un patriarcat en désuétude, incarné en France par la figure du Général de Gaulle, et dont le tissu contraignant recouvre tous les aspects sociaux, de la hiérarchie familiale aux homélies des mandarins de l'université. Cette alchimie de contradictions, rapportée aux révolutions récentes apparues dans les pays arabes, se formalise dans une jeunesse surnuméraire et avide de changements sociétaux profonds.



... L'exemple mexicain

Au tournant des années 50-60, le contexte de changement économique et démographique, l'exode rural et l'apparition de nouvelles valeurs issues de la culture occidentale creusent le fossé générationnel entre des parents éduqués en milieu rural et leurs enfants, élevés dans un environnement urbain. Alors que ces derniers bénéficient de l'amélioration des conditions de vie (eau courante,

EN 1989, LE MONDE DÉCOUVRE UNE JEUNESSE SINGULIÈRE CULTURELLEMENT

électricité, téléphone), l'impact de la société de consommation et des nouvelles technologies (déjà!) de communication (la télévision) est tel, qu'il mondialise leur environnement et les ouvre sur l'extérieur. Ces jeunes Mexicains ont le sentiment d'appartenir à un monde en mouvement mais en contradiction avec les valeurs des parents et l'autoritarisme du régime. L'été 68 sera marqué par cent vingt-trois jours d'activisme étudiant et populaire contre les mesures répressives du régime. Mais, le 2 octobre 1968, à quelques jours de l'ouverture officielle des Jeux Olympiques de Mexico, près de 300 étudiants sont tués dans le «massacre de Tlatelolco». Cet événement dramatique marquera toute la jeune génération qui, rétrospectivement, sera vue comme celle qui a initié le processus de démocratisation au Mexique.

La génération 1989 en RDA

Le fantasme occidental de l'homo sovieticus a longtemps éludé l'importance de la construction de nouveaux espaces de liberté et l'autonomisation des nouvelles générations à l'Est, formant un terreau propice à la contestation. Pour Emmanuel Droit³, «malgré un encadrement assuré par l'école et les organisations de jeunesse, la jeunesse [est-allemande] est restée dans sa grande majorité imperméable à l'entreprise de politisation du régime communiste. Tout en intégrant un certain nombre de valeurs et de pratiques rituelles, elle a su se créer des espaces d'autonomie». C'est ainsi que la chute du mur de Berlin, puis l'effondrement du système soviétique, surprisent l'ensemble des pays occidentaux. Et qu'à peine

remis de son choc, le monde découvrait une jeunesse, certes singulière culturellement (40 ans d'éducation socialiste et de répression des libertés) mais cependant tout à fait cohérente avec les aspirations et les valeurs des jeunes voisines de l'Ouest⁴. Cette génération est donc marquée par le même type de socialisation politique et culturelle : l'échec de l'endoctrinement, notamment à cause de la porosité avec les frontières de l'Ouest, offrant aux jeunes est-allemands une perspective comparative et donc un œil critique sur leur pays.

Génération arabe 2011 ?

Si le moment 68 s'avère être davantage un conflit générationnel qui réclame des réajustements, le moment 89 ressemble plutôt à une rupture brutale, liée à la maturation d'une génération en butte à un système arrivé au bout de ses contradictions. En cela les révolutions arabes de 2011 recèlent davantage d'éléments d'analogie avec le moment 89 qu'avec le moment 68. Il semble moins s'agir d'un conflit ouvertement générationnel, que du développement d'une cohorte, dont les éléments de socialisation ont acquis des caractéristiques communes formant un même «ensemble générationnel». Ce sentiment d'un «destin partagé» a été propice à la mobilisation contestataire : chômage, autoritarisme, répression, entrent en contradiction avec la société de consommation, l'insertion dans la mondialisation (NTIC), les processus d'individualisation, les transformations de la structure familiale (fratries moins importantes, divorces, familles nucléaires...) sans pour autant rejeter les valeurs des aînés (comme ce fut le cas en 1968). C'est sûrement en cela que les mobilisations contestataires aboutissant aux révolutions arabes récentes - bien qu'engagées et portées initialement par la jeunesse - ont fait l'objet d'une diffusion progressivement intergénérationnelle. Reste à savoir si la mémoire collective octroiera à ces générations 2011 le statut de «générations politiques» ? ■

1 «Moyen-Orient et Afrique du Nord : Un nouveau contrat social pour le développement», conférence donnée le 6 avril 2011 à l'Institut Peterson <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFREN/CH/0,,contentMDK:22880255~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>

2 Récappé B., «Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968)», Revue internationale de politique comparée 2/2009 (Vol. 16), p. 205-220

3 Droit E., «L'éducation en RDA», Histoire de l'éducation, 101, 2004

4 A la fin de l'année 1988, 70% de la population en RDA regarde quotidiennement les programmes de la télévision ouest-allemande. Archives de la Gesellschaft Sozialwissenschaftlicher Infrastruktureinrichtungen e.V. (GESIS Berlin), Jugendstudien der Zentralinstitut für Jugendforschung, 1973-1988 (In Emmanuel Droit, 2004, Op.cit)

Avoir 20 ans à...

Tunis, au Caire, à Téhéran, à Casablanca et à Alger

Conception : Laetitia Grotti, journaliste, Cesem-Hem
Photo et editing : Agence Cosmos (Paris)



Auteurs :
Khaled El Khamissi,
Armin Arefi,
Leila Ghandi,
Mustapha Benfodil



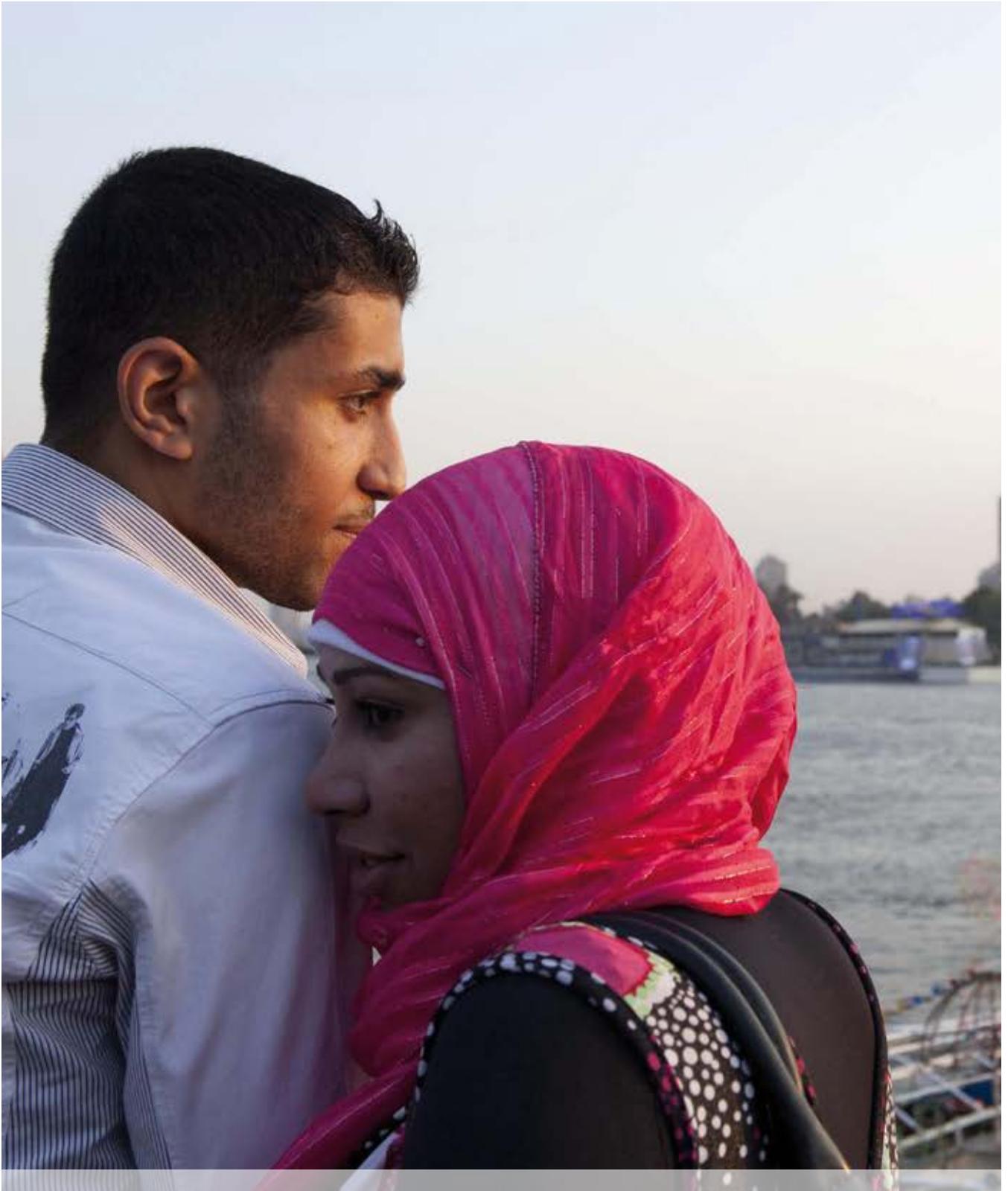


Capucine Bailly/ Cosmos

Tunis

26 janvier 2011

L'un des jeunes manifestants qui ont passé deux nuits (en dépit d'un couvre-feu) en face du bureau du Premier ministre (Mohamed Ghannouchi) sur la place de la Kasbah. Ils demandent le retrait du gouvernement de Ghannouchi et des membres du régime du président déchu (Zine El Abidine Ben Ali).



Le Caire, Egypte, 2010 - L'amour au pied des pyramides.

La promenade sur le Nil est un must de parade amoureuse. La nuit tombée, les bateaux s'illuminent de guirlandes colorées et vibrent de musique populaire.

Égypte

RÊVEURS, FIERS ET PRAGMATIQUES

Par Khaled El Khamissi
Écrivain

«Lève la tête bien haut ! Tu es Egyptien», résume de manière géniale le sentiment général des Egyptiens aujourd'hui, toutes fractions confondues¹. Ce fut un des slogans scandés par le peuple égyptien pendant plusieurs jours depuis le 11 février 2011. Les peuples qui vivent une révolution, où qu'ils soient, sont généralement animés d'un sentiment de fierté et de puissance, de capacité d'agir. Aujourd'hui, les jeunes en Egypte ont d'un coup le sentiment d'être citoyens après avoir été des individus sans droits, perdus sur une barque poreuse qui se dirige vers un pays lointain et qui souvent coule sur le chemin.

Ce qui s'est passé ces derniers mois dépasse de loin le simple fait d'avoir chassé le président. Cela relève plutôt de ce qu'on appelle une transformation dans l'archéologie psychique des peuples. Le plus grand succès du régime déchu était de tuer dans chaque Egyptien le rêve en un lendemain meilleur. Aux yeux des jeunes, il avait réussi à rendre la vie égale à la mort. Maintenant les rêves sortent de leurs orbites. On les voit dans les rues embrasser en toute tendresse l'air que nous respirons.

Le plus surprenant est cette capacité qu'ont eue les jeunes à planifier, avec précision, la réalisation de ces rêves. Le «pragmatisme» est l'une des composantes de la culture américaine qui a envahi l'humanité durant les derniers quarts de siècle. La jeunesse égyptienne s'est imprégnée de l'esprit du marketing et l'a appliqué à son rêve national. L'idée est simple : rêvons, mais déterminons aussi avec précision les étapes pratiques pour réaliser nos rêves. Ma génération rêvait de changer le monde. Il suffit d'écouter les Sarkozy et Berlusconi aujourd'hui, pour comprendre notre

désarroi. La génération de mes enfants rêve en fixant des objectifs concrets, précis et réalisables dont elle organise l'accomplissement avec soin. Ma fille a rêvé d'organiser une campagne pour nettoyer le zoo d'Al Guiza. Elle a effectivement réalisé ce dont elle rêvait en rassemblant une équipe pour ce faire.

On a vu en février dernier des jeunes à la télévision parler de l'éradication de la corruption de la justice. Qu'ont-ils dit ? «Nous devons établir un plan national sur une année, en fixant des objectifs quotidiens et hebdomadaires. Le plan sera distribué dans toutes les villes, provinces et toutes les institutions. Nous allons assurer le suivi quotidien de la mise en application du plan pour analyser ce qui aura été fait ou pas, pour éventuellement le remettre sur selle». Ces jeunes ont adopté la même logique que celle de la distribution de Coca-Cola dans les kiosques à travers la République. Surprenant !

Cependant, toute révolution est accompagnée d'une contre-révolution. Celle des centres d'intérêts économiques, politiques et financiers. De tous ceux qui veulent préserver l'ancienne situation. Ils n'épargnent d'ailleurs aucun effort pour entraver chaque pas en avant dont rêvent les forces de la révolution. En somme, c'est la dualité rêve/peur qui règne en Egypte aujourd'hui. Les jeunes d'Egypte sont-ils aujourd'hui hésitants quant au chemin à suivre ? Je ne le pense pas. Ceux qui ont réussi à faire tomber Mubarak seront capables de faire tomber également tout le système.

¹ Elle fait écho à la fameuse phrase de Jamal Abdel Nacer après la révolution de 1952 : «Lève la tête bien haut, mon frère !»



Téhéran, Iran, 2009.

De hauts talons présentés avec une photo de Khomeiny dans une boutique à Vanak Square, au nord de la ville

Iran

ADORER SON PAYS SANS AVOIR D'AUTRE CHOIX QUE DE LE QUITTER

Par Armin Arefi¹
Journaliste, écrivain

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est être ultra-majoritaire dans un pays qui compte 75 millions d'habitants, dont les trois quarts de la population a moins de 30 ans et qui n'a connu que la République islamique.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est être frustré. Frustré d'être l'enfant d'une des civilisations les plus prestigieuses au monde (Empire perse), à l'origine de la première déclaration des Droits de l'Homme, et de devoir aujourd'hui subir la déchéance instaurée par une théocratie religieuse, repoussant le pays derrière les monarchies du Golfe et la Turquie, que l'Iran surpassait pourtant il y a à peine 30 ans. Frustré aussi que ses parents aient fait une révolution il y a trente ans, celle dont on est témoin aujourd'hui à Tunis ou au Caire, pour se débarrasser d'un dictateur soutenu par l'Occident. Une révolution qu'ils se sont fait voler par un certain ayatollah Khomeiny, inconnu à l'époque et médiatisé en Occident, qui avait pourtant juré qu'il ne prendrait en aucun cas le pouvoir mais s'en irait dans sa mosquée une fois de retour au pays.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est cultiver à l'égard de l'Occident un sentiment trouble. Une admiration vis-à-vis de sa liberté et de sa culture, mais une grande méfiance sur les ingérences dont elle s'est rendue coupable en Iran, notamment en raison des ressources pétrolières et gazières du pays.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est continuer à sourire malgré tout. Rire, blaguer, faire preuve d'une chaleur sans pareil et profiter des bienfaits de la vie afin d'oublier son triste quotidien. C'est draguer en pleine rue, relâcher au maximum son foulard islamique obligatoire tout en serrant à souhait son manteau, afin de laisser dépasser ses mèches de cheveux peroxydés et laisser transparaître sa silhouette affriolante. C'est se maquiller à outrance et se faire opérer du nez, afin de tout miser sur la seule partie du corps que l'on peut officiellement montrer à autrui. C'est organiser des soirées très privées où dentelles, déhanché oriental et alcool coulent à flot.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est être devenu par la force des choses plus mature que son âge. C'est réciter par cœur les

poèmes de Hafez, lire Sartre et Camus, être un fin joueur de «santour» et de «tar» (instruments traditionnels perses), et multiplier les débats politiques dans les coffee shop. C'est être majoritaire à l'université lorsque vous êtes une femme, se battre en permanence pour ses droits alors que votre vie vaut deux fois moins que celle d'un homme, mais aussi fustiger l'attitude des pays occidentaux qui dénoncent la condition des femmes en Iran et se taisent sur l'Arabie Saoudite, où elles n'ont même pas le droit de conduire.

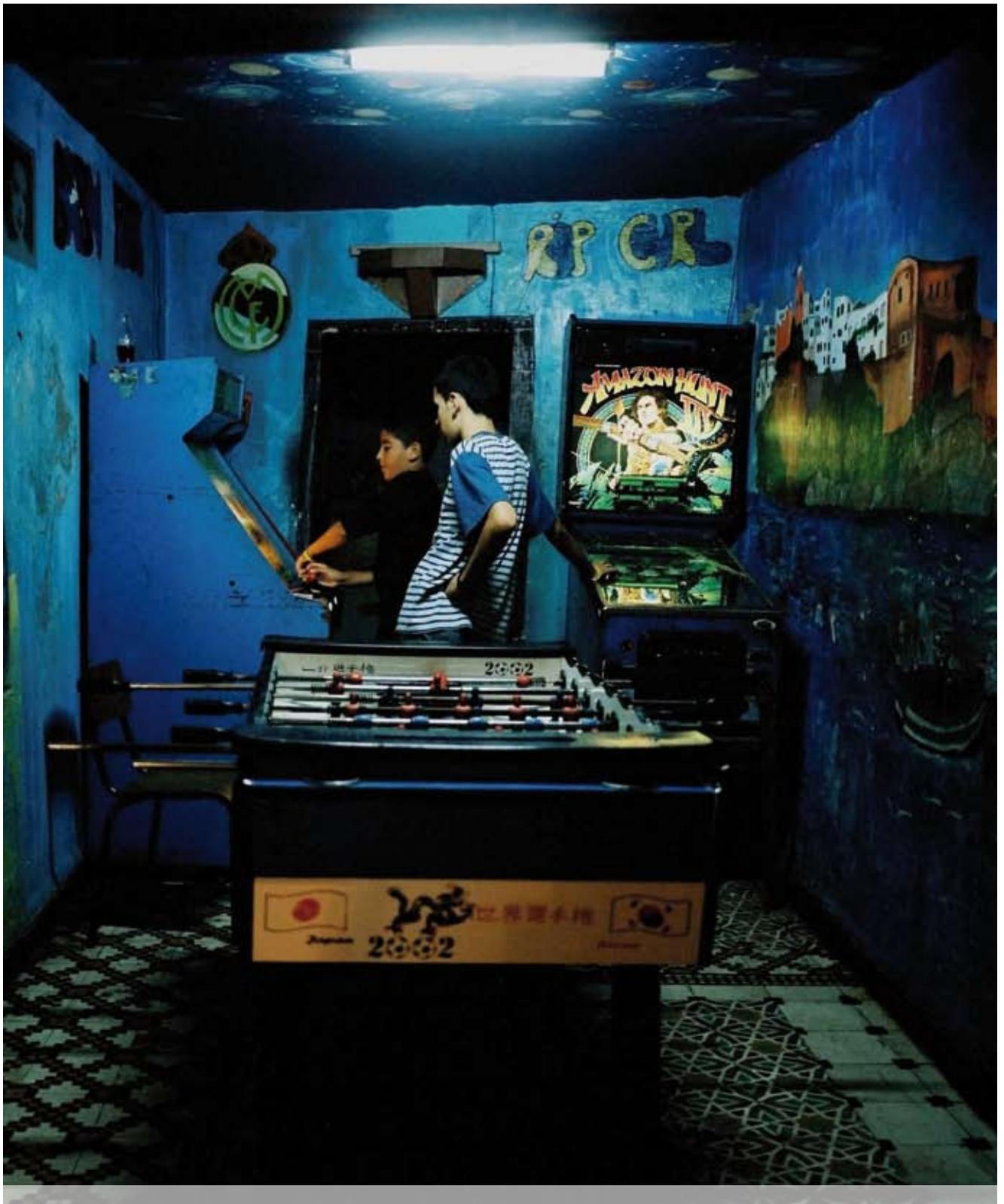
Avoir 20 ans à Téhéran, c'est être coincé entre tradition et modernité, entre familles castratrices et MTV. C'est être devenu malgré soi schizophrène, en devant constamment jongler entre plusieurs personnalités, à la maison, dans la rue, à l'université ou avec son petit ami, dans un pays où tout le monde vous juge et vous épie, où le mensonge est devenu la seule issue pour s'en sortir.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est désertier les mosquées, mais pas les croyances. C'est adorer ses imams, mais rejeter l'islam politique dont use le régime iranien pour asseoir sa dictature.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est avoir massivement voté contre Mahmoud Ahmadinejad à la présidentielle de juin 2009, non pas pour changer de régime mais pour bénéficier d'un semblant de liberté et pouvoir respirer, dans le cadre fixé par le régime islamique, même si on est loin de le porter dans son cœur. C'est avoir été une nouvelle fois volé, puis arrêté, torturé, et même sauvagement tué en pleine rue, pour avoir osé protester pacifiquement, un droit pourtant garanti par la Constitution islamique.

Avoir 20 ans à Téhéran, c'est adorer l'Iran, son peuple, sa nature incomparable dans la région, sa culture et son histoire, mais n'avoir d'autre choix que de partir à tout prix, pour espérer bénéficier d'un avenir. C'est quitter du jour au lendemain son pays, sa famille, ses amis, et être envoyé à l'autre bout du monde, sans savoir si on y retournera un jour.

¹ Auteur de «Dentelles et tchador : avoir 20 ans à Téhéran» (éditions Pocket) et «Rubans et turbans» (éditions Denoël)



Rabat, Maroc, 2007.
Des jeunes, dans un café de Rabat

Maroc

CHANTER DU RAP EN DARIJA COMME ON DIT «J'ACCUSE» À LA ZOLA

Par Leïla Ghandi

Auteur, photographe et documentariste

Avoir 20 ans au Maroc, c'est être dans le flou, dans les prémices sucrées d'une révolution intestine un peu acide. C'est ce vertige dantesque de savoir que tout est possible, mais le meilleur comme le pire. On est connecté au monde, on regarde ce qui se passe autour de nous, on s'interroge, on interroge son environnement, on le remet en question. Dans cette recherche périlleuse on joue, sans le savoir, au funambule. Comme une balle de ping-pong qui touche le filet et qui ne sait pas encore de quel côté elle va retomber.

Avoir 20 ans au Maroc, c'est être supporter du WAC ou du Raja mais aussi du Real ou du Barça, écouter Lady Gaga et Najat Aâtabou, voire Haja Hamdaouia ; c'est se lever avec ce mouvement bien de chez nous qu'on appelle la «nayda» pour chanter du rap en darija comme on dit «J'accuse» à la Zola ; c'est cette jeune lycéenne coquettement voilée portant un jean moulant à strass ou ce jeune étudiant branché à son ipod touch qui récite sourate Yassine en chevauchant son scooter blanc ; c'est dans une même famille, autour d'un même tajine «btata zitoun» : une sœur strictement voilée, une autre largement décolletée, un père analphabète et son fils ingénieur agronome.

Avoir 20 ans au Maroc, c'est encore avoir à se bâtir dans une société qui pèse dans notre mode de vie, une famille qui pèse dans nos choix de vie, une identité qui ne pèse pas encore assez pour qu'on puisse l'affirmer, l'assumer, et surtout, bien la vivre. On préfère le consensus cotonneux de l'ordre familial, le bon respect des qu'en-dira-t-on, et la rigueur du dictat religieux qui aurait déjà tout prévu pour nous. On préfère ne pas fâcher, ne pas déborder des cases, ne pas se faire trop remarquer, et plaire à ses parents. C'est presque culturel je crois. C'est devenu un réflexe parfois.

Avoir 20 ans au Maroc, c'est forcément être entre deux eaux, entre deux chaises, entre deux références. Pris en étau entre des traditions, la religion, les interprétations de certains, les aspirations au changement, la vie moderne, les interprétations des autres... C'est être entre l'espoir merveilleux quasi courageux d'un avenir différent, et le

désabusement amer quasi héréditaire de ceux qui n'y croient plus.

Avoir 20 ans au Maroc, c'est aimer «Allah-al Watan-al Malik», c'est marcher le 20 février pour demander plus de justice sociale et de démocratie ; mais paradoxe ambiant, 70% des Marocains se sont prononcés contre la réforme de la Moudawana. Je me console : ces jeunes de 20 ans feront évoluer les mentalités parce qu'à eux, personne n'aura jamais besoin de défendre l'idée qu'il n'est pas très juste, par exemple, qu'une femme puisse être répudiée. Il semblerait que cette évidence n'en soit en réalité pas du tout une.

Car souvent, avoir 20 ans au Maroc, c'est être fait de contradictions. C'est être soi-même un oxymore. A l'image de cet hybride de jeune «bogoss» aux cheveux gominés, le jean un peu baggy, qui fait des études de cinéma, et qui me dit tout confiant et même fier de lui : «Ma femme, je veux qu'elle soit voilée. Et qu'elle ne sorte pas trop de la maison parce que quand même !...». Il faut croire qu'à être trop pris en étau on finit par ne plus savoir qui on est ni ce qu'on veut vraiment.

Avoir 20 ans au Maroc, c'est être malléable, modelable à souhait, prêt à tout écouter, à tout croire aussi parfois. Pourvu que les mots sonnent beaux, ou juste sonnent mieux que ceux qu'on nous a toujours servis, à coup de «c'est la vie». Dis-moi que je serai un homme et je ferai ce que tu me diras. Dis-moi que tu es un «âalim» et je boirai tes paroles. Quand on est prêt à tout croire, on peut devenir dangereux. D'abord pour nous-mêmes, ensuite pour les autres.

Pourtant j'ai des raisons de croire qu'avoir 20 ans au Maroc, et encore davantage après ce Printemps arabe dont on parle et qui a soulevé les consciences citoyennes, c'est savoir que le meilleur reste à venir et que c'est à nous tous de le construire. J'espère seulement qu'on se mettra d'accord sur la définition de ce meilleur.



Alger, Algérie, 2004.

Au pied de la casbah, le marché était un fief intégriste, où il valait mieux éviter de se promener.

Aujourd'hui des hommes en tunique blanche y vendent des strings de toutes les couleurs à des femmes voilées ou non. Assez bizarrement, les intégristes ont le monopole de la vente de la lingerie à Alger

NATIONALISTES, LÉGITIMISTES MAIS OPTIMISTES

Religion, famille, nation, tel semble être le triptyque caractéristique de la première génération marocaine issue de la globalisation. Eclairage.

Par Laetitia Grotti
Journaliste, Cesem-Hem



Cette étude a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique, qui se définit comme un think tank libéral, progressiste et européen. Elle est dirigée par Dominique Reymié, professeur de sciences politiques à Sciences Po (Paris).

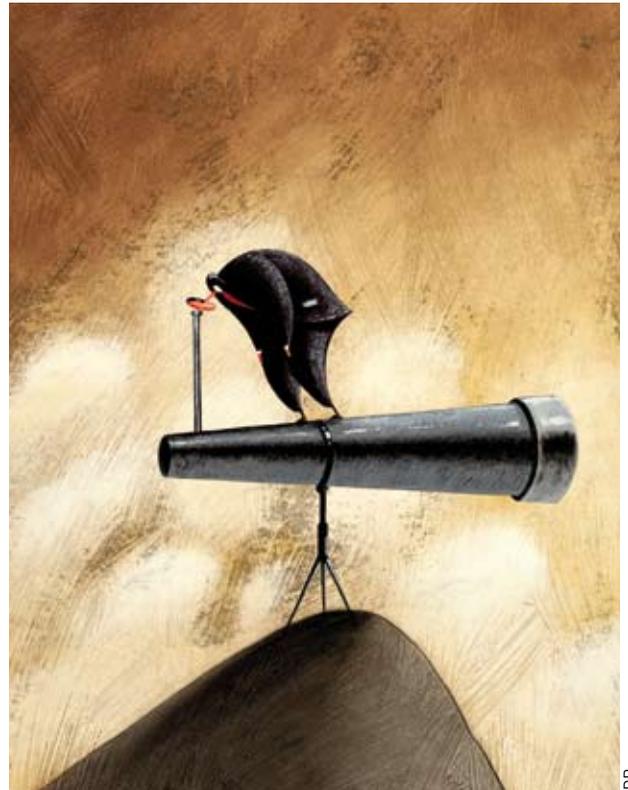
Ils ont entre seize et vingt-neuf ans et sont donc nés entre 1981 et 1994. Tous ont grandi et appris dans un monde déjà globalisé. D'où le réel intérêt de l'enquête conçue par la Fondation pour l'innovation politique, «2011, la jeunesse du monde» qui, en sondant les jeunes de 25 pays, permet de mieux cerner les opinions et comportements de ces générations, tout en les comparant¹ (cf. encadré méthodologique). D'emblée, cette première génération marocaine globalisée semble vivre la mondialisation de manière assez ambivalente. En effet, alors qu'elle est considérée comme une opportunité par 91% des Chinois, 87% des Indiens et 81% des Brésiliens, les Marocains et les Turcs sont les seuls des pays en développement qui restent partagés sur la question. Mieux encore, 55% des Marocains (un des taux les plus élevés du panel) considèrent que ce qui se passe dans le monde a peu d'impact sur leur vie. Plus prosaïquement, un Marocain sur deux (47%) doute des bienfaits de la technologie. Si l'enquête couvre de nombreux champs, nous avons souhaité mettre en lumière ce qui caractérise les jeunes Marocains de leurs homologues étrangers.

Primauté du religieux et affirmation de solidarités

Premier élément frappant quand on observe la jeunesse marocaine à la loupe, le plébiscite de la religion dans des proportions très supérieures aux autres pays. Elle apparaît ainsi comme le premier élément constitutif de l'identité (92%)² et ce, sans comparaison avec les 24 autres pays. De même, alors que dans le reste du monde, la jeunesse reconnaît toujours plus d'importance à la dimension religieuse dans son identité qu'elle n'est disposée à y consacrer du temps, «comme si le lien avec la religion devait davantage à des logiques d'affiliation qu'à des logiques d'engagement» expliquent les auteurs de l'étude, au Maroc ils sont 90% à se déclarer prêts à y consacrer du temps. Dans le même ordre d'idées, la foi religieuse apparaît comme la première valeur à transmettre aux enfants (56%) alors que partout ailleurs, ce sont l'honnêteté et la responsabilité qui ressortent nettement en tête. Mais, et c'est peut-être là un élément à creuser, 51% des jeunes Marocains préfèrent une société fondée sur la science et la rationalité plutôt que sur les valeurs spirituelles. Certes, la majorité apparaît faible mais elle semble indiquer une volonté de dissocier la foi (personnelle) de l'espace public. Y a-t-il un lien de cause à effet entre la primauté du religieux et l'altruisme dont font preuve les jeunes Marocains ? Toujours est-il qu'avec les Brésiliens, ils se caractérisent par une attention particulière portée aux autres. Avoir un travail utile à la société est important pour plus d'un jeune sur trois (38%). Aider ceux qui en ont besoin en leur consacrant du temps ou de l'argent suscite un fort engouement (92%). L'idée que les plus pauvres doivent pouvoir bénéficier de soins de santé gratuits y est unanimement partagée (93%). Alors que dans la plupart des pays, les jeunes sont peu disposés à payer pour les retraites des générations antérieures, les Marocains sont parmi les plus solidaires (76%). Une idée que l'on retrouve dans l'envie de bénéficier d'une forte protection sociale plutôt que de payer moins d'impôt. Plus frappant encore, 91% des Marocains estiment important pour eux de contribuer au bonheur des autres. Des chiffres qui expliquent peut-être le réel intérêt pour le militantisme associatif dont font preuve les jeunes Marocains (63%).

Famille, je vous aime

Partout les relations familiales sont jugées précieuses. L'importance des liens familiaux se retrouve dans la place que les jeunes accordent à la famille dans la construction de leur identité personnelle (88% au Maroc). Non seulement, ils accordent une grande importance à la famille mais les jeunes Marocains sont aussi satisfaits de leur propre famille (88%), au point qu'ils préfèrent passer du temps avec elle



DR

(93%) plutôt qu'avec leurs amis (81%). De même, la famille est partout perçue comme le fondement de la société. Parmi les différents aspects de l'existence, le fait de fonder une famille est celui qui correspond le plus à l'idée que les jeunes se font d'une vie satisfaisante, après le fait d'être en bonne santé. Au Maroc, fonder un foyer est un projet dans lequel se retrouvent 46% des Marocains. Par ailleurs, 86% accordent une grande importance à l'assentiment de leur famille dans le choix de leur conjoint.

Quand identité rime avec appartenances collectives

Avec la religion (92% des jeunes Marocains interrogés), la nationalité (87%) et le groupe ethnique (75%) constituent les trois piliers de l'identité marocaine. Ce lien avec la dimension collective se retrouve également avec force dans l'importance que ces jeunes accordent à l'humanité (88%) dans leur identité, loin devant la jeunesse européenne (79%). L'importance de toutes ces appartenances collectives dans la construction de leur identité explique peut-être pour partie l'ambivalence des jeunes Marocains vis-à-vis de leur société. En effet, s'ils éprouvent avec une force particulière le sentiment d'appartenir à leur société (83%) - seuls les Indiens (89%), les Israéliens (84%), les Brésiliens (80%), les Chinois (79%) et les Mexicains (78%) se situent à un tel



niveau - ils ne s'y sentent pas forcément à l'aise. Près d'un jeune Marocain sur deux (48%) dit avoir le sentiment que la société n'est pas tolérante avec des gens comme lui. Sur ce point, seule la jeunesse turque exprime un niveau de malaise plus élevé (53%).

Un malaise que l'on retrouve formulé dans l'intention des jeunes de quitter leur pays pour vivre ou s'installer à l'étranger. Avec la jeunesse roumaine, la jeunesse marocaine est celle qui affirme le plus fortement le projet d'émigrer. Invités à dire s'ils aimeraient vivre là où ils vivent actuellement, ailleurs dans leur pays ou à l'étranger, 29% des Marocains choisissent l'étranger. Un chiffre qui ne manque pas d'interroger, surtout s'il est corrélé aux 72% de jeunes Marocains reconnaissant n'avoir jamais quitté leur pays (un des plus forts taux du panel).

À 50%, LES MAROCAINS SONT RÉTIFS À L'ÉGALITÉ DES SEXES

Des jeunes légitimistes

Au regard du Mouvement du 20 février, enclenché dans le sillage des soulèvements arabes et porteur de revendications prônant une monarchie parlementaire, ces résultats éclairent d'un jour nouveau le clivage qui semble s'opérer dans la société marocaine. Car nos jeunes se montrent fort légitimistes, bien plus que leurs aînés. Ce point pourrait d'ailleurs rassembler toutes les jeunesse du monde : elles se montrent légèrement moins déifiantes que leurs aînés à l'égard des institutions politiques. Alors que Marocains et Israéliens affichent des taux record de confiance en leur gouvernement (60%), au Maroc, l'écart avec la génération précédente est particulièrement significatif (+ 15 points). Partout, l'armée recueille la confiance d'au moins 40% des jeunes. Au Maroc, ils sont 66% à lui faire confiance, 59% à faire confiance à la police et 60% à la justice. Avec 73%, les institutions religieuses apparaissent les plus crédibles. Quant aux médias, ils sont partout discrédités et la défiance s'exprime lourdement. Exception faite du Maroc où, avec 53%, nos médias sont ceux qui, dans le monde, inspirent le plus confiance à leurs concitoyens !

Une modernité peu assimilée

Loin devant les autres pays, les Marocains apparaissent comme les plus conservateurs en matière de sexualité hors

mariage. Ils sont en effet 85% à ne pas la juger acceptable. De même, ils sont les plus nombreux à exprimer une gêne avec les personnes ayant une orientation sexuelle différente de la leur (40%). Comme ils sont, de loin, les plus rétifs à l'égalité des sexes puisque 50% d'entre eux n'ont pas retenu ce critère pour définir leur société idéale. Et que dire de cette société idéale où loi et ordre sont majoritairement revendiqués (65%), devant les libertés individuelles ? Mais, et c'est peut-être là le plus rassurant, les jeunes Marocains restent non seulement optimistes vis-à-vis de leur avenir personnel (77%) mais aussi, et en opposition avec la plupart des pays du panel, vis-à-vis de celui de leur pays (67%) ■

Encadré méthodologique

L'enquête «2011, la jeunesse du monde³» a été conçue par la fondation pour l'innovation politique (Fondapol). Sa réalisation a été confiée au groupe TNS Opinion qui a interrogé 32 714 personnes sur la base d'échantillons nationaux comprenant 1000 individus âgés de 16 à 29 ans, ainsi qu'un échantillon supplémentaire de 300 individus âgés de 30 à 50 ans (destiné à permettre les comparaisons entre les jeunes générations et les plus âgées). Le questionnaire a été administré dans 25 pays et dans chacune des langues nationales, soit 20 langues au total. Il comportait 242 items. La collecte des données a été effectuée entre le 16 juin et le 22 juillet 2010. La méthode des quotas d'âge, de genre et de lieu d'habitation a été utilisée pour assurer une bonne représentativité des échantillons. Toutefois, l'enquête ayant été administrée via un questionnaire électronique, les échantillons des pays émergents sont davantage représentatifs des catégories les plus aisées de la population. Il est important de souligner que quelques questions jugées sensibles, portant sur les appartenances religieuses n'ont pas pu être posées au Maroc, «non pas en raison d'une quelconque censure mais d'un refus de répondre suffisamment massif pour nous conduire à retirer ces questions du questionnaire marocain», expliquent leurs auteurs.

1 Il est important de préciser que sur l'ensemble des pays arabo-musulmans, seuls la Turquie et le Maroc sont représentés dans le panel pour des raisons liées à la faisabilité de l'enquête

2 Les pourcentages cités représentent l'agrégation des réponses «tout à fait d'accord» et «plutôt d'accord»

3 www.fondapol.org/sondages/france-2011-la-jeunesse-du-monde

DU STREET LANGUAGE À LA BRANCHITUDE

À partir des années 1990, les langues et cultures «jeunes» sont devenues des objets médiatiques, parfois académiques. Elles peuvent apparaître comme un cas d'école des phénomènes de globalisation-mondialisation-circulation.

Par Catherine Miller et Dominique Caubet
Directrice de recherche au CNRS et professeure d'arabe maghrébin à l'INALCO,
Toutes deux sont détachées auprès du Centre Jacques Berque (Rabat)



Sociolinguistes et respectivement spécialistes de la Naya marocaine, et du parler urbain en Egypte, Dominique Caubet et Catherine Miller comptent plusieurs ouvrages, dont Parlers jeunes, ici et là-bas : pratiques et représentations (Ed. L'Harmattan, 2011). Elles travaillent aujourd'hui sur les jeunes et le parler marocain.

Au-delà des effets de mode, l'intrusion des «parlers jeunes» sur la scène publique reflète l'ambivalence de l'image des jeunes dans de nombreuses sociétés et s'explique par le développement de nouvelles pratiques culturelles et communicatives, comme le hip-hop et l'Internet. Cœur de cible des annonceurs publicitaires avec l'intrusion de la téléphonie portable, les jeunes et leurs manières de parler sont à la fois des modèles et des repoussoirs. Phénomène essentiellement urbain, les «parlers jeunes» ont été perçus et décrits de manières très diverses selon les lieux, les périodes et les observateurs.

Au printemps 1997, le succès du film *Ismailiya rayeh gay* (*Ismailiya aller-retour*) de Karim Dia-Eddine, avec la nouvelle star montante du cinéma comique, Mohamed Heneidi, initiait un vaste débat dans la presse égyptienne sur la langue des jeunes (*loghat ash-shabâb*). La chanson du film allait connaître un succès foudroyant malgré des paroles pratiquement incompréhensibles, comme *kâmmannânâ*, terme inventé qui symbolisait tout ce qu'un jeune rêve d'obtenir (argent, fille, voiture, etc). L'expression *loghat al-kâmmannânâ* en vint à définir «la langue des jeunes», une langue considérée comme incompréhensible pour les générations précédentes, ce qui bien sûr provoqua





Cette «intrusion» des langues «jeunes» est devenue un phénomène mondial

la critique acerbe des défenseurs de «notre belle langue arabe». Ce film et cette chanson marquent un tournant dans la reconnaissance publique du phénomène «parler jeune» en Egypte en associant cette pratique non plus exclusivement aux jeunes «déviant» et en situation d'échec social et scolaire, mais plutôt aux jeunes branchés et «cools». C'est ainsi que reweh (au départ «fou» puis «cool-sympa» puis «branché») donna naissance à rawshâna, «mode de parler des jeunes qui fréquentent les malls». L'industrie de la publicité recycle ces «expressions jeunes» et la rawshâna entre en littérature en 2003 avec le roman Abbâs al-Abd de Ahmed Alaidy.

AU MAROC, L'EMPLOI PUBLIC DE TERMES VULGAIRES A CHOQUÉ ET FAIT DÉBAT

Cette «intrusion» des langues et cultures dites «jeunes» dans l'espace public est devenue un phénomène quasi mondial à partir des années 1990, à la faveur des processus de globalisation-circulation favorisant de nouvelles pratiques culturelles et communicatives comme le hip-hop, l'Internet, la téléphonie portable. L'intrusion des «parlers et culture jeunes» sur les scènes publiques urbaines reflète l'ambivalence de l'image et statut des jeunes dans de

nombreuses sociétés. On constate, partout et à des degrés différents, un aller-retour permanent entre deux grands modèles ou stéréotypes associés à deux types d'espace urbain : a) le parler des jeunes en rupture avec la société mainstream (street language) associé aux ghettos ou quartiers défavorisés et b) le parler des jeunes «branchés» associé aux espaces créatifs et médiatiques. Quel que soit le degré de réalité ou de phantasme, les parlers jeunes «branchés» ne peuvent être légitimes que s'ils se revendiquent et disent s'inspirer d'une culture de la rue, issue des quartiers défavorisés.

Le cas égyptien montre bien cette ambivalence. Comme partout, on note une association entre parlers jeunes et hip hop, consacrée en 2002 par la chanson omni msafra (ma mère est partie en voyage) du groupe rap MTM et les titres de plusieurs chansons reprenant des expressions jeunes comme malakshi fiha (tu ne piges rien). Mais le rap égyptien demeure, jusqu'au milieu des années 2000, un genre peu visible et plutôt représentatif de la classe moyenne. Le phénomène des «parlers jeunes» semble alors concerner principalement une population estudiantine urbaine¹, relativement bilingue, qui joue sur l'alternance des langues (mélange arabe-anglais ou français), la création lexicale, le détournement syntaxique (felm wehesh/helw moot «un film vraiment mauvais/bon»), l'intonation et le débit. La culture «jeune» des quartiers populaires et périphériques (les fameux ashwa3iyyat) est, elle, illustrée par la chanson sha3biyya shabâbiya ou le style néo-muled portés par les chanteurs Saad al-Soghayer, Gamal Sobki, Riko, etc., accusés de vulgarité et parfois traités de hooligans par la presse égyptienne, mais dont certains termes seront repris par les jeunes «branchés». Ce n'est qu'à partir de 2007 qu'une nouvelle scène culturelle alternative jeune acquerra une plus grande visibilité en liaison avec le développement d'une nouvelle mouvance politique et l'explosion d'Internet.

Au Maroc, le terme «parler jeune» n'est pas employé par les médias, mais le discours commun s'accorde sur le fait que les jeunes parlent de façon différente, incompréhensible pour les adultes et que les pratiques linguistiques changent très vite. La reconnaissance de ce phénomène semble très liée au développement de la nouvelle scène urbaine marocaine (fusion, hip hop, rock) fortement médiatisée depuis 2006. Ce qui a choqué et fait débat au Maroc, c'est l'emploi public de termes vulgaires. On a donc plutôt stigmatisé le parler dyaal zzenqa (de la rue) et le fait que ce type de musique ou de langage était inaudible «en famille» et enfreignait les tabous sociaux



DR

Partie des jeunes musiciens, cette façon de parler n'est pas réservée à une élite sociale mais est appropriée par de nombreux jeunes d'origine populaire

(la fameuse hchouma). La vulgarité n'est pas l'apanage exclusif de la jeunesse (Kaykheessrou el hedra «ils abîment le parler», i.e. «ils parlent mal») mais sa transposition dans le domaine artistique est associée à des artistes «jeunes». La polémique s'est focalisée sur quelques artistes comme le rappeur Bigg lors de la sortie de son album Mgharba Tal mout (Marocain jusqu'à la mort, 2007), ou le film Casanegra (2008), dont le réalisateur, Noureddine Lakhmari «a écrit les dialogues en darija (arabe dialectal) de la rue, crue, vulgaire, agressive» (RFI)².

Il existe des formes de «parlers jeunes» qui ne sont pas vulgaires, mais qui sont plutôt associées à une forme de complicité et à la nouvelle scène musicale. Partie du milieu des jeunes musiciens, reprise par des cercles étudiants branchés, cette façon de parler n'est pas réservée à une élite sociale ou à un milieu étudiant mais est appropriée par de nombreux jeunes d'origine populaire. La publicité (téléphonie mobile, sodas) récupère et médiatise non seulement la façon de parler, mais le style vestimentaire, la gestuelle et l'intonation (surtout celle de Casablanca). Une transposition cinématographique exemplaire est le

film 3dam le7did, (L'os de fer, 2007) du jeune réalisateur Hicham Lasri. Parmi les caractéristiques de ce parler jeune branché urbain, il y a le mélange de langues (marocain-français), la création lexicale, une prononciation plus emphatique («zwèèn» au lieu de «zwiin», par exemple) et des expressions qui sont devenues signe de ralliement : «ltoube 3lik» (merci, bravo), «stoune» (génial, ou truc), «mmout» (super, mortel), «msettè» (dingue), «smou3lih» (bidule), etc.).

Nous dirons que les parlers jeunes sont d'abord une expression de la complicité, de l'appartenance à une génération, voire à une communauté qui peut aller du plus local (le coin de rue, le quartier avec dans ce cas-là une fonction d'identification et de cohésion de groupe importante) au plus global (le cyber-espace) ■

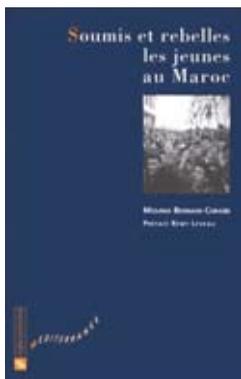
¹ Rizk Sherin, 2007, «The language of Cairo's young university students», in Arabic in the City, édité par C. Miller, E. Al-Wer, D. Caubet et J. Watson, Londres-New York : Routledge-Taylor, pp. 291-308
² http://www.rfi.fr/culturefr/articles/109/article_77670.asp, téléchargé le 20 mai 2011

JEUNES ET ENGAGEMENT : PAS D'«IMMACULÉE CONCEPTION»

Transmission des expériences et des savoir-faire militants, prégnance des vecteurs classiques de la socialisation politique... Y a-t-il des continuités derrière les apparentes ruptures générationnelles ?

Par Mounia Bennani-Chraïbi

Professeur associé à l'Institut d'études politiques et internationales de l'université de Lausanne (Suisse)



Depuis son ouvrage Les jeunes au Maroc, soumis et rebelles (Ed. CNRS, 1994), Mounia Bennani-Chraïbi a mené un travail comparatif avec les jeunes en Egypte. Elle est revenue en 2002 pour faire de la sociologie électorale, puis en 2008 pour entamer un travail de recherche sur l'engagement partisan dans les différentes formations marocaines.

Discuter avec des jeunes au parc Yasmina au cœur de Casablanca un samedi après-midi du printemps 2011 me replonge dans le souvenir des premiers entretiens réalisés avec des jeunes dans le même espace vert, vingt ans plus tôt. Si le lieu n'a pas subi de métamorphose, ses occupants juvéniles ne présentent plus aucun air de famille avec les «soumis et rebelles» d'alors. Une mixité décomplexée. Des looks reflétant une individualité stylisée et conquérante. Une parole débridée. Nul besoin de multiplier les gages pour dissocier l'enquêtrice de l'agent du Makhzen. Au bout de quelques minutes, les 16-19 ans croisés se laissent photographier et enregistrer, évoquent Dieu, le roi, la sexualité, sans trahir le moindre sentiment de transgression. Faut-il pour autant parler en termes de ruptures générationnelles ?

Trop souvent, «jeunesse» et «génération» sont facticement homogénéisées. Et tout aussi fréquemment, une vision cyclique des protestations se dégage, opposant un «avant» et un «après», «l'ancien» et le «nouveau», donnant l'illusion d'un enchaînement successif de générations militantes distinctes, les unes chassant les autres : nationalistes, marxistes, islamistes, «apolitiques» ou «société civile», etc. C'est nier l'existence de plusieurs jeunesses au sein de «la

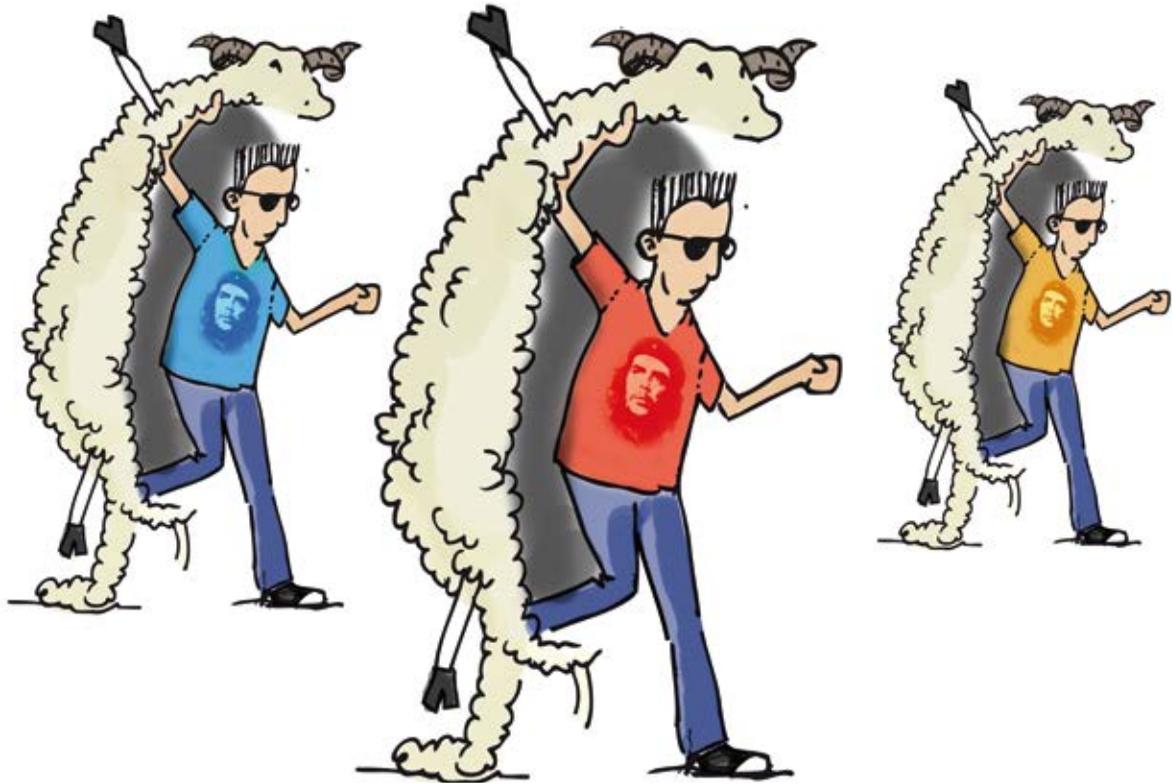


Illustration : Mohammed Bakir

jeunesse». C'est ignorer la variété des rencontres possibles avec le politique au sein de chaque génération. C'est occulter les phénomènes de latence et de reconversion des engagements, les contingences de la circulation des expériences, et last but not least le poids des multi-positionnements.

Ici, il s'agit d'attirer l'attention sur les continuités derrière les discontinuités, sous deux angles en particulier : la transmission des expériences et des savoir-faire militants, la prégnance des vecteurs classiques de la socialisation politique.

Au fil des transmissions militantes intergénérationnelles

Les engagements d'aujourd'hui s'inscrivent clairement dans un champ politique reconfiguré par les luttes des générations militantes précédentes. Lorsque la répression est généralisée, à l'instar d'un pays comme la Syrie, toute connexion entre les générations militantes est entravée. En revanche, au Maroc, l'autoritarisme s'est suffisamment libéralisé pour favoriser l'éclosion de tribunes médiatiques nationales, la densification du tissu associatif, la démultiplication des mouvements sociaux. Dans ce contexte, des opportunités de participation se sont ouvertes pour l'ensemble des générations en présence, produisant ainsi les conditions d'une transmission intergénérationnelle des expériences et de savoir-faire militants réinventés.

Au-delà des discours de disqualification sur le «détournement» ou la «récupération», le Mouvement du 20 février reflète, sous divers aspects, les accumulations engrangées dans une pluralité de lieux, estampillés «politiques» ou non. Il rappelle, de même, d'autres tentatives de surmonter la fragmentation du champ politique marocain.

Pendant l'été 1991, pour la première fois, des jeunes diplômés chômeurs sans appartenance politique, islamistes, de gauche et d'extrême-gauche renoncent à s'affronter au sujet de leurs convictions religieuses ou de leur position par rapport au Sahara pour défendre leur droit au travail. A leur tour, des causes «arabes» ou «islamiques» favorisent des collaborations transcendant les clivages idéologiques.

Une autre filiation se dessine du côté des expérimentations du politique autrement, fruits des rêves révolutionnaires avortés des années 1960 et 1970. S'observe alors une prolifération de causes sectorielles plus ou moins «a-politisées» (des droits humains à l'électrification). A chaque fois, il s'agit de rassembler autour du plus petit dénominateur commun, de privilégier le «concret» au détriment des grands discours.

Le caractère émietté de ces mobilisations, l'adoption par l'Etat de la nouvelle orthodoxie internationale en matière de ►►

développement et de «style participatif» ont conduit à penser qu'après avoir désamorçé le champ politique, la monarchie est parvenue à apprivoiser la sphère associative. Pourtant, et quelle que soit son issue, le Printemps marocain de 2011 laisse entrevoir le phénomène inverse : dans un processus d'accélération, des actions et des réseaux à la fois éparpillés et «a-politisés» sont susceptibles de s'agréger et de se «politiser». Si les révolutions tunisienne et égyptienne ont provoqué un déclic, contribuant à élargir les horizons du pensable et du faisable, le Mouvement du 20 février n'en puise pas moins ses racines dans toutes sortes de socialisations plus ou moins «politiques».

LE POLITIQUE SE LOGE DANS CHACUNE DES INTERACTIONS ENTRE DOMINÉS ET DOMINANTS

La prégnance des vecteurs classiques de la socialisation

Laissons de côté les anathèmes dichotomiques qui imprègnent les perpétuels débats marocains («encartés»/«indépendants», «politisés»/«apolitiques») pour renouer avec le sens profond du politique. Irréductible à la scène officielle, le politique se loge dans chacune des interactions entre dominés et dominants. Il surgit dans le conflit, dans la solidarité, dans la régulation. Il détone à l'occasion d'événements nationaux ou transnationaux. Il se fraie un chemin dans la banalité du quotidien, dans l'intimité d'une humiliation, après des heurts à la sortie d'un stade de football. Les jeunes du Mouvement du 20 février ne l'ont pas rencontré uniquement dans le monde virtuel. L'appel lancé sur Facebook a mobilisé différents types de liens d'interconnaissance préexistants, tissés dans la sociabilité juvénile autour de l'art ou du sport, dans le milieu estudiantin, dans les réseaux associatifs ou partisans.

Qu'il s'agisse de s'engager dans une association ou dans une organisation politique, les passeurs sont les pairs (amis, camarades de classe, collègues, voisins), la famille, les figures exemplaires (enseignant, etc.), les objets culturels (livres, musique, etc.). Dans le cadre de l'enquête menée

entre 2008 et 2010 auprès de congressistes de six partis politiques¹, une question a cherché à mesurer le poids respectif des personnes qui ont joué un rôle déterminant lors de la première adhésion à une organisation politique. Avec quelques variations, le rôle des amis et des membres de la famille prédomine quel que soit l'âge (respectivement 32% et 26% pour les 18-30 ans, 33% et 20% pour les plus de 30 ans).

Si la famille et les lieux de formation (lycée, université) exposent à une socialisation politique, les «contenus» de la transmission sont loin d'être gravés dans le marbre. Certes, lorsque les congressistes déclarent qu'un membre de leur famille est ou a été adhérent d'une organisation politique, l'orientation de celui-ci est très fréquemment la même que celle du répondant (et encore davantage dans le cas des 18-30 ans). Toutefois, une proportion non négligeable de répondants annonce une orientation différente de celle de leurs parents et de leur fratrie. Et l'enquête par entretiens révèle bien des recompositions.

Brahim, vingt-neuf ans, naît au sein d'une famille ittihadie², dans un village de l'Est marocain. Lorsqu'il rejoint l'université de Fès en 2001-2002, il se mobilise auprès des étudiants marxistes contre la réforme universitaire initiée par un ministre de l'USFP. D'après ses dires, à aucun moment, il ne cesse d'être ittihad. Cependant, la réforme lui semble injuste et, en plus, il veut «vivre comme Mehdi Ben Barka». Après ses études, il retourne chez lui, s'engage simultanément dans le cadre partisan de l'USFP et dans un champ associatif imprégné par les problématiques légitimes du moment : la «proximité», le «concret». Pendant le Printemps 2011, il ne manque pas d'être au-devant de la scène.

Fatiha, vingt-deux ans, a également baigné dans une famille très politisée : son père est membre d'Al Adl wa al-Ihsane³, sa mère et ses tantes sont des militantes du PJD. Elevée sans contrainte par «a cool daddy», elle finit par porter le voile tardivement de «sa propre initiative», mais répugne à s'engager. Avec ses amis de fac, elle répond à l'appel Facebook du Mouvement du 20 février à Casablanca. Elle est convaincue que la seule voie pour le changement est la mobilisation de tous, par-delà les (non)convictions idéologiques et religieuses. Contre «ceux qui cherchent à diviser le mouvement», elle proclame sa disposition à défendre les éventuels «frères athées» du Mouvement. Quant à Nourredine, dix-neuf ans, il expérimente une

profonde rupture avec sa socialisation familiale salafiste. Lorsqu'il se rend pour la première fois à un concert, son objectif est de diffuser la parole de Dieu. Peu à peu, il se laisse envoûter par la musique. Durant ses itinérances en vue de «s'arracher le salafisme de la peau», un professeur et un ami le guident dans ses lectures philosophiques. Son aspiration actuelle : la construction d'un Etat de droit qui garantisse la citoyenneté à tous, quelles que soient leurs opinions politiques, leur rapport au religieux et leurs orientations sexuelles.

La rencontre avec l'associatif offre à son tour des opportunités de socialisation politique. Depuis le protectorat, l'interpénétration entre sphère associative et champ «politique» est intense. Si l'on se situe dans une perspective large du politique, une expérience associative politise peu importe la fonction initiale assignée à l'association (fût-elle le renouvellement d'une clientèle). Elle expose à d'autres participations, elle dote de compétences pratiques et cognitives, elle projette encore davantage dans un terrain propice aux interactions entre gouvernés et gouvernants. Très souvent, elle produit de l'empowerment. Et à l'occasion, elle éveille même un goût pour la compétition électorale.

Sous l'angle de la «politique partisane», le milieu associatif est effectivement un bassin de recrutement non négligeable. D'après l'enquête mentionnée, l'adhésion à un parti après un primo-engagement associatif est un phénomène récurrent, qui gagne un nouvel élan depuis le début des années 1990, et ce dans toutes les catégories d'âge et dans tous les partis enquêtés. Le multipositionnement est la norme plutôt que l'exception. Dans l'ensemble des partis enquêtés, 74% des 18-30 ans déclarent avoir une expérience associative ; c'est le cas pour 81% des plus de 30 ans.

Sur un troisième plan, les militants formés dans la sphère «politique» et/ou partisane ont fait des petits notamment dans le cadre associatif. L'exemple de Souad illustre bien ces transmissions en filigrane. Fille d'un agent des forces de l'ordre, c'est à travers les canaux les plus officiels que sa socialisation politique bifurque. En 2006, alors qu'elle est en classe de terminale, une association de quartier, fondée par un ancien militant d'extrême-gauche, contacte la direction de son lycée pour organiser un débat avec les lycéens au sujet de la Moudawana. Après cette expérience, elle est sélectionnée pour participer à un atelier sur l'approche genre. A partir de là, elle adhère à l'association, bénéficie de toutes sortes de formations et occupe rapidement des responsabilités. Son cercle d'interconnaissance s'élargit (militants des droits humains et d'extrême-gauche,



Les militants formés dans la sphère politique ont fait des petits dans l'associatif

féministes, élus, agents de l'administration). A vingt-trois ans, elle joue un rôle très actif au sein du Mouvement du 20 février. Alors même qu'elle se présente comme «sans appartenance», le degré de sophistication de son langage, sa capacité à décoder les rouages de la scène politique, ses savoir-faire organisationnels trahissent les effets d'une forte transmission intergénérationnelle.

Les «jeunes» du Mouvement du 20 février seraient-ils les héritiers des «jeunes» des années 1960 et des années 1970 ? En tout état de cause, leur engagement n'est pas le fruit d'une «immaculée conception». Et, quel que soit l'avenir de cette mobilisation, un nouveau seuil est franchi. En provenance d'horizons diversifiés, des acteurs parviennent à dépasser leur éclatement, ne serait-ce que ponctuellement, pour s'agréger autour d'un plus petit dénominateur commun qu'ils cessent de construire comme «apolitique». Même juxtaposée à une kyrielle de demandes sociales, cette fois-ci la cause est hautement «politique» ; elle s'empare directement de ce que la monarchie a tenté pendant si longtemps de soustraire au débat public : ses propres prérogatives ■

1 Des questionnaires d'une douzaine de pages ont été diffusés successivement pendant les congrès nationaux de l'USFP, du PJD, d'Annahj Addimocrati, de l'Istiqlal, du PPS et du MP. 3009 questionnaires remplis ont été récoltés, 10 000 ont été diffusés

2 La Chabiba Ittihadia (Jeunesse socialiste), de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP)

3 Association Justice et Spiritualité

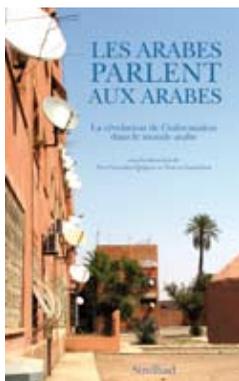
LES «GAMINS DU FACEBOOK»

Du jour au lendemain, ou presque, cette région du monde qui passait il y a peu pour une sorte de «trou noir» dans la toile globale des réseaux numériques s'est retrouvée promue au rang de laboratoire des révolutions du troisième millénaire...

Par Yves Gonzalez-Quijano

Institut français du Proche-Orient (Damas)

<http://cpa.hypotheses.org> - y.gonzalez@ifporient.org



Yves Gonzalez-Quijano enseigne la littérature arabe moderne et contemporaine à l'université Lumière Lyon 2 ainsi que la sociologie politique de la culture arabe contemporaine à l'IEP de Lyon. Dès 2009, les chercheurs réunis dans cet ouvrage qu'il a co-dirigé avec Tourya Guaaybess avaient en commun de prendre au sérieux cette révolution de l'information dans laquelle sont entrés, incontestablement les pays arabes.

Génération Internet, génération «Y», génération des «natifs du numérique» (digital natives) : toutes ces expressions désignent une même réalité, celle de l'arrivée à l'âge adulte de ceux qui sont nés un peu avant la fin du siècle dernier, au moment où les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont connu un essor sans précédent, notamment avec la diffusion massive des différents services Internet. Même s'il concerne aujourd'hui près de deux milliards d'individus¹ répartis sur l'ensemble de la planète, le web est resté pendant «longtemps» - le mot est relatif pour une invention qui n'a guère que quelques décennies d'existence ! - un phénomène propre aux sociétés industrialisées. Trop souvent en retard au regard des critères de développement humain², associés qui plus est à une religion devenue pour une partie de l'opinion mondiale synonyme d'archaïsme et d'hostilité à la modernité, les pays arabes, à quelques exceptions près, étaient voués, à en croire les experts³, à se tenir à l'écart de la révolution de l'information. Rarement perçue et encore moins étudiée, l'évidence de l'acculturation numérique de la jeunesse n'en est que plus brutalement apparue avec les mouvements sociaux du Printemps arabe. Du jour au lendemain, ou presque, cette région du monde qui passait il y a peu encore pour une sorte de «trou noir» dans la toile globale des



Photo montage Julie Sefrioui

réseaux numériques s'est retrouvée promue au rang de laboratoire des révolutions du troisième millénaire.

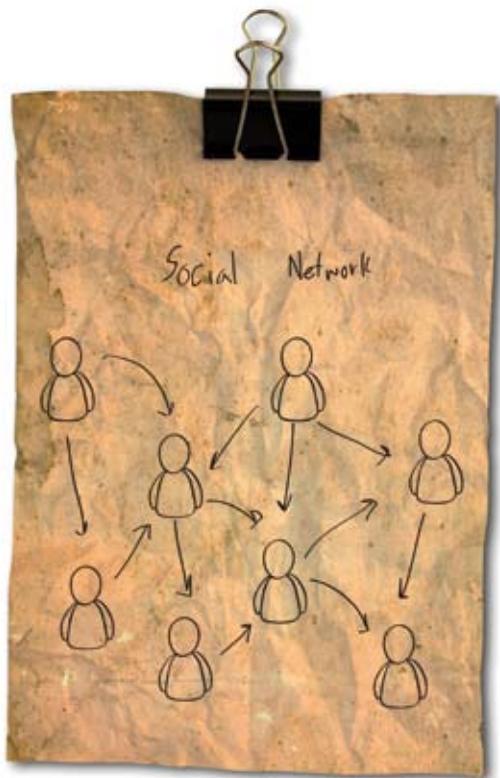
A dire vrai, les acteurs eux-mêmes ont été les premiers surpris par l'enchaînement des événements qui ont conduit notamment à la chute des régimes tunisien et égyptien. Quand bien même ces militants tablaient sur la dynamique des réseaux sociaux, ils étaient loin d'espérer un tel succès. En réalité, ce qui a peut-être fait la réussite de ces mouvements, c'est que la classe politique dans son ensemble a été prise au dépourvu par la rapidité des évolutions : comme une digue rompant d'un seul coup, les vagues de protestation de la jeunesse ont renversé des systèmes en place depuis des décennies. Car si les situations diffèrent en Égypte, en Tunisie et dans tous les pays arabes qui connaissent des protestations du même type, on retrouve un même élément : la présence d'une jeunesse dont l'importance, sur le seul plan démographique, constitue un facteur singulier depuis longtemps observé par les démographes. Parmi les phénomènes les plus frappants de ce Printemps arabe figure sans nul doute le constat de cette brutale arrivée sur le devant de la scène de nouveaux acteurs aux parcours

inédits. La trajectoire d'un Slim Amamou, blogueur tunisien devenu ministre ou encore celle d'un Wael Ghonim, responsable marketing chez Google et icône de la révolution égyptienne⁴ qui plaide aujourd'hui la cause de son pays devant le Congrès américain, illustrent de manière particulièrement saisissante un phénomène qui a déferlé sur la scène politique comme une lame de fond.

Ces deux exemples, parmi bien d'autres, disent bien que cette dynamique sociale s'incarne tout particulièrement dans la sphère des technologies de l'information et de la communication. Même s'il existe de profonds écarts d'un pays à un autre, la forte croissance des pratiques

CETTE ENTRÉE DANS LA SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE EST À LA FOIS SOURCE D'ESPOIRS MAIS AUSSI DE TENSIONS





DR

numériques au sein des populations arabes (globalement connectées sur Internet pour 20% d'entre elles) est sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a quelques années encore. Pour des sociétés caractérisées - du moins jusqu'à présent - par un renouvellement générationnel particulièrement lent, à commencer au sein du système politique⁵, cette entrée dans la société numérique est à la fois source d'espoirs mais aussi de tensions, notamment au sein des élites en place qui voient, non sans interrogations et inquiétudes, l'irrésistible ascension des «gamins du Facebook»⁶. Pour bien comprendre l'importance des conséquences politiques de l'essor des TIC dans le monde arabe, il convient, paradoxalement, d'accepter dans un premier temps de s'éloigner de ce seul théâtre, réduit à ses dimensions traditionnelles. Comme partout ailleurs dans le monde, l'observation des pratiques des jeunes internautes arabes (où les femmes comptent désormais pour un tiers du total) révèle des motivations parfaitement triviales, et leurs navigations au sein du Réseau des réseaux se font en fonction de préoccupations parfaitement ordinaires. Parmi les sites les plus fréquentés, on trouve ceux de la presse et des médias régionaux (Al-Jazeera en tête), mais aussi

ceux qui traitent de questions sentimentales ou sexuelles, ou encore ceux qui font écho aux pratiques culturelles de masse (sport, musique...), sans oublier ceux qui abordent des sujets religieux. Statistiquement, le profil que dessine la masse des requêtes posées en majorité par la jeunesse urbaine éduquée est donc assez conforme à ce que l'on peut observer ailleurs dans la toile mondiale.

Il en va de même avec les fameux «réseaux sociaux», ferments et vecteurs, pour bien des observateurs, des protestations du Printemps arabe. Coïncidant avec l'accélération des pratiques numériques dans la région, l'essor depuis cinq ou six ans de ce que l'on appelle le web 2.0 se mesure au succès foudroyant de certaines applications. Cependant, s'il est vrai que les réseaux Facebook ou Twitter peuvent acquérir, dans certaines circonstances, une dimension politique, en créant des réseaux d'information et de mobilisation, force est de reconnaître que leur utilisation ordinaire, dans les pays arabes comme ailleurs, ne s'inscrit pas en principe dans ce registre, mais plutôt dans celui de l'affirmation individuelle construisant un «for privé» au gré de navigations ludiques sur Internet. C'est encore plus vrai pour d'autres types de réseaux, bien moins souvent cités lorsqu'il s'agit de commenter les événements de l'actualité mais tout aussi massivement utilisés, à savoir les plates-formes d'échanges de vidéos (YouTube), d'images (Flickr) et plus

LA DYNAMIQUE SOCIALE S'INCARNE DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

encore de musiques. Bien qu'il soit rarement mentionné, un site de réseautage social tel que MySpace joue ainsi un rôle considérable vis-à-vis de la constitution d'une nouvelle scène musicale, au sein de laquelle une génération d'artistes noue des relations transnationales en totale rupture avec les règles des industries culturelles qui se sont développées dans la région, en particulier depuis l'essor des chaînes télévisées commerciales.

A ceux qui en douteraient, la place prise dans les événements tunisiens par le rappeur tunisien El General,



Photo montage Julie Sefrioui

mais tout aussi bien l'incroyable créativité artistique dont ont témoigné les rassemblements de la place Tahrir au Caire⁷, révèle la nature politique que peut prendre, aussi, cette production. A l'évidence, on est loin de posséder des certitudes quant au rôle qu'ont pu jouer les réseaux sociaux dans les bouleversements du Printemps arabe. Toutefois, s'il est imprudent de parler de «révolution Twitter» ou Facebook, les «origines culturelles numériques» des révolutions arabes n'en sont pas moins réelles. A côté des légitimes questionnements que l'on peut développer sur le potentiel d'Internet en tant qu'outil de communication capable de révéler des réalités trop longtemps cachées à la connaissance des populations, ou même en tant que vecteur de mobilisations susceptibles de créer de nouveaux rapports de force sur le terrain, il faut ainsi certainement s'interroger sur les conséquences politiques de la constitution par cette génération des «natifs du numérique» d'un nouvel espace public de dialogue et d'échange.

Il y a certainement de la naïveté à croire que l'éclatement en chaîne de révolutions est la nécessaire conséquence de la formidable explosion quantitative des réseaux sociaux

dont le rôle ne peut être que très marginal sur le terrain de la confrontation politique directe. Pour autant, le rôle des pratiques numériques ne doit pas être sous-estimé dès lors qu'il s'agit de forger, dans un environnement radicalement transformé, de nouvelles identités connectées à des plateformes collectives où les expressions individuelles peuvent entrer en interaction pour œuvrer à la définition d'un projet social collectif ■

1 <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>

2 Voir les rapports arabes sur le développement humain publiés depuis 2002 par l'UNDP : <http://www.arab-hdr.org/>

3 Voir, entre autres exemples, Bukhart Grey E. and Older Susan, *The Information Revolution in the Middle East and North Africa*, Rand Foundation, 2003, http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/2005/MR1653.pdf

4 «Wael Ghonim, nouvelle icône de la révolution égyptienne», *Le Monde*, 9 février 2011 (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/wael-ghonim-nouvelle-icone-de-la-revolution-egyptienne_1477199_3218.html ; avec des extraits vidéo d'entretiens sur la chaîne égyptienne Dream)

5 Droz-Vincent, Ph., *Moyen Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, Presses universitaires de France, 2004

6 L'expression est du Syrien Durayd Lahham, vedette aujourd'hui vieillissante de la scène artistique arabe

7 Voir le dossier «Signs of the Times : the Popular Literature of Tahrir», réalisé par la revue *ArtoEast* : <http://arteeast.org/pages/literature/641>

GENÈSES DU CYBER-ACTIVISME AU MAROC

Dire que le 20 février est une pâle copie des mouvements tunisien et égyptien serait réducteur et le considérer comme une émanation propre du contexte marocain serait anachronique. Quelles sont les filiations, d'idées, de communautés et de pratiques qui ont préfiguré le cyber-activisme au Maroc ?

Par Driss Ksikes
Ecrivain et journaliste, Cesem-Hem

Si l'année 2001 est notoirement réduite à une date et un lieu, très peu savent que quelques jours plus tard, de ce côté-ci de l'Atlantique, à Barcelone, plus de 50 000 protestataires transnationaux débattaient pour «apprendre à faire la politique autrement». Les plus farouches envisageaient pour la première fois le réseau et le partage en ligne comme outils de mobilisation contre un néolibéralisme dominant, producteur d'inégalités sociales. Dans l'intervalle, les représentations médiatiques, partiales de nature, ont davantage reflété les peurs identitaires de chacun que les archaïsmes politiques et économiques qui généraient de grosses frustrations chez la plupart.

Aujourd'hui, nous réalisons, dans un Maroc aliéné par des obsessions mondialisées (un affairisme obscène, une personnification excessive de l'autorité, une lutte zélée contre le terrorisme), que les «cellules dormantes» n'étaient pas toujours là où les représentations classiques les soupçonnaient. Au contraire, elles se terraient dans mille et une localités et pointaient du nez, progressivement, ici et là, sur le terrain social et dans les nouveaux médias.

Loin d'être mortelles, comme celles réputées d'Al Qaïda,

les cellules de cyber-activistes s'avèrent in fine vivifiantes, source d'un dynamisme nouveau et, pour certains, forcément angoissant. Au Maroc, la rupture n'est pas vraiment à l'ordre du jour, loin s'en faut, mais cela crée une brèche dans le mur du conformisme. Explorons ensemble les ressorts et origines, idéelles et sociétales, de cette génération connectée dont même les observateurs les plus aguerris ont sous-estimé l'exaspération politique et la ferme volonté de changement.

La délation positive et la révolution technique

Le 28 juillet 2007 peut être considéré comme la date de naissance du cyber-activisme au Maroc. Ce jour-là, un sniper, anonyme, surgit de nulle part dans le bourg perdu de Targuist, met à nu deux gendarmes en train de se faire graisser la patte sur Youtube. Au bout de trois vidéos postées, le nombre de visiteurs cumulés dépasse les 500 000. Les commentaires dans la presse et les relais à l'international donnent, pour la première fois au Maroc, à une affaire née sur le web, la dimension d'une actualité qui indignent.

«C'est devenu un réflexe chez moi, à chaque fois que je marche et perçois un acte non éthique de la part d'un agent

d'autorité, je le filme et le poste illico presto», témoigne un des initiateurs du 20 février. L'acte fondateur de Targuist a favorisé un nouveau réflexe : le contournement des médias classiques pour s'insurger contre l'arbitraire né dans le quotidien des gens. Et pour cause, deux années plus tôt, trois avocats de Tétouan ont été radiés du barreau pour avoir dénoncé, dans la presse, la corruption qui gangrénait l'appareil judiciaire. Moralité : la non-protection des gorges profondes et autres citoyens vertueux, sources fiables d'information, a ouvert la voie à une génération de délateurs voyeurs, servis par un outil technique à l'effet multiplicateur.

En Egypte, le point de départ a été quelque peu similaire. Leur sniper s'appelle Khalid Saïd. Contrairement au jeune homme rusé de Targuist, il s'est fait repérer et tabasser à mort par l'agent qu'il avait pris en flagrant délit. Particularité égyptienne, son statut de martyr a eu un effet cyber-mobilisateur. En effet, la page fédératrice créée par Wael Ghonim portait le nom symbolique de «Nous sommes tous Khalid Saïd». Comme avec Bouazizi en Tunisie, le fait d'ériger une victime en symbole a donné des ailes aux révolutionnaires. Or, si le sniper de Targuist, toujours non identifié publiquement, n'a pas connu le même sort, l'indignation inspirée par son acte au Maroc n'a pas eu, non plus, les mêmes suites. Il demeure juste l'auteur mystérieux d'un acte fondateur.

Aujourd'hui, la mire des snipers est reprise comme mascotte symbolique dans les messages de cyber-activistes marocains, bien relayés par le site Mamfakinch. Conçu comme un «média citoyen» par un groupe de bloggeurs et militants marocains, d'ici et d'ailleurs, ce support électronique est en passe de se transformer en agence de presse alternative. Inspirée d'Indymedia, réseau indépendant créé en 1999 à Seattle, transformé aujourd'hui en «multinationale alternative d'information», cette nouvelle génération de sites activistes se veut être «un moyen radical, fidèle et passionné de dire la vérité».

Vous l'avez compris, sans que le lien soit organiquement ou idéologiquement établi, la logique du sniper résume une part de l'héritage 20 février : prendre des risques pour révéler des vérités douloureuses, occultées par l'Establishment, au plus grand nombre.

Contre le diktat de la pensée unique

L'autre acte, porteur de germes de cybersion, date du 13 septembre 2009. Un groupe d'internautes, dont une petite poignée se côtoyaient dans la ville, décident suite à une série de débats par Internet de créer le groupe MALI¹ et appeler à un déjeuner public durant le mois de Ramadan. Motif affiché sur la page Facebook, «lutter contre la politique de la peur et pour les libertés individuelles». Ceci annonce le deuxième



ALIC Press

Au Maroc, la rupture crée une brèche dans le mur du conformisme

acte de naissance du cyber-activisme au Maroc, vu que les «jeunes téméraires» du MALI ont été les premiers à faire irruption dans le réel suite à une concertation virtuelle.

Certes, leur appel initial, anticonformiste, n'a pas mobilisé les foules mais il a été annonciateur de deux ruptures, déjà enclenchées ailleurs. La première concerne le passage d'une génération de «spectateurs passifs de la télévision» à celle d'utilisateurs actifs de réseaux sociaux». Khaled Hroub, l'un des spécialistes des médias arabes, résume bien cette mutation : «Si Al Jazeera fait rentrer les gens chez eux pour regarder la révolte des autres, Facebook les fait sortir de chez eux pour qu'ils se révoltent eux-mêmes»².

La deuxième rupture, plus déterminante encore, concerne la possibilité de transformer un outil de loisir³ en arme de mobilisation massive. Il est d'ailleurs édifiant de noter que le noyau des MALIens d'origine a fait partie des premiers initiateurs du groupe «Mouvement du 20 février» sur le net. Leur lien généalogique avec le mouvement ne s'arrête pas là. En plus d'en représenter le noyau libéral voire «libertaire», ils ont été les premiers, en décembre 2009, à politiser les groupes de discussion des facebookiens, à travers le groupe contestataire «Nous sommes tous des 9%» - en riposte aux 91% favorables au bilan de dix ans de règne⁴ - et à rendre le dialogue avec le roi, sans intermédiaire, envisageable. Il est intéressant d'ailleurs de noter qu'un noyau de cyber-activistes, initiateurs du 20 février, ont baptisé leur premier groupe sur Facebook, en janvier 2011, «Des Marocains en dialogue avec le roi». Ces micro-aménagements d'un contre-espace public⁵

montrent qu'il s'agit d'une génération décomplexée par rapport au rejet de l'autoritarisme et rétive au diktat des technocrates et experts, dont ils jugent les avis «mièvres, modérés ou neutres». Normal, selon le sociologue Carl Lazarsfeld, «les messages des «sources expertes», ceux que diffusent médias ou agents institutionnels, font moins autorité... C'est par et dans l'activité conversationnelle quotidienne que les acteurs inventent, constituent ou adaptent l'équipement symbolique nécessaire à leur accomplissement de la vie sociale».

Evidemment ceci montre qu'il y a, dans les gènes du cyber-activisme marocain, un désir profond de liberté. Comme il explique, vu sa charge subversive, le rejet violent qu'il subit au nom d'un «conformisme zélé», bien distillé dans la société.

La politique autrement

Il serait bien évidemment illusoire, au Maroc, de penser que la sève «libérale», séculaire, suffirait pour que l'activisme né sur les réseaux sociaux crée des vagues sur le terrain. Le passage à l'acte proprement dit des cyber-activistes



AIC Press

Les jeunes incarnent un air du temps teinté d'individualisme

marocains, ils le doivent, indéniablement, aux préalables tunisien et égyptien. Dans le tâtonnement suivant le 14 janvier libérateur de Carthage, le coup d'envoi cybernétique de la mobilisation marocaine a été timidement donné par un groupe baptisé «Notre heure a sonné, Marocains». Quelques jours plus tard, le 28 janvier, à peine rentré d'une

manifestation pro-printemps égyptien à Rabat, l'un des jeunes cyber-activistes, Oussama El Khlifi, poste à 21h15 sur son mur Facebook le premier appel franc à dégainer : «Le 27 février, jour de la colère marocaine»⁶.

Au demeurant, une constellation d'activistes anonymes sur le net lancent sur Facebook toujours un forum sous forme d'injonction : «Mouvement liberté, et démocratie, maintenant». Puis, le 30 janvier, pour éviter l'effet de dispersion, Saïd Benjebli, président de l'Association des Bloggeurs Marocains (ABM), invite, en tant qu'administrateur, tout le monde à fusionner dans la page

UNE GÉNÉRATION RÉTIVE AU DIKTAT DES EXPERTS ET TECHNOCRATES

fédératrice «Mouvement du 20 février, le peuple veut le changement». Nous assistons, alors, à une opération de courtage qui, comme l'explique le sociologue Lilian Mathieu, «facilite l'usage combiné de ressources présentes dans différents sites, et crée de nouveaux acteurs collectifs potentiels».

S'agit-il, à l'arrivée, d'un mimétisme pavlovien de cyber-marocains disparates ou d'une volonté de se révolter, justifiée socialement et politiquement ? Les deux à la fois, sans doute. En jetant un coup d'œil sur le profil des premiers administrateurs des pages de mobilisation, et sur les activistes réunis en conclave, du 8 au 20 février, dans un quartier général physiquement identifié à Rabat, vous retrouvez un beau mix : de jeunes citoyens, non encartés, désabusés par la corruption du système, de jeunes activistes affiliés à des associations de gauche, des «fils» et «filles» de révolutionnaires déçus, prêts à prendre «la revanche de papa», de jeunes diplômés, qui refusent de s'identifier aux «chômeurs», de rares islamistes dont une poignée en rupture de ban avec leur structure d'origine, des militants de tous bords, qui ont affûté leurs armes à l'université, et de jeunes journalistes et professionnels des métiers de la communication, trop conscients qu'une liberté offerte puis confisquée obscurcit l'horizon du changement.

Tous incarnent, à des degrés divers, un air du temps, teinté



AIC-Press

Dans son ADN, le cyber-activisme marocain bataille pour une pratique plus horizontale

d'individualisme et de volonté de reconstruire le lien social, symboliquement résumé par ce manifestant européen : «Je suis là, mais je n'attends rien des partis, alors je lutte des classes». Chaque individu, conscient des limites des partis et du devoir de réduire le fossé social avec les classes dominantes, s'insurge à sa manière. Cette défiance des structures d'intermédiation, dont l'inspiration provient de l'alter mondialisme et de la blogosphère, a trouvé son écho au Maroc dans deux épisodes annonciateurs du 20 février.

La première date du 25 mai 2009, quand l'ABM lance un manifeste invitant les bloggeurs marocains à recenser dans leurs productions électroniques tous les cas de fraude électorale dont ils auraient connaissance. Le but affiché : «consolider le contrôle du citoyen sur la scène politique». Le second épisode, beaucoup plus récent, est la création d'une série de pages Facebook, fort suivies, dès le mois de décembre 2010, sur le thème «partis fantoches, ras-le-bol». Initiés par des internautes, plus tard actifs dans l'administration virtuelle du 20 février, les pages évoquent successivement «la vacuité des querelles PJD-PAM», «l'éventuelle création d'un parti de jeunes», et bien d'autres joyusetés signifiant qu'un remue-méninges, spontané pour certains, orchestré pour d'autres, avait lieu dans la société. Derrière ce bric-à-brac, un message subliminal : «Difficile de le dire dans les structures ayant pignon sur rue, cette mascarade politique ne peut plus durer». Dans son ADN, le cyber-activisme, au Maroc comme ailleurs, bataille pour une pratique politique autre, plus horizontale, plus participative, moins cloisonnée.

So what ?

Ces premiers constats historiques sur les cyber-activistes au Maroc permettent au moins d'avancer trois hypothèses :

- 1- Les généalogies possibles, sociologiques, politiques et militantes, du 20 février, sont loin d'être monolithiques, non réductibles à une idéologie organisée et formatée ou à un habitus social, associatif, scolaire ou familial. Cette diversité le renforce-t-elle ou l'affaiblit-elle ?
- 2- L'appropriation des modes de contestation mondialisés se fait au Maroc dans une sorte d'entre-deux institutionnel, où la sortie d'autoritarisme est envisageable mais le maintien de l'arbitraire non exclu. Ce dandinement n'est-il pas inhibiteur pour des activistes en quête de ruptures nettes ?
- 3- Il y a chez la plupart des initiateurs du mouvement, le sentiment diffus que les nouveaux médias peuvent aider à créer de nouveaux rapports de pouvoir ou du moins une nouvelle culture d'interaction politique. Entre ce qu'ils croient possible et ce que les rapports de force rendent possible, comment mesurer le hiatus ? ■

1 Mouvement Alternatif des Libertés Individuelles

2 Lors des Rencontres «Sous le signe d'Ibn Rochd», Rabat, Avril 2011

3 Selon la dernière étude sur les usages sociologiques d'Internet dans le monde, l'achat représente 56% et le divertissement 20% (Cairn, 2007)

4 Numéro interdit de TelQuel, août 2009

5 Notion créée par Nancy Fraser, en riposte à la conception bourgeoise de l'espace public chez Jürgen Habermas

6 Après plusieurs tractations, et afin de contrer les sceptiques et autres adeptes de la théorie du complot, rappelant que le jour annoncé coïncide avec l'anniversaire de la RASD, la date du 20 février est retenue

LES MUTANTS

Par Reda Allali

Chanteur du groupe Hoba Hoba Spirit, chroniqueur

L Le dimanche 20 février au matin, les Marocains ont découvert sur les écrans d'Al Jazeera une nouvelle race de jeunes compatriotes. Ils connaissaient déjà bien les contestataires classiques du régime : en vrac, des islamistes, des gauchistes, des berbéristes. Mais ce matin, tout ce petit monde était encadré par des jeunes dont l'existence ou la possibilité d'existence était jugée aberrante par le plus grand nombre. Au point que certains ont sincèrement douté qu'ils soient réels. Mais qui sont ces gamins capables de défier le régime à visage découvert et qui, par leur seule initiative, osent une comparaison entre le régime marocain et ses homologues tunisien ou égyptien ? Réponse : des mutants. Des gens qui n'ont pas connu Hassan II, c'est un détail important. On ne leur a pas répété durant leur enfance «dkhoul sou9 rassek» - comprenez : «Occupez-vous de vos affaires» - ; on leur a même demandé récemment avec insistance de se mêler de politique. On ne leur a pas expliqué que le conflit du Sahara devait renvoyer toute revendication à une date ultérieure, élections comprises. La Marche verte se résume trente-six ans plus tard à des chansons patriotiques fanées et un «problème du Sahara» toujours là, loin d'être réglé. Ils n'ont pas connu

**CES JEUNES
N'ONT PAS
CONNU
HASSAN II,
C'EST UN
DÉTAIL
IMPORTANT**

les tentatives de coup d'Etat, ni les soulèvements populaires dramatiques. L'argument de «la stabilité avant tout» ne les touche pas : ils n'ont connu que la stabilité, trop de stabilité... Nous parlons de jeunes pour qui l'Internet, l'instantanéité, la mondialisation ne sont pas des nouveautés ; ils ont grandi en intégrant ces données dans tous leurs comportements... Ils se considèrent comme des citoyens de la planète et ne comprennent pas pourquoi leur situation de Marocains - avec sa fameuse exceptionnalité supposée - devrait les condamner à moins de liberté. Leur référentiel, c'est le web, qui autorise des prises de positions très audacieuses. Lorsqu'on passe ses journées sur

la toile à participer à des forums libres, il est assez étrange de revenir dans le monde réel et de constater qu'un journal a été saisi pour avoir fait état d'un sondage accordant 91% d'opinions favorables au roi. Issus de fratries restreintes, les jeunes manifestants ont une conscience aiguë de l'individu et de sa dignité. Un sentiment qu'ils partagent avec les autres peuples arabes : le besoin de retrouver sa fierté. Cette (re) prise de la parole par la rue arabe s'est faite dans la créativité. Il y a bien sûr des concepts importés, comme le vocable «dégage» qu'il faudra intégrer à la langue arabe rapidement, mais il y a aussi des créations locales : la désormais célèbre chaussure balancée à la figure du leader qui apparaît sur écran géant - préalablement marquée au nom du lanceur pour la récupérer par la suite... ; la pancarte de la place Attahrir : «Moubarak, dégage, j'ai mal à la main», tenue à bout de bras par un manifestant exténué et insolent ; au Maroc, cet écriteau très subtil où on peut lire en caractères énormes «Vive le roi», et en plus petit «et nous voulons nous aussi vivre avec toi...». Cette fierté arabe retrouvée, c'est aussi celle de constater qu'une génération qu'on disait apolitique et démobilisée s'est révélée bien plus audacieuse qu'on ne le pensait ■

LE MANAGER

LA LUTTE DES PLACES AU FÉMININ

Ambivalences du salariat féminin

Par Kamal Mellakh

Vulnérabilité des femmes sur le marché du travail

Par Rajaa Mejjati Alami

L'entreprise, une école

Par Brahim Labari

Féminisation et précarisation : cas du textile

Par Leila Bouasria

Témoignage d'un chasseur de têtes

Par Essaid Bellal

Emirats, compétences et préjugés

Par Imane Bentouet, Ahlame Rahmi

Lobbying, des quotas à la parité

Par Laetitia Grotti

Le pouvoir commercial des Nanas Benz

Par Nezha Alaoui M'Hamdi

PORTRAITS

Par L. Bouasria, C. Marot, A. Mouaddine, C. Minalai

CHRONIQUE

Par Driss C. Jaydane

LA LUTTE DES PLACES AU FÉMININ

EN BREF

Dossier coordonné
par Caroline Minalai
Enseignant-chercheur, Cesem-Hem

Démarrée dans les années 40, l'intégration des femmes marocaines dans le monde du travail n'est pas, comme le montre Kamal Mellakh, sans ambivalences ou contrastes. Les défis de l'équité et de l'égalité, mis à l'épreuve des chiffres par Rajaa Mejjati, demeurent toujours d'actualité. Mais les chiffres seuls ne suffisent pas à décrypter une réalité ; l'entreprise décrite par Brahim Labari peut aussi devenir un lieu d'apprentissage et ce, malgré le statut précaire des ouvrières casablancaises rencontrées par Leila Bouasria. Au-delà de la situation des ouvrières, le témoignage d'Essaid Bellal, chasseur de têtes, contribue à prouver que les mentalités évoluent de manière sensible, notamment en ce qui concerne le recrutement de hauts potentiels féminins. Les femmes s'organisent d'ailleurs de plus en plus en réseaux et entament, à la faveur du Printemps arabe, un travail de lobbying que décrypte Laetitia Grotti. Mais c'est finalement parfois l'exemple qui montre le mieux la voie à suivre : qu'il s'agisse de l'entrepreneuriat féminin si actif en Afrique de l'Ouest que présente Nezha Aloui ou des différents parcours de femmes que nous avons rencontrées.

La lutte des places au féminin

AMBIVALENCES DU SALARIAT FEMMININ



Soixante-dix ans après son apparition, la femme salariée jouit toujours d'un statut social problématique et controversé. Retour sur des contours ambigus et des évolutions contrastées.

Par Kamal Mellakh
Sociologue, faculté des Lettres et des Sciences humaines, université Hassan II, Mohammédia

L'état de connaissance actuel sur le salariat féminin au Maroc est fragmentaire et partiel à cause du déficit de données officielles et de la rareté des études fines et ciblées sur la question. Il sera donc très ambitieux de prétendre dresser une vue exhaustive sur la situation des femmes marocaines exerçant un travail rémunéré et encore moins sur les conditions sociales et professionnelles d'exercice de ce travail. L'entreprise est d'autant plus compliquée que les situations des femmes qui travaillent sont fortement contrastées en fonction de leurs caractéristiques individuelles (qualifiées ou non qualifiées...), de leurs situations familiales et des types d'emploi occupés.

Notre contribution vise à mettre en évidence, d'une manière très sommaire, les contours ambigus et les évolutions contrastées du salariat féminin au Maroc. Elle cherchera plus à donner un aperçu sur l'ambivalence de la condition sociale de la femme salariée dans une société en mutation. Alors que les femmes représentent aujourd'hui au Maroc le quart de la population active et que leur participation dans les sphères de production paraît déterminante pour l'essor économique et social du pays, leur inscription dans l'espace salarial est marquée par des avancées et des reculs. Le statut social de la femme salariée demeure au Maroc assez problématique et controversé.

LE STATUT SOCIAL DE LA FEMME SALARIÉE DEMEURE CONTROVERSÉ

Tout se passe comme si le travail rémunéré reste au Maroc lié à un modèle culturel qui ne permet pas d'affirmer un statut social propre à la femme salariée. De multiples contrastes pèsent lourdement sur la situation des femmes marocaines exerçant un emploi : contraste entre le travail rémunéré censé être un moyen d'émancipation et d'autonomie et la famille qui continue à maintenir les rôles sexués, contraste entre l'accès massif des femmes aux certificats et aux diplômes et leur éloignement des postes de responsabilité et enfin contraste entre le principe d'égalité de genre proclamé dans les lois (Code de travail,

Code de la famille...) et la persistance des inégalités de sexes dans les réalités professionnelles et sociales.

Montée de la visibilité sociale du salariat féminin

Le travail rémunéré des femmes peut être considéré comme un des faits sociaux les plus importants et les plus profonds qu'a connu le Maroc moderne. L'entrée d'une fraction des femmes marocaines au salariat remonte à la fin des années quarante lorsque le Maroc a connu un fort exode rural et l'amorce d'un mouvement irréversible d'industrialisation et de modernisation de l'appareil productif. Les enquêtes réalisées par R. Montagne pendant le protectorat attestent de la naissance du prolétariat marocain (y compris le prolétariat féminin) dans des conditions assez particulières¹. En fait, l'histoire de l'intégration des couches populaires féminines dans le salariat reste à faire pour mieux comprendre la construction sociale et historique de la catégorie sociale «des femmes salariées» en tant qu'invention moderne. La colonisation avait éjecté une partie des femmes dans le salariat pour répondre aux besoins du capitalisme naissant et des modes de production moderne. A Casablanca, le patronat a employé très tôt les femmes comme ouvrières exerçant dans des conditions assez difficiles. L'essentiel de cette main-d'œuvre féminine a été constitué par des femmes saisonnières tributaires de la demande des entreprises. Les femmes salariées étaient certes minoritaires dans les hauts lieux du travail ouvrier naissant au Maroc (Carrières Centrales à Casablanca, mines de Khouribga et Jrada...) mais leur participation à la dynamique de transformation d'une fraction des couches populaires marocaines en prolétaires ne doit pas être occultée². Si la venue de la femme prolétarienne sur la scène économique nationale remonte à la période coloniale, le développement quantitatif de travail féminin salarié s'est opéré essentiellement après l'indépendance sous l'effet de la progression de la scolarisation féminine. Il faut rappeler que, sous le protectorat, la scolarisation féminine a été très lente et par conséquent la participation des femmes au salariat n'a pas été très massive. Après l'indépendance, l'école s'est ouverte aux masses citadines (y compris les filles) favorisant des mutations qualitatives dans l'emploi féminin : augmentation du nombre des emplois féminins, féminisation de certains groupes de professions traditionnellement masculins... L'un des effets de l'évolution qualitative du salariat féminin réside dans le fait qu'il est devenu socialement admis qu'une femme diplômée travaille. C'est ainsi qu'on a vu émerger massivement la figure sociale de «la femme



DK

L'articulation entre famille et travail devient source de conflit, de fatigue et de stress

cadre diplômée du supérieur»³. Cette figure inédite dans la société marocaine a joué un rôle moteur dans la visibilité sociale et professionnelle de la femme. Cette visibilité s'est accrue avec la féminisation d'un nombre croissant d'emplois notamment ceux liés à l'enseignement, à la santé et à l'administration. Sur le plan social et professionnel, la figure de «la femme cadre diplômée de l'enseignement supérieur» s'est progressivement instituée comme figure attractive dans l'imaginaire scolaire des lycéennes qui ont pris d'assaut, dans une poussée spectaculaire, l'université durant les années 70 et 80⁴. Le processus de la massification des effectifs d'étudiants a favorisé l'émergence d'une proportion non négligeable des femmes salariées qualifiées et diplômées.

Des femmes salariées à bout de souffle

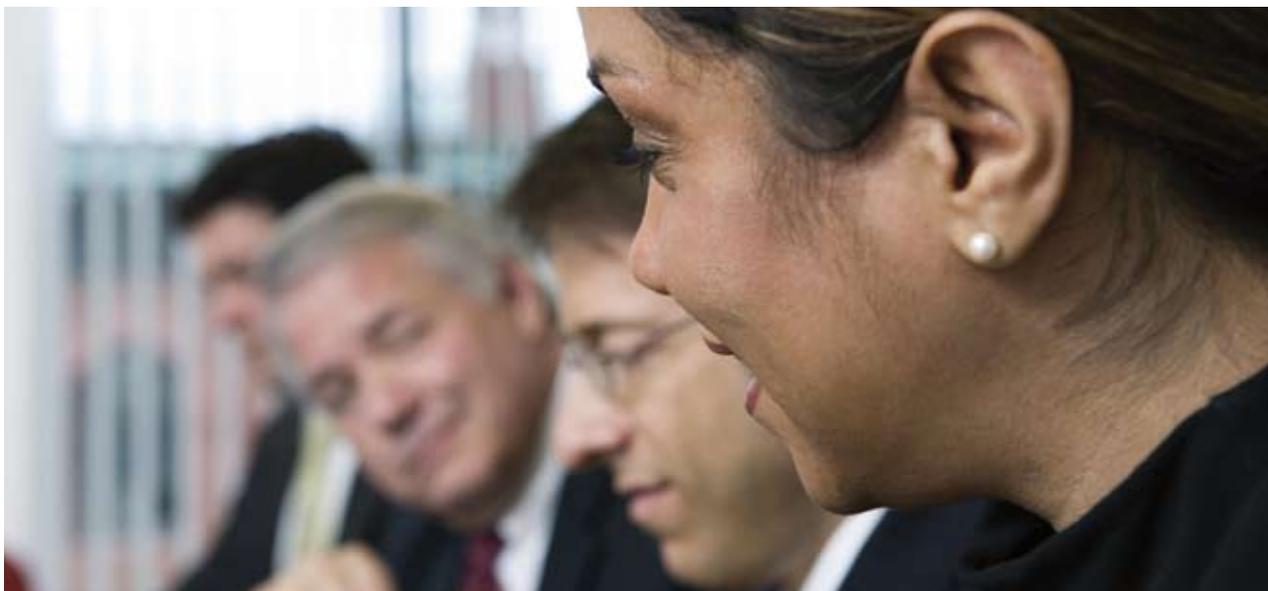
L'évolution quantitative de salariat féminin ne doit pas occulter les déséquilibres qualitatifs qui rendent la situation des femmes dans le salariat assez fragile à cause de plusieurs facteurs : le sous-emploi, la précarité du statut professionnel, la persistance des discriminations sous plusieurs formes (salariale, de traitement, de promotion...). Les statistiques officielles sur l'emploi et le chômage mettent au grand jour la vulnérabilité des

femmes face à l'accès au salariat. Le chômage touche plus les femmes, quel que soit leur niveau d'instruction. Pire encore, «plus le niveau scolaire des femmes est élevé, plus elles subissent une discrimination pour accéder à l'emploi»⁵.

D'autres évolutions contradictoires du salariat féminin méritent d'être soulignées au regard des statistiques disponibles⁶ : la baisse du taux d'activité féminin, le recul de la salarisation, la montée des formes d'emplois précaires. A l'exception d'une proportion de femmes salariées concentrées dans les zones urbaines, les emplois féminins sont globalement au Maroc marqués par une basse qualification et par un haut niveau de précarité. Il est donc à noter que l'inscription des femmes dans l'espace salarial se fait dans un contexte d'évolutions contradictoires de l'emploi et du marché de travail.

D'un point de vue sociologique, le salariat féminin constitue un indicateur assez significatif pour scruter la portée et les limites des changements qui touchent la société marocaine. Il ne sera pas exagéré de le considérer comme un des principaux points de cristallisation de la négociation des valeurs sociales d'hier et d'aujourd'hui dans la société marocaine. D'une manière assez caricaturale, on peut dire que toute la question ici est de savoir si le salariat





DR

Le salariat féminin fonctionne-t-il comme un moyen d'émancipation ou comme une simple nécessité matérielle ?

LES ÉTUDES LAISSENT ENTREVOIR UNE IMAGE DE FEMMES SALARIÉES À BOUT DE SOUFFLE

féminin fonctionne comme un moyen d'émancipation et d'autonomie ou comme une simple nécessité matérielle permettant d'accroître le niveau de vie des ménages ? Le salariat féminin a-t-il impulsé de nouvelles dynamiques au niveau des rôles de sexes au sein de la famille et de la société ? Le vécu sociétal du salariat féminin relève tellement de logiques sociales complexes qu'il est sans aucun doute difficile de livrer des réponses uniques à ces questions. Cependant, les études et enquêtes réalisées à ce sujet laissent entrevoir une image de «femmes salariées à bout de souffle». Les obstacles que les femmes affrontent dans l'affirmation de leurs rôles et statuts de salariées demeurent nombreux dans un environnement social marqué par la domination masculine. La majorité des hommes (85%) estiment que le travail de la femme au sein du foyer est plus important que celui qu'elle peut exécuter à l'extérieur de la maison⁷. Aussi, l'articulation entre famille et travail devient souvent source de conflit, de fatigue et de stress chez les femmes salariées. De

même, le regard social dépréciateur et suspicieux de la société vis-à-vis des femmes salariées vivant seules est toujours vivace. Dans le lien marital, le salaire féminin est à la fois source de tensions et objet de négociation et de recomposition des rôles conjugaux⁸. Les femmes salariées, au-delà de la pluralité de leur condition et statut social, se trouvent ainsi au cœur de dynamiques sociales ambivalentes. Mais leur appropriation de l'espace salarial est un mouvement irréversible qui contribue amplement à engendrer des changements progressifs, à donner un contenu nouveau au statut social de la femme et à redéfinir les rapports de genre dans une société en mutation ■

1 Montagne R., Naissance du prolétariat marocain, Peyronnet, Paris, 1950
2 Baron A. M., La femme dans le prolétariat marocain, Masse ouvrière, n° 118, avril 1956

3 Mellakh K., «Femmes cadres diplômées dans la fonction publique au Maroc» in Femmes diplômées du Maghreb - L'accès à l'emploi et aux postes de responsabilité en question, sous la coordination de Mohamed Benguerna, les cahiers du CREAD (Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement), n° 74, 2005

4 Mellakh K., «L'expansion scolaire et universitaire au Maroc : aspects et enjeux» in Etudiants et diplômés maghrébins en devenir dans les sociétés en mutation : trajectoires d'insertion et itinéraires migratoires, sous la direction de V. Geisser et S. Bensedrine, éd. CNRS, Paris, 2000

5 Zerari H., Evolution des conditions de vie des femmes au Maroc. Rapport thématique pour le Cinquantenaire du Développement Humain (En ligne : <http://www.rdh50.ma/fr/pdf/contributions/GT2-7.pdf>)

8 Bouasria L., Négociation de rôles conjugaux au prisme du salariat féminin : le cas des ouvrières casablancaises. Thèse de Doctorat, faculté des Lettres et Sciences humaines, département de sociologie, Rabat, année universitaire 2009-2010

VULNÉRABILITÉ DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Taux d'activité, taux de chômage, discriminations tant salariales qu'à l'embauche... Autant de différences constatées entre les hommes et les femmes face à l'emploi. Tour d'horizon d'un marché du travail encore réfractaire au deuxième sexe.

Par Rajaa Mejjati Alami
Economiste et consultante

La situation des femmes sur le marché du travail représente un enjeu important du développement humain compte tenu de son impact à la fois sur la croissance et le développement. Cette position ne renvoie pas uniquement à leur situation professionnelle ; elle renseigne aussi sur la place des femmes dans la société, et ceci en raison de l'enchevêtrement entre les logiques sociale, économique et culturelle qui sont au cœur du travail des femmes. Pour apprécier cette situation, un certain nombre d'indicateurs peuvent être explorés : l'accès des femmes à l'emploi et le chômage qui les affecte, les statuts sous lesquels elles sont mobilisées, les secteurs d'activités dans lesquels elles sont les plus nombreuses - souvent les plus soumis à l'informatisation - et leur présence dans le secteur informel.

Des avancées sur le plan juridique.

Le Maroc a ratifié nombre de conventions internationales allant dans le sens de la non-discrimination au travail entre les hommes et les femmes, dans l'objectif d'harmoniser l'arsenal juridique avec les instruments internationaux et notamment la CEDAW. De même, des réformes sont introduites par le Code du travail (2004) qui précisent les conditions de travail et les améliorations dans l'accès à l'égalité entre hommes et femmes.



DR Les femmes sont plus concernées par l'emploi dans les secteurs saisonniers

Activité et chômage

Depuis les années 90, la tendance à la montée des taux d'activité des femmes est révélatrice d'une avancée des normes sociales qui régissent le comportement vis-à-vis de leur travail. Reste que leur participation au marché du travail demeure limitée et les écarts selon le genre apparaissent encore profonds. En 2009, le taux d'activité des hommes est de 75,3% ; il n'est que de 25,8% pour les femmes (Objectifs du Millénaire pour le développement - OMD 2009), ce qui signifie qu'un actif sur quatre seulement est une femme.

Au niveau de l'emploi, les écarts sont encore importants. Le taux d'emploi des femmes au niveau national est estimé à 24,4% (contre 68,7% pour les hommes), avec des écarts plus prononcés dans le milieu urbain (15,5% seulement contre 61,6% pour les hommes).

Les écarts entre hommes et femmes se retrouvent également quand on aborde les situations de chômage. En dépit d'une féminisation de la population active, les

T1 STRUCTURE DE L'EMPLOI (EN %) SELON LE STATUT PROFESSIONNEL ET LE SEXE

Statut professionnel	Total	Hommes	Femmes
Salarié	45,8	49,5	35,6
Indépendant	25,9	30,0	14,4
Employeur	2,7	3,3	0,9
Aide familiale	23,3	14,3	48,2
Apprenti	0,7	0,9	0,3
Associé/membre de coopérative	1,5	1,9	0,5
Autres situations	0,1	0	0,1
Total	100	100	100

Source : HCP, 2009

femmes sont plus fortement et plus durablement touchées par le chômage que les hommes ; un chômage qui résiste plus à la reprise économique, révélant ainsi de plus grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail. En 2009, le taux de chômage urbain est de 19,8% pour les femmes contre 12,1% pour les hommes¹.

Par ailleurs, le chômage continue à affecter particulièrement les jeunes femmes entre 25 et 34 ans, plus particulièrement dans le milieu urbain. Le taux relatif à cette catégorie est supérieur aux autres tranches d'âge et à la moyenne nationale. Or, c'est dans cette catégorie que le chômage est le plus préoccupant, là

LA PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL DEMEURE LIMITÉE

où le taux d'occupation est traditionnellement élevé. Il faut ajouter que les taux de chômage croissent avec les niveaux d'instruction, en particulier pour les diplômées du supérieur qui trouvent plus de difficultés à accéder au marché du travail. Au-delà, l'accès des femmes au marché du travail se heurte aussi à des normes sociales et des logiques de genre qui font que le chômage des femmes est plus toléré socialement que celui des hommes.

La promotion dans l'emploi

Une tendance positive montre que les femmes accèdent de plus en plus à certains postes élevés de la hiérarchie professionnelle. L'instruction a contribué à améliorer l'accès des femmes à des emplois plus qualifiés. Cependant, l'importance du chômage des diplômées du supérieur demeure révélateur d'une sous-représentation dans certains secteurs et aux postes décisionnaires. En 1985, 83% des femmes diplômées du supérieur trouvent un emploi, alors qu'en 2001, elles ne sont plus que 47%. La ségrégation verticale révèle que les possibilités d'accès à des postes élevés de la hiérarchie professionnelle restent limitées. Et cela est vrai pour le secteur privé comme pour le secteur public. En effet, malgré l'augmentation du nombre de femmes diplômées du supérieur, la faiblesse des postes occupés dans les fonctions de direction et de décision au niveau des instances étatiques demeure prégnante. Les femmes qui ont accédé au gouvernement sont passées de trois en 1993, à sept en 2007 pour retomber à cinq en 2009, soit seulement 15% de l'ensemble des ministres. Les femmes sont aussi présentes au Parlement où elles représentent 10,5% du total contre 0,7% en 1997.

Des emplois précaires

Au-delà du chômage, une analyse plus détaillée des tendances du marché du travail pour les femmes montre que c'est la précarisation de leurs conditions de travail qui prévaut. Le statut dans l'emploi et la concentration des femmes dans certaines branches et secteurs, sont des indicateurs de cette précarité.

Le premier tableau indique que les aides familiales non rémunérées concernent plus les femmes que les hommes. En revanche, le salariat - qui signifie en principe protection, stabilité et régularité des revenus - représente moins de la moitié des travailleurs et concerne davantage les hommes que les femmes (45,9% des hommes et 35,6% des femmes). Les femmes participent moins à l'activité à titre d'employeur. Ce statut, dont les attributs sont les capacités de gestion, d'autonomie et de responsabilité, ne concerne qu'une minorité d'entre elles.

Le travail féminin se concentre davantage dans certaines branches et secteurs et les hommes et les femmes ne se répartissent pas de façon égale dans les différentes branches (cf. tableau 2). Elles subissent une «ségrégation horizontale» qui les confine dans des secteurs d'activités déjà fortement féminisés. Les femmes sont davantage concernées par l'emploi dans des secteurs saisonniers et les bas salaires qui font appel à une main-d'œuvre jeune et peu qualifiée dans le textile-confection, l'agroalimentaire, où l'emploi est toujours plus vulnérable aux crises conjoncturelles. C'est ainsi que la majeure partie de la main-d'œuvre féminine se concentre dans le textile et cuir, mobilisée sous une forme occasionnelle et saisonnière et fonctionnant selon les aléas des marchés extérieurs. L'agriculture et autres services, marqués par une forte informalité et une faible productivité, demeurent le principal pourvoyeur de l'emploi des femmes. En revanche, les effectifs féminins dans l'industrie, synonymes de salariat, de qualification et de relative protection sociale, sont en baisse depuis une dizaine d'années. Il faut enfin préciser que les femmes occupent 12,7% des emplois dans le secteur informel non agricole, mais celui-ci est vraisemblablement sous-estimé, en raison de son caractère invisible et du fait qu'il se déroule pour l'essentiel à domicile. D'autres ont gardé un pied dans le secteur formel et un autre dans l'informel, développant ainsi la pluriactivité.

Les activités à forte présence féminine sont généralement celles du textile (le travail des tapis, de la broderie et couture à domicile, etc.) et de l'habillement (couture traditionnelle). Elles sont aussi fortement présentes dans les services domestiques et dans le petit commerce. Enfin, dans l'administration générale, l'emploi des femmes a légèrement reculé.

Discriminations salariales

Les avancées inscrites dans le Code du travail n'ont pas réduit les écarts de rémunération entre hommes et femmes. Il existe peu de données sur les salaires. Il apparaît toutefois que 41% des femmes salariées perçoivent le salaire minimum contre 31% des hommes et, si l'on s'en réfère aux ODM (2007), les salaires moyens

T2 TAUX DE FÉMINISATION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPÉE SELON LES DIFFÉRENTES BRANCHES D'ACTIVITÉS

	2000	2009
Agriculture, forêt et pêche	35,1	35,6
Industriels compris artisanat	37,7	14,4
BTP	0,7	0,9
Commerce	7,5	48,2
Transport, entrepôt et communication	4,3	0,3
Réparation	0,1	0,5
Administration générale	18,4	0,1
Service fournis à la collectivité	34,3	100
Autres services	31,1	28,8

Source : Rapport national sur le développement humain, 2009

des femmes demeurent «nettement plus bas que ceux des hommes». Dans la fonction publique, les salaires des femmes représentent 80% de ceux des hommes. Il apparaît aussi que dans le milieu urbain, l'écart de salaire estimé entre hommes et femmes âgés de 15 à 50 ans s'explique dans près de 64% des cas par la discrimination salariale. Il faut ajouter également que cette discrimination est plus persistante dans le secteur privé que dans le secteur public (puisqu'elle explique dans 87,5% des cas l'écart salarial) ; elle est également plus perceptible dans le bas de la distribution que dans le haut, où les différences salariales tendent à se réduire avec la participation des femmes au travail rémunéré (Soudi, 2003). Il apparaît ainsi que la perception du salaire des femmes, comme salaire d'appoint, résiste fortement en tant que norme sociale.

Conclusion

Afin de lutter contre la vulnérabilité des femmes sur le marché du travail et promouvoir le développement humain, il est certes important d'agir au niveau de l'école en combattant les stéréotypes, d'agir sur la famille, mais aussi au niveau de l'entreprise qui doit contribuer par un plus grand effort, par le respect de l'égalité professionnelle et du droit du travail. Il est aussi utile que l'État engage sa responsabilité en donnant l'exemple en matière d'égalité (recrutement, statut...), en luttant contre la précarité des femmes dans leur travail et en faisant respecter les réglementations. Enfin, l'activité des femmes, souvent saisonnière, partielle ou à domicile, à la frontière du domestique et de l'économique, cachée ou peu visible, nécessite d'être mieux appréhendée ■

1 Rapport du Haut Commissariat au Plan, «Activité, emploi et chômage, 2009»

CONCOURS D'ACCÈS PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

CASABLANCA - RABAT - MARRAKECH - TANGER - FÈS

Chiffres clés

- 23 ans d'existence
- 5 Campus
- 1 Centre de recherche
- Plus de 2500 diplômés occupant des postes de responsabilités au Maroc et à l'étranger

Modèle pédagogique

- Equilibre pertinent entre compétences professionnalisées, culture générale et développement personnel de l'étudiant
- 7 spécialités proposées

International

- Partenariats avancés et effectifs avec des institutions étrangères prestigieuses (Dauphine, Sc-Po Paris, Panthéon Assas, ...)
- Double diplomation - Masters IAE-Lyon 3

Accès parallèles

- Système d'admission parallèle en 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} année (Master 1)
- Concours d'accès parallèles écrits et oraux à dates fixes

CALENDRIER DU CONCOURS D'ACCES EN 1^{ère} ANNEE

Limite d'âge : 21 ans

Possibilités de bourses pour les plus méritants et de financement partiel par un système de crédit bancaire

	Session de juillet	Session de septembre
Date limite du Dépôt de Dossier	Samedi 16/07/11 avant 12h00	Mercredi 14/09/11 avant 16h00
Epreuves écrites (Culture générale - Français - Mathématiques)	Lundi 18/07/11	Jeudi 15/09/11
Epreuve orale	Mardi 19/07/11 et Mercredi 20/07/11	Vendredi 16/09/11 et Samedi 17/09/11
Proclamation des résultats	Samedi 23/07/11 à 11h00	Mercredi 21/09/11

Campus Casablanca : Avenue Al Qods - Californie - Tél. : 0522 52 52 52 - hem@hem.ac.ma
Campus Rabat : Intersection Mohammed VI - Akrache, Lot, Mouline N° 3, Souissi - Tél. : 0537 65 26 26 - hem.rabat@hem.ac.ma
Campus Marrakech : B.P. 2426, Lot les Riads de l'Atlas, Mbarka III - Agdal - Avenue Mohammed VI - Tél. : 0524 38 17 17 - hem.marrakech@hem.ac.ma
Campus Tanger : Lot. Ghandouri, Route de Malabata - Tél. : 0539 30 19 19 - hem.tanger@hem.ac.ma
Campus Fès : Route d'Imouzzar, 3 Avenue Manama - Zohor 1 - Tél. : 0535 60 90 00 - hem.fes@hem.ac.ma

L'ENTREPRISE, UNE ÉCOLE

Menée auprès d'une centaine d'ouvrières, l'enquête réalisée par B. Labari lui a permis de repérer une autre fonction de l'entreprise : s'ériger en école qui transmet un savoir et dote ainsi les ouvrières d'un capital scolaire qu'elles n'avaient pas acquis.

Par Brahim Labari

Sociologue, université Ibn Zohr d'Agadir
Membre associé au laboratoire CNRS «Genre, travail et mobilités»

L'entreprise, un lieu d'apprentissage... L'atelier est perçu par les ouvrières comme une école où l'on apprend à travailler en équipe, à calculer, à prévoir et où la responsabilisation est ressentie, avec le recul, comme une vertu à étendre à d'autres secteurs de la société, y compris à sa famille. «En travaillant, on redoutait le travail qui nous engageait, qui engageait notre responsabilité, on a peur d'être fautif, d'être montré du doigt, mais à la longue, moi qui n'ai pas appris grand chose à l'école, je me rends compte que j'apprends à vivre avec une responsabilité partagée avec d'autres. Cette conscience est comme mon ombre, elle me poursuit chez moi». Le point est mis sur le substitut que représente l'atelier par rapport à l'école : le pointage régulier, le tableau noir sur lequel sont inscrites les quantités à produire, l'assimilation de l'agenda des jours et semaines à venir, la régularité de la paie sont autant d'éléments qui ont la vertu d'une école, c'est-à-dire apprendre à gérer son travail et à se gérer soi-même. Le caractère répétitif du travail réduit certes les possibilités d'apprentissage, mais les acquis sont ensuite appliqués à sa famille, à ses relations, voire à sa conduite quotidienne. L'école ré-incarnée dans le travail (la plupart des ouvrières avaient un rapport transitoire à l'école¹) se mesure ici aux implications de l'activité marchande dans les relations



DR La connaissance de l'écrit permet de s'informer de ses droits

sociales des populations avec leur environnement local. L'intériorisation du calcul et de la prévision implique un autre rapport au temps et toute une série de mutations des rapports sociaux : «Désormais, les visites sont faites sur une expresse invitation, on ne se permet plus de venir



n'importe quand, on doit prévenir. Au café chacun règle sa consommation». Certaines entreprises, conformément aux recommandations de la mise à niveau, pratiquent l'alphabétisation des ouvrières d'ateliers. La connaissance de l'écrit permet de s'informer de ses droits, de savoir lire une fiche de paie, d'être en phase avec son époque. La rationalisation, notamment dans le monde de production, se présente comme le palliatif à l'école dont la plupart des ouvrières ont été privées.

LE TEMPS RESPONSABILISE ET SOLIDARISE LES OUVRIÈRES VERS UN BUT COMMUN

... qui «rationalise» le rapport au temps

L'attitude vis-à-vis du temps cesse d'être dictée par l'aléatoire. Le temps, c'est de l'argent : l'heure travaillée rapporte quelques dirhams. La Hchouma² est le langage des faibles, elle ne fait que ruiner celles et ceux qui y souscrivent. Aux «sociétés sans horloge³» semble succéder une prise en compte du facteur temporel et la nécessité de l'utiliser à bon escient : «Le temps est comme une épée, si tu ne le coupes pas, il te coupe». Le corps à corps avec le temps a pour théâtre l'atelier : produire telle quantité la journée pour empocher telle rémunération, se porter volontaire au travail complémentaire quand les places sont limitées, c'est planifier son temps et le maîtriser pour gagner plus que les autres. Le temps productif doit tendre à une finalité matérielle. Il fait immersion dans le temps social dans lequel toutes les activités doivent tendre à un but : «Je fais désormais attention à tout, je ne m'attarde plus sur les bavardages des rues. Si Dieu a créé le temps, c'est pour le sacrifier (Amana) : on sera jugé de toute seconde qu'on aura inutilement gaspillée dans des choses insignifiantes (Tafih). Il faut d'abord être utile à soi-même, ensuite à ses parents et à tous les autres». Le temps a inévitablement une grande répercussion sur l'organisation du travail. Tout doit tendre à la satisfaction des commandes dans un délai précis. Le temps responsabilise et solidarise les ouvrières vers un but commun et déterminé. Si le travail domestique n'est pas nécessairement orienté par le temps

sachant que l'activité y est cyclique (ce qui n'est pas fait aujourd'hui le sera demain), l'atelier fonctionne en vertu et sous la contrainte du temps. Ce dernier y est séquentiel et chronométré, subdivisé en séquences à maîtriser. Les pratiques rationnelles sont progressivement inféodées à ces pratiques temporelles traditionnelles. Il faut bien distinguer le calcul et l'esprit de calcul. Le calcul est indispensable, mais l'esprit de calcul est condamnable car il est suspect moralement. Mais le temps consolide de facto l'autorité du chef d'entreprise qui fixe le calendrier et le temps à consacrer à la production.

L'entreprise en tant que lieu d'acculturation à la mentalité du gain

La logique économique est l'élément structurant dans la vie et les aspirations des ouvrières en révélant l'importance de l'argent dans le repositionnement identitaire de la femme salariée. Longtemps marqueur et domaine réservé de la masculinité, l'argent propulse désormais la femme dans la modernité par son entrée dans le monde du travail rémunéré. Le fondement patriarcal sur lequel reposent les sociétés musulmanes est dédoublé de la croyance selon laquelle la femme serait incapable de se gérer et de gérer le budget familial. Le terme Israf (dépense hasardeuse) est ainsi associé à la femme, jugée trop dépensière, parfois même au détriment des intérêts de sa progéniture. La fille, mineure à vie, appartiendrait à son mari et dépouillerait la famille de la dot rituellement conférée à la mariée. Le garçon apporterait un appui matériel et symbolique à sa famille. Un adage populaire explicite cette représentation : «Quand un garçon naît, il apporte sa kheima (tente, et extensivement famille et foyer) avec lui, quand une fille naît, c'est une kheima qui tombe». La dévalorisation de la féminité, présentée au sein des structures patriarcales comme le lieu de toutes les faiblesses, concourt à délégitimer sa capacité à tenir rationnellement la maisonnée. Seule l'exécution du travail domestique serait ainsi à sa portée, avec les moyens et le budget imposé et alloué par l'homme «salarié», par ailleurs chef de famille. L'argent consacre la dépendance des femmes vis-à-vis de l'entreprise et de la ville de Casablanca. Il les maintient dans le monde de la production et leur procure par ricochet un semblant d'émancipation et de liberté. Les jeunes ouvrières traduisent assez bien la centralité de l'argent : «Gagner un salaire, c'est me prendre en charge sans avoir à demander quoi que ce soit à quiconque. Au lieu de faire le ménage à longueur de journées pour ne récolter que le mépris, aujourd'hui, grâce à Dieu, je travaille et je ne fais pas la quête...».



DR

L'argent maintient les femmes dans le monde de la production et leur procure un semblant d'émancipation

Un salaire à soi permet de s'affirmer en rupture avec la condition de leurs mères restées dépendantes du bon vouloir de leurs pères. Plusieurs ouvrières mettent clairement l'accent sur cette différence entre les générations : «Nous appartenons à une génération qui doit travailler au même titre que les hommes. Nos mères sont enchaînées par tant d'interdits (haram ; Aai'b)⁴. Avec mon salaire garanti, je peux aspirer à mieux. Parfois, avec des heures complémentaires, ma paie arrive à 4000 DH».

Et l'entreprise propulsa l'économie à l'assaut du domaine domestique

Gouverner sa maisonnée, l'équiper en recourant au crédit ou en épargnant, c'est-à-dire en se privant, c'est cultiver une distinction et se lancer dans une compétition pour acquérir un quelconque équipement ménager. Le regard social évalue les personnes en termes de valeur rapportée au marché du travail : un tel vaut un salaire, tel autre vaut un héritage de sa famille, tel autre s'en tire bien parce qu'il a fait des études : «Mon salaire, c'est certain, je fais attention. Je ne peux pas me permettre de le dépenser inconsidérément... Ni à Casablanca, ni à Mohammedia

je n'ai de famille pour m'apporter de l'aide en cas de besoin» ; «L'entreprise nous apprend à toujours calculer, car elle implique qu'on s'insère dans un environnement où il faut tenir sa comptabilité tous les mois (les charges du loyer, l'alimentation quotidienne, le hammam toutes les semaines...)». Mais, si l'économie fait immersion dans le foyer, la modicité du salaire commande la prudence. Il n'est pas question de se lancer dans des projets à l'aveuglette, il est recommandé d'attendre, d'espérer un événement salvateur, une rencontre chanceuse pour enfin les réaliser. Une telle prudence est aussi dictée par le pouvoir de coercition qui pèse sur l'ouvrier dépensier. L'attention portée à sa bourse consiste à ne pas vivre au-dessus de ses moyens, car «celui qui dépense plus qu'il ne gagne trouve la prison sur son chemin» (Proverbe marocain) ■

1 Au mieux, les jeunes ouvrières d'origine rurale ont un niveau primaire

2 La honte, ce qui est honteux

3 Dans les sociétés musulmanes traditionnelles, on ne connaît le temps que par le soleil (de son lever jusqu'à son coucher) et par les appels à la prière

4 Illicite ; acte répréhensible moralement

FÉMINISATION ET PRÉCARISATION : CAS DU TEXTILE

Le terme de «précarité» renvoie à quelque chose «dont on ne peut garantir la durée, la solidité, la stabilité ; qui, à chaque instant, peut être remis en cause!». Cette notion a souvent été mise en relation avec des structures économiques qui deviennent de plus en plus instables, au moment de l'entrée massive des femmes sur le marché de travail.

Par Leila Bouasria
Sociologue, professeure à l'université d'Aïn Chock
Chercheure-associée au CM2S

Soulignons d'emblée que la relation entre précarisation et féminisation des métiers n'est pas seulement liée à l'extension du travail féminin dans des emplois subalternes ou précaires, mais prend différentes formes selon les conditions d'exercice des emplois et les conditions de vie familiales.

La précarisation professionnelle

Si on prend en considération la précarisation de la contractualisation et ses effets sur la stabilité de l'emploi, les mauvaises conditions de travail et de rémunération ainsi que le peu de perspectives d'évolution qui s'offrent au métier d'ouvrière, le secteur du textile illustre bien les différentes formes de «précarité» économique et sociale. Les ouvrières casablancaises ont en commun d'enchaîner leur vie à celle de l'usine vivant au rythme intense et morcelé de la fluctuation des commandes aléatoires. Celles qui travaillent dans les petites usines, qui vivent de la production locale, vivent sous la menace de l'exclusion sociale. Les aléas liés à la confection étant nombreux, il n'est pas rare qu'elles trouvent un bon matin une usine fermée, et se retrouvent du jour au lendemain au chômage. Le renouvellement de la main-d'œuvre féminine est d'ailleurs un autre facteur de précarisation important,



Le secteur du textile illustre les différentes formes de précarité économique et sociale

car il contribue à l'effritement des solidarités ouvrières, paravent contre cette précarité. Le recours des ouvrières à la tontine² ou «daret» peut être conçu comme une des stratégies collectives de défense destinées à protéger les ouvrières des incertitudes, qui chaque jour, menacent de les déstabiliser. Il s'agit, à ce propos, de souligner que l'une des conséquences de la précarisation professionnelle se manifeste en atomisation du groupe ouvrier féminin et l'individualisation des conditions de travail (Appay, 2005 : 195) et donc en effritement des collectifs de résistance.

La précarisation identitaire

Les parcours jalonnés d'interruptions, de changement de métier, sont autant de manifestations d'incertitude de cette identité ouvrière qui, pour se reproduire, demande une relative stabilité des règles qui l'organisent et des communautés qui la supportent (Dubar, 2000). Quand le travail des ouvrières ne constitue pas le fondement d'une dynamique émancipatrice, c'est parce qu'elles ne reconnaissent plus «à leur ancienne condition de femme au foyer la valeur qu'elles lui octroyaient lorsqu'elles y vivaient ; mais elles ne trouvent pas non plus dans leur condition dévalorisée de salariée subalterne le moyen de reconsidérer leur statut social» (Alonzo, 1996 : 103).

L'analyse des récits révèle l'absence d'une identité ouvrière et renvoie à une vision du travail désormais envisagé comme provisoire. Bien des entretiens comportent des phrases comme : «J'achète le logement, je meuble et je quitte le travail après». Ainsi, l'investissement des ouvrières dans le projet immobilier renvoie également à un souci d'identification qui peut dénoter d'une précarisation identitaire. Les ouvrières, à travers leurs propos, établissent souvent un rapport de métonymie entre leurs aspirations à la propriété et leurs besoins de stabilité et de sécurité. Afin de pallier cette précarisation «identitaire», les ouvrières continuent donc à s'accrocher au primat masculin du travail, et à défendre vigoureusement leur place «naturelle» au foyer. Tout en ayant des idées préconçues sur les rôles masculins et féminins, elles se trouvent dans l'obligation de se plier aux cadres imposés, mais cherchent à travers des subterfuges à jouer sur la temporalité en affirmant, à chaque fois, que leur travail est provisoire et qu'elles s'investissent dans le projet professionnel en attendant que leur mari retrouve un travail stable.

Le mythe du salaire d'appoint féminin

Cependant, la question est de comprendre si les ouvrières ont vraiment le choix entre le travail et le retour à la tutelle financière du mari. A cet effet, il s'agit de souligner que la force de travail féminine supplémentaire et le



L'analyse des récits renvoie à une vision du travail envisagé comme provisoire

salaire d'appoint qui confère un caractère acceptable à la précarisation féminine est de moins en moins de mise dans le couple de l'ouvrière.

Dans le cas de notre étude, le salaire des ouvrières est loin de n'être qu'un appoint dans un ménage : nombre de nos enquêtées affirment que leur salaire est la principale ressource du ménage ou qu'elles participent de façon égalitaire à la marche du foyer. Les ouvrières se plaignent souvent de la difficulté pour leurs maris de trouver un emploi et se targuent au contraire de pouvoir interrompre et reprendre leur poste dans un secteur très demandeur de main-d'œuvre féminine. D'ailleurs, les statistiques nationales attestent du rythme croissant du travail féminin en partie grâce à l'expansion des opportunités d'emploi dans le secteur tertiaire et à la dégradation du salariat



La maternité peut être perçue comme un facteur de précarisation

Bibliographie

- Alonzo P., Femmes employées, la construction sociale sexuée du salariat, L'Harmattan, Paris, 1996
 Appay B., La dictature du succès : le paradoxe de l'autonomie contrôlée et de la précarisation, L'Harmattan, «Logiques sociales», Paris, 2005
 Dubar C., La crise des identités : l'interprétation d'une mutation, Puf, 2000

dû à l'extension des activités informelles. L'ouvrière dans le cas de beaucoup de ménages est donc désormais en position de «chef de ménage» sur lequel repose l'économie familiale.

Quand bien même le travail de l'ouvrière devient «nécessaire», quoique précaire, les trajectoires ouvrières sont caractérisées par leur discontinuité qui renvoie à une autre forme de précarisation familiale.

LE SALAIRE DES OUVRIÈRES EST LOIN DE N'ÊTRE QU'UN APPOINT DANS UN MÉNAGE

Quelles sont donc les facteurs de discontinuité qui poussent les ouvrières à interrompre leur travail ? Plusieurs recherches mettent en évidence la complexité de la conciliation féminine entre les sphères familiales et professionnelles (Chabaud-Rychter, 1985). Les horaires de travail difficiles rendent encore plus complexe l'articulation entre la vie familiale et le travail rémunéré chez l'ouvrière. De plus, d'autres facteurs interviennent, qui redoublent les effets contraignants d'une conciliation réussie : la maternité ou la surcharge de travail domestique en général peuvent être perçues comme des facteurs de précarisation dans le cas d'ouvrières dont les ressources financières ne permettent pas de recourir à une aide externe pour la gestion des tâches et la garde des enfants. N'ayant donc pas les moyens de recourir à une infrastructure de garde, les ouvrières se trouvent souvent contraintes à la naissance de leurs enfants d'arrêter momentanément leur travail. A cet effet, la plupart des ouvrières travaillent de façon interrompue et occupent, tout au long de leur trajectoire professionnelle, des emplois différents dont la caractéristique est d'être précaires, déqualifiés et sous-payés. Eu égard à cette mise en évidence, il va sans dire que la façon dont cette articulation est définie dépend largement, d'une part, de la nature des contraintes et normes professionnelles propres à chaque métier et d'autre part, des conditions de vie ■

1 Trésor de la Langue Française informatisé, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>
 2 La tontine, désigné en arabe dialectal sous le terme de "daret" ou "qor'aa", est un système d'épargne selon lequel un groupe d'individus collecte chaque mois une somme d'argent convenue d'avance qui est, par la suite et à terme fixe, (semaine, mois...) attribué à un des participants désigné à travers un tirage au sort, ou toute autre modalité distributive mise en place au préalable (ibid.)

TÉMOIGNAGE D'UN CHASSEUR DE TÊTES

S'il y a encore vingt ans, il était courant et acceptable d'exclure les femmes de certains postes de responsabilité, les mentalités ont évolué. Pour l'auteur, les tendances actuelles vont dans le sens d'une égalité progressive dans tous les domaines.

Par Essaid Bellal
DG du cabinet DIORH
en collaboration avec Manal Sefiani

Relativement récente au Maroc, la problématique du salariat féminin fait l'objet d'une très faible documentation. Aucune statistique, étude ou enquête ne permettent aujourd'hui d'en dresser un bilan fiable, ni de mener une réflexion objective et approfondie quant à l'historique et à l'évolution de la femme dans la sphère professionnelle.

Temporellement, les problématiques du traitement de salaires et de la condition de la femme dans la sphère du travail paraissent asynchrones. D'un côté, la première, suivant une logique économique, relève plutôt du court terme et est envisagée de manière annuelle. Tandis que la problématique de l'égalité genre s'inscrit plus dans un cadre temporel relativement long (décennal), étant de fait liée à des aspects culturels ou ayant trait au développement social.

Aussi, aborder le sujet sans tenir compte du contexte des évolutions culturelles au Maroc présente le risque d'une analyse incomplète, voire superficielle. L'évolution du droit, la promotion de la place des femmes dans la société, notamment à travers le travail associatif mené depuis quelques années, sont tous des facteurs importants ayant participé à la réalité actuelle du rapport patronat-salariat féminin.



DR

Longtemps, les femmes ont été perçues comme dépourvues de compétences

Evolution du droit de la femme

Tout d'abord, le droit n'a de valeur et de poids dans la société que quand il est appliqué avec rigueur, équité et cohérence. Au Maroc, malgré les progrès réalisés durant ces deux dernières décennies, nous sommes toujours en deçà d'un niveau d'application optimal. Par conséquent, bien que les textes et les références législatives soient applicables pour tous, leur interprétation et leur mise en œuvre restent assez hétérogènes et varient en fonction du contexte politique, de l'espace culturel, ou plus encore, de la catégorie socio-économique concernée. Ainsi, le même texte ne sera pas appliqué avec la même rigueur et la même exigence s'agissant d'une avocate ou universitaire de Casablanca ou Rabat, ou d'une éducatrice ou ouvrière à Ouezzane ou Settat.

Reste qu'en dépit de ces avancées juridiques des dernières années, l'évolution de la cause des femmes au Maroc est indissociable de l'évolution sociodémographique. Aujourd'hui, l'accroissement de la population urbaine, la baisse du taux de fécondité, le recul de l'âge moyen du mariage, l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi rémunéré témoignent de transformations sociales et culturelles significatives dans la vie des femmes¹.

Evolution du rôle de la femme dans l'entreprise

Il est certain qu'en termes d'acquisition du savoir, d'autonomie et de participation à la vie active, la femme dans le monde, et plus particulièrement au Maroc, a fait plus de progrès durant les trente dernières années que durant les trois siècles précédents. Dans certaines sphères assez larges de la société marocaine, bien que les mentalités restent encore rétrogrades et fermées à l'émancipation de la femme, cette dernière n'a cessé de voir ses droits et sa place prendre de plus en plus d'ampleur. Elle est aujourd'hui présente dans tous les secteurs économiques : la politique, l'associatif, sans oublier son rôle prépondérant dans le domaine de l'éducation, de la santé et du développement humain en général. Au Maroc, les ressources humaines, la communication, ou encore le marketing, sont autant d'activités particulièrement exercées par les femmes.

Au-delà de la politique et du droit, c'est particulièrement la capacité de la jeune fille ou de la jeune femme marocaine à acquérir des compétences de plus en plus élevées, un savoir-faire reconnu et un savoir-être souvent plus apprécié que celui des hommes, qui lui ouvrent les portes de l'entreprise avec des opportunités plus nombreuses à des postes de direction. On dit d'ailleurs souvent que les employeurs préfèrent les femmes car elles sont

résignées et acceptent les conditions de travail les plus contraignantes. Ce sont par ailleurs les hommes qui sont les plus nombreux à déclarer leur insatisfaction par rapport à l'exercice de leur profession (27% contre 16%).

Concrètement, la pratique des métiers liés aux ressources humaines en général, et du recrutement en particulier nous fait constater qu'il y a eu une évolution considérable dans le discours depuis une quinzaine d'années. Dans les années 90 encore, il était courant et tout à fait acceptable, lors d'un nouveau recrutement, d'exclure les femmes de certains postes de responsabilité. Celles-ci faisaient l'objet d'un scepticisme marqué et étaient perçues la plupart du temps comme des individus dépourvus de compétences.

PLUS ON MONTE DANS LA HIÉRARCHIE, PLUS LE DIFFÉRENTIEL DE SALAIRE S'ACCROÎT

Inégalités persistantes

Cependant, malgré cette reconnaissance et malgré l'apport indéniable de la femme au développement de l'entreprise en particulier, et à la société en général, sa rétribution demeure souvent inférieure à celle accordée à son alter ego masculin. En dépit de la loi qui établit une stricte égalité en matière de rémunération, l'inégalité salariale reste prédominante. Cette inégalité faible, voire inexistante pour les emplois d'exécution ou pour les fonctions occupées en début de carrière, apparaît dès lors qu'il s'agit de postes de responsabilité. Ainsi, le différentiel de salaire s'accroît proportionnellement à l'ascension dans la hiérarchie : il est de 2% plus élevé pour les hommes pour les postes de cadres moyens, d'environ 5% pour les postes de managers, 10% pour les postes de responsables de direction et peut atteindre jusqu'à 20% pour les fonctions de direction générale. Cependant, la proportion encore relativement faible des femmes occupant les fonctions de haute responsabilité, atténuée la perception des écarts de salaires qui dans certaines grandes entreprises, publiques comme privées, ont disparu.

Ce constat en appelle néanmoins un autre : tout en étant relativement moins visible à postes équivalents, la discrimination n'en demeure pas moins importante en matière de possibilités d'évolution. Le rythme de promotion



DR

Le Maroc ne dispose pas encore de l'arsenal juridique pouvant lisser le ralentissement de carrière induit par les contraintes familiales

reste inégalitaire ; c'est ainsi qu'à des fonctions similaires, les femmes accusent généralement plus d'années d'expérience que les hommes, les attributs individuels (performance et niveau de compétences) ne contribuant que très faiblement à cet asynchronisme. Partant de compétences similaires, une femme devra déployer bien plus d'efforts et mettra plus de temps pour atteindre le même niveau de responsabilité qu'un homme. Dans le contexte socioculturel marocain, il est probable que cette différenciation soit d'ordre culturel, le rôle de la femme étant plus assimilé à la gestion de la vie familiale qu'à une contribution active dans le monde professionnel. D'ailleurs, même dans certaines entreprises dirigées par des femmes, on constate une disparité salariale liée au genre. Au-delà de ce facteur essentiel qu'est la reconnaissance sociale, l'impact négatif que peut avoir la grossesse sur le parcours professionnel, ou encore les contraintes parfois engendrées par le fait d'être mère, restent souvent l'explication «naturelle» des disparités. A l'embauche, mariée ou enceinte, le manque de disponibilité perçu de la femme (potentiel ou réel) constitue certainement un facteur de discrimination. Même s'il n'existe à ce jour aucune statistique, les femmes restent plus nombreuses dans les emplois à temps partiel ou dans les emplois précaires. Pourtant, autant de femmes que d'hommes (respectivement 50% et 47%) valorisent la sécurité de l'emploi.

A la différence de certains pays où l'Etat prend en charge ces distorsions afin de maintenir l'égalité entre les genres (système de protection sociale destiné aux deux sexes, politiques d'égalité des genres), le Maroc ne dispose pas encore de l'arsenal juridique pouvant lisser ce ralentissement de carrière induit par les contraintes familiales.

Il existe tant au Maroc que dans d'autres pays une montée en puissance des femmes dans les structures socio-économiques et politico-culturelles. Cette montée en puissance participe très progressivement à la diminution de l'ampleur des discriminations. Il est indéniable que les tendances vont dans le sens d'une égalité progressive dans tous les domaines. En témoignent les résultats de l'Enquête Nationale sur les Valeurs 2010 du HCP qui voient une amélioration notable de la perception de la femme dans la sphère professionnelle.

La prédominance d'un patronat de type masculin dans l'entreprise marocaine s'est naturellement réduite depuis quelques années déjà, à la fois par nécessité économique et démographique. Aujourd'hui, éducation aidant, une nouvelle génération de patrons voit le jour, s'habituant de plus en plus à la participation de la femme dans l'entreprise et à son accès à des postes de haute responsabilité. Bien que le traitement des femmes soit encore hétérogène du fait de la culture de chaque organisation, beaucoup de préjugés ont été dépassés et il y a même aujourd'hui une préférence pour les femmes à certains postes.

La réduction des inégalités hommes-femmes dans le travail ne sera réalisée que quand la parité entre les sexes sera intégrée dans l'esprit collectif. Ainsi, au-delà des différentes mesures institutionnelles qui pourraient être entreprises par les pouvoirs publics ou par le tissu associatif (mise en place de quotas, actions de sensibilisation), ce n'est que par une éducation de la petite fille et du petit garçon depuis leur plus jeune âge, fondée sur les principes de l'égalité genre, que les diverses actions pourront véritablement porter leurs fruits ■

EMIRATS, COMPÉTENCES ET PRÉJUGÉS

Si les chiffres manquent, les tendances sont éloquentes : les Emirats font figure de destination importante et régulière des migrantes marocaines. Souvent diplômées, elles sont en butte à des préjugés discriminants. Réflexion.

Par Imane Bentouet, Ahlame Rahmi

Consultante en communication et relations publiques à Dubai
Démographe, doctorante en anthropologie au LAMES, Maison Méditerranéenne
des Sciences de l'Homme, université de Provence

On ne voit souvent la migration des compétences marocaines que sous des cieux européens, et plus rarement américains, en oubliant une route pourtant très fréquentée par les diplômé(e)s, celle qui mène vers les Emirats et les pays du Golfe. Depuis le début des années 70, les Marocains contribuent de façon significative aux économies des pétromonarchies. Dans une étude menée par l'AMERM¹, on cite le chiffre de 8407 contrats validés par le ministère de l'Emploi pour des embauches dans les Emirats, entre 1969 et 2006, dont plus de 55% pour les seules années 2000 à 2006. Selon les chiffres consulaires, on recensait 15 000 Marocains dans les Emirats en 2005 ; on en recense 25 000 en 2009, dont 45% vivent à Dubai et 40% à Abou Dhabi².

Toujours selon l'AMERM, sur la période de 2000-2006, les contrats visés par le ministère de l'Emploi concernent pour une large majorité, les secteurs de l'hôtellerie (1376), du commerce (1023). 691 concernent des ouvriers, sans secteur précisé, 638 vont aux administrations, police notamment, où les Marocains sont régulièrement formateurs.

On manque donc cruellement de données exploitables et actualisées sur la migration des Marocains hautement qualifiés aux Emirats, même si elle est dite significative, et



En quatre ans, les Marocains sont passés de 15 000 à 25 000 dans les Emirats

Photo montage Julie Sefrioui



Bon nombre de Marocains qui migrent dans les Emirats viennent de France, des Etats-Unis...

A DUBAÏ, LE NOM DE «MAROCAINE» NE DÉSIGNE PAS UNE NATIONALITÉ MAIS UNE PROFESSION

les raisons de cette ignorance ne tiennent pas forcément à la négligence des institutions. Certes, les Emirats ne donnent pas leurs propres chiffres ; certes encore les données consulaires sont peu explicites sur les déclarants, mais ce ne sont pas les seules raisons. L'écart très grand que l'on constate par exemple entre le chiffre des contrats visés sur les cinq années du début 2000 (5500) et les déclarations consulaires, tient tout simplement au fait que bon nombre de Marocains qui migrent dans les pays du Golfe ne viennent pas directement du Maroc mais des autres établissements de la migration marocaine : France, Angleterre, Etats-Unis... Des détours qui s'expliquent entre autres par le fait que la maîtrise de l'anglais professionnel est un préalable à toute carrière dans les Emirats. Sur les marchés du travail émiratis, un Marocain parlant arabe et maîtrisant l'anglais, diplômé d'une université anglophone, est un cadeau du ciel. Imane Bentouet a elle aussi fait le

détour par un MBA acquis dans une université américaine, après des études d'anglais à l'université de Tanger, pour se retrouver à Dubaï, cadre dans la succursale de son premier employeur aux USA.

Autre inconnue de taille, il est impossible de savoir quelle est la distribution des sexes dans cette population et il faut se contenter de reportages, de témoignages, soit d'une vision impressionniste qui favorise certainement, on va y venir, les préjugés les plus discriminants.

C'est ce flou qui rend très précieuse l'enquête qualitative menée, à titre personnel, par Imane Bentouet, auprès de 150 Marocaines résidant à Dubaï (voir encadré). On y classe les femmes en quatre catégories :

- Des cadres et managers, diplômées de l'enseignement supérieur (MBA, PHD), au Maroc, mais plus souvent en Europe et aux USA. Elles travaillent pour la plupart dans des multinationales extra-locales, ou dans des cabinets internationaux d'affaires. Elles sont notamment dans les banques, la publicité et la communication, globalement plus nettement dans le secteur privé international que dans les administrations. Dans l'enquête citée ici, ces femmes hautement qualifiées représentent 30% de l'échantillon.

- Des cadres moyens, moins diplômées que les premières (bac à bac +3), très présentes dans les secteurs de l'hôtellerie, le secrétariat, dans des cabinets médicaux notamment (25%).



- Des femmes mariées, au foyer, elles aussi très souvent diplômées. L'étude de l'AMERM note qu'entre 2001 et 2004, plus de 600 sujets marocains se sont mariés à Abou Dhabi, 87% étaient des femmes, la majorité d'entre elles épousant des Émiratis (60%), les autres épousant d'autres nationalités (ni Émiratis ni Marocains).

- Enfin des femmes peu ou pas scolarisées, qui viennent dans les Emirats pour les métiers de la prostitution, même si elles ne restent pas forcément dans ces métiers et

fois que je suis revenue au Maroc, avec un passeport mentionnant «résidente à Dubaï», la réaction du policier fut : «Tu es danseuse ?»

De nombreux observateurs, sur place comme au Maroc, semblent cependant penser que ces destinations sont aujourd'hui parmi les plus régulières et les plus importantes des migrations féminines marocaines. Economia voulait entamer la réflexion sur ce thème et inciter au développement de la recherche et de la réflexion sur cette mobilité ■

SI LES ENTREPRISES N'INTERVIENNENT PAS, IMPOSSIBLE DE SE DÉPLACER

même si la définition des «métiers du sexe» est plus floue qu'on ne l'imagine³ (5%).

«A Dubaï, le nom commun de «marocaine» ne désigne pas une nationalité mais une profession». C'est l'un des constats, accablant, qui ressort en effet de l'étude précitée. Constat qui met bien en évidence toutes les ambivalences et tous les paradoxes attachés au statut de la femme marocaine migrante, non seulement dans les pays de migration mais au Maroc même. Malgré l'absence de données chiffrées clairement exploitables, il faut s'arrêter sur ce statut et y réfléchir. En premier lieu évidemment parce que la profession dont on parle ici est celle de prostituée. De la même manière que «Natacha» désigne, d'Istanbul à Beyrouth, les prostituées en qui on ne voit plus que des femmes russes, les «Marocaines» souffrent du même stigmate infâmant dans les Emirats, qui bien sûr éclabousse toutes les femmes migrantes marocaines, quels que soient leur métier et leur statut. Parlant de sa propre situation, Imane Bentouet rapporte ainsi ses expériences du «stigmate» attaché à la nationalité marocaine : «Quand j'ai voulu partir au Qatar et au Koweït, on m'a refusé le visa ! Deux fois, parce que je suis Marocaine et dans la trentaine. Avant 45 ans, tu représentes pour eux un danger et ils rejettent ta demande. Mais la Jordanie t'accorde le visa si tu as plus de 35 ans ! Mon cas n'est pas unique, j'ai plein de copines marocaines, mariées ou célibataires, qui ont vécu le même problème. Si les entreprises n'interviennent pas, tu ne peux pas te déplacer professionnellement. Cette suspicion existe aussi au Maroc. J'ai vécu neuf ans aux USA, personne, nulle part, ne m'a jamais demandé ce que j'y faisais. Mais la première

Parcours

Imane Bentouet peut être considérée comme un modèle de réussite professionnelle. Commencée à Rabat, sa carrière de cadre international se poursuit aux USA puis à Dubaï où elle est coordinatrice des projets de développement pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les régions asiatiques dans une multinationale. Elle est membre de l'AMPA, American Moroccan Professional Association, une ONG qui a pour objectif de réunir les Marocains vivant aux Etats-Unis et coordonner leur engagement pour le développement de l'éducation des enfants au Maroc. Elle est également membre de la Ligue des Femmes Arabes. Loin, très loin donc, de la représentation péjorative sous laquelle la société marocaine (et avec elle une bonne partie du monde arabe) se représente ces femmes parties dans le Golfe et contre laquelle, justement, Imane se bat. Compte tenu de la radicalité de la situation qu'elle rencontre à Dubaï, son engagement se fait plus militant, surtout envers cette société marocaine, qui n'est pas en reste de préjugés et de désignations infâmantés contre ses propres migrantes. Imane a ainsi mené une enquête auprès d'une centaine de Marocaines vivant dans cette région, sur leur condition de vie et les difficultés qu'elles rencontrent. Elle en a présenté les résultats lors de la deuxième édition de la rencontre Marocaines d'ici & d'ailleurs, tenue à Marrakech, les 18 et 19 décembre 2010 organisée par le CCME.

1 Khachani M, Les Marocains dans les pays arabes pétroliers, Association Marocaine d'Etude et de Recherche sur les Migrations (AMERM), Rabat, 2008

2 Déclaration de M. l'ambassadeur du Maroc à Gulf News

3 Voir à ce propos le très récent travail de Sébastien Roux qui, s'il ne porte pas sur les migrantes marocaines, met bien en évidence toute la complexité de la situation de celles qui, pense-t-on, font commerce de leur corps. Roux S., No money, no honey. Economies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande, Paris, La Découverte, 2011

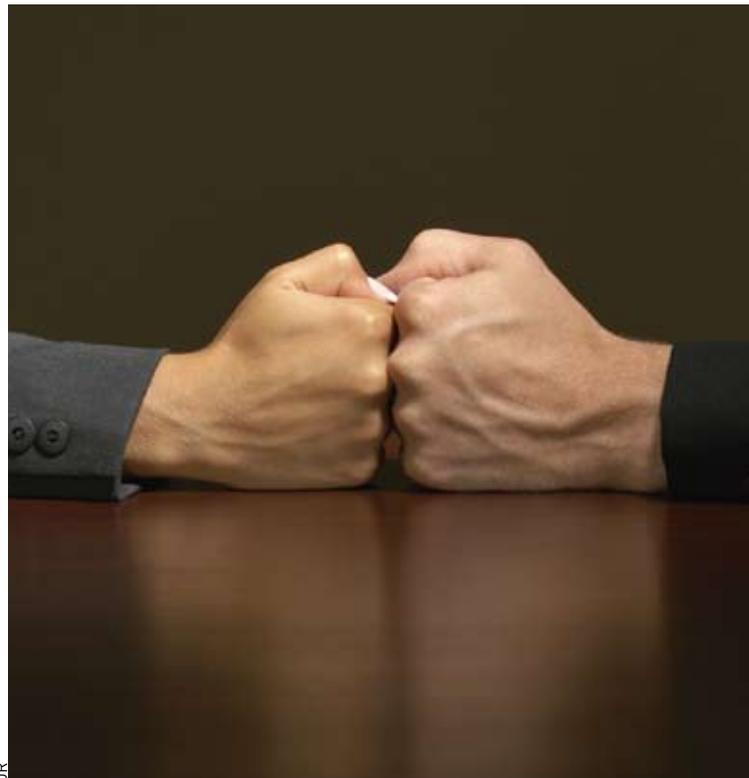
LOBBYING, DES QUOTAS À LA PARITÉ

Profitant du vent nouveau qui souffle sur la région, les Marocaines entendent se positionner durablement et dans tous les secteurs. Pour ce faire, elles créent réseaux et synergies. Explications.

Par Laetitia Grotti
Journaliste, Cesem-Hem

Il aura suffi d'une phrase¹, une simple phrase prononcée lors du discours royal du 9 mars dernier pour qu'à peine un mois plus tard, un «appel national à la parité» soit lancé par une vingtaine d'associations féminines. Ce jour-là, le 27 avril 2011, dans l'une des grandes salles de la Bibliothèque Nationale où Driss Khrouz, son directeur, les accueille en ami, Fathia Bennis, présidente du Women's Tribune, Asmaa Chaabi, présidente de l'International Women's Forum Maroc, Sabah Chraïbi, présidente d'Espod et Hakima El Haité, présidente du Connecting group, toutes quatre initiatrices du Collectif Action Parité (CAP) présentent, lors d'une conférence de presse, la plateforme adressée à la Commission de révision de la Constitution. Objectif ultime : l'inscription du principe de la parité dans la Constitution, «un texte, précise Sabah Chraïbi, qui occupe le sommet de la hiérarchie des normes et qui a une logique pédagogique».

Il faut dire qu'en matière d'égalité hommes femmes, le Maroc apparaît comme l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, rien moins. Si l'on en croit le dernier classement du Forum économique mondial, publié cette année, le Maroc se classe... 127^{ème} sur 134. Quatre domaines de comparaison ont été retenus pour aboutir à ce classement : la participation à la vie économique, le



DR
Le Maroc se place 127^{ème} sur 134 en matière d'égalité hommes femmes

niveau d'éducation, l'accès à la sphère politique et enfin à la santé. On l'a vu, le résultat est peu glorieux, les détails le sont moins encore : en moyenne, les femmes sont trois fois moins présentes dans la vie active que les hommes (elles sont moins de 10% à occuper des postes à responsabilité), elles gagnent quatre fois moins que le «sexe fort». Enfin, seules 44% des femmes savent lire et écrire contre 69% des hommes. Face à ces constats d'un autre âge, l'opportunité réformatrice était trop belle pour ne pas la saisir. A une nuance de taille près. Les femmes en ont soupé de rester cloisonnées entre elles. Elles veulent un combat pour la parité, engagé sous le sceau de la mixité et ce, au nom d'un principe de réalité. Militante de longue date de l'entrepreneuriat féminin, Sabah Chraïbi se fait plus précise : «en restant jalouses de nos frontières d'intervention, on restera dans le «dit» et le «non fait». Il y a une exigence à composer avec les deux sexes. La question de l'égalité hommes femmes n'est pas simplement une question de genre, mais de genre de développement».

Des propos qu'endosserait à coup sûr une autre militante par l'exemple, Fathia Bennis, pdg dans le civil de Maroclear et qui a créé il y a trois ans la «filiale» marocaine du Women's Tribune de Deauville. Surnommé le «Davos des femmes»², ce forum devenu mondial a pour but de permettre aux femmes et aux hommes de se rencontrer, d'échanger sur des sujets clés, de favoriser l'émergence d'idées et donc le progrès, notamment sur la question de la représentativité des femmes dans le monde du travail. «Nous sommes une association de mixité qui parle des problèmes des femmes, explique Fathia Bennis. Comme aucune de nous n'occupe de postes décisionnels, rester entre femmes revient à se défouler entre nous, puis à rentrer chez soi. Là, notre objectif est de nous faire entendre des décideurs et qu'ils nous soutiennent». Pour sa troisième édition³, cette tribune de femmes avait choisi le thème «des femmes et de la gouvernance». Parmi les principales recommandations issues de ces travaux : l'inscription là encore de la parité et des quotas dans tous les textes juridiques (constitution, lois, réglementations...), mais aussi la mise en place d'outils servant à leur mise en œuvre et au suivi de leur application, à l'instar d'un conseil régional de contrôle de la parité ou de cet autre conseil de l'égalité hommes femmes. «Il est essentiel que nous ayons des données sur l'ensemble de la zone MENA et nous nous servons des pays du nord de la Méditerranée comme benchmark», explique Fathia Bennis. Certes, la CGEM, en tant qu'instance représentative du patronat marocain a bien formulé dans son livre blanc des propositions pour qu'à diplômes et compétences équivalents, il y ait égalité de

salaires, d'autres pour encourager les entreprises à favoriser l'ascension des femmes dans leur hiérarchie. Mais «il n'y a pas de suivi, aucune sanction n'est prévue. Il faut être plus exigeant», martèle-t-elle. Et de prendre pour exemple ces pdg qui, au Women's Tribune de Deauville s'engagent à nommer un certain nombre de femmes à des postes à responsabilité et qui, l'année suivante viennent rendre des comptes.

«Au Maroc, les partis politiques, les administrations ou les entreprises ont trouvé l'alibi commode de l'absence de compétences féminines pour expliquer leur absence des postes décisionnaires», s'indigne Hakima El Haité, une entrepreneuse dans le développement durable (voir portrait p. 120). Combien de Fathia Bennis en effet pour diriger les conseils d'administration d'entreprises privées ou publiques marocaines ? Or, selon une étude menée par Mc Kinsey⁴ dans le cadre de son partenariat avec le Women's Forum, il apparaît clairement que les entreprises qui ont une plus forte représentation de femmes dans leurs comités de direction ou dans leurs équipes de management sont aussi les plus performantes. Voilà qui est dit. Alors, pour aider les responsables politiques et économiques de notre pays à y voir plus clair, Hakima El Haité a eu l'idée de créer le Connecting Group. Une association mondiale, lancée le 14 février dernier, et dont le premier objectif est «d'identifier les hauts potentiels féminins, ayant assis leur notoriété professionnelle, qui bénéficient de la reconnaissance de leurs clients ou fournisseurs et jouissent d'une bonne réputation sur le plan éthique», précise sa présidente. «Nous suivons tous les postes de décision vacants et à chaque fois, nous positionnerons ces femmes, de sorte qu'on ne pourra plus nous dire qu'il n'y en a pas». Pour sa première année, le Connecting Group a identifié 70 femmes qui bénéficient de formations de haut niveau⁵ pour transformer ces leaders dans leur domaine en leaders d'opinion. On le voit, les femmes sont plus déterminées que jamais à faire entendre leur voix. Reste à savoir si le souffle émancipateur qui parcourt la région saura inspirer les hommes de ce pays ■

1 «Renforcer la participation de la femme à la gestion des affaires régionales et, d'une manière générale, à l'exercice des droits politiques. A cet effet, il convient de prévoir des dispositions à même d'encourager, par la loi, l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions électives»

2 Il a été créé en 2005 par Aude de Thuin

3 La 3ème édition du Women's Tribune s'est tenue à Essaouira du 6 au 8 mai 2011

4 Intitulée le Women Matter, l'étude 2010 est disponible sur http://www.mckinsey.com/locations/paris/home/womenmatter/pdfs/Women_matter_oct2010_english.pdf

5 Ces formations sont financées par le National Democratic Institute (NDI), une ONG qui appuie et renforce les institutions démocratiques dans le monde grâce à la participation des citoyens, l'ouverture et la responsabilisation du gouvernement

LE POUVOIR COMMERCIAL DES NANAS BENZ

Les activités commerciales féminines sont une tradition en Afrique de l'Ouest, datant de l'époque précoloniale et dépassant très souvent les frontières géographiques du pays.

Par Nezha Alaoui M'Hamdi

Doctrante-chercheur, université Mohamed V - Agdal, Rabat

Les femmes entrepreneurs représentent le fer de lance de beaucoup d'économies africaines. Dans la partie subsaharienne du continent, elles détiennent la majeure partie des entreprises de l'économie informelle. Dans le secteur formel, bien qu'elles représentent plus de la moitié des micros, petites et moyennes entreprises, leur contribution reste mal quantifiée¹. Jouant un rôle croissant en matière de diversification de la production de biens et de services dans les économies africaines², elles opèrent cependant dans des conditions plus difficiles que leurs homologues masculins. Le développement de l'entrepreneuriat féminin est en outre handicapé par des contraintes spécifiques et endogènes telles que l'accès limité aux ressources clés - y compris la propriété foncière et le crédit - et par un cadre juridique et réglementaire inadéquat alliés aux pesanteurs socioculturelles.

Ces différentes contraintes n'ont cependant pas freiné l'émergence d'une classe d'entrepreneurs féminins en Afrique de l'Ouest, depuis les années 80. Selon certains³, cette percée s'explique par les transitions démocratiques réalisées dans les années 90, dans certains pays de la région. Assortis d'une libéralisation de l'économie, ces processus de démocratisation ont libéré les énergies et incité les femmes à s'impliquer davantage dans les



DR

Les femmes entrepreneurs sont le fer de lance de nombreuses économies

activités économiques. Au Bénin, par exemple, la crise de l'emploi, accentuée vers la fin des années 80 par la faillite des entreprises publiques et la mise au chômage de bon nombre de pères de famille, a rendu nécessaire l'engagement des femmes dans les activités économiques. Cette évolution a en outre été facilitée par l'appui des institutions internationales (UNESCO, BIT...) qui, de plus en plus sensibles aux questions de genre, ont encouragé les femmes par divers moyens : formation à l'entrepreneuriat, conseils et appuis, facilités de crédits, etc. Ces dernières se sont également organisées en réseaux : Association des femmes d'affaires et chefs d'entreprises du Bénin (Afaceb), Réseau des femmes chefs d'entreprises du Niger (Refcen)... Ce dynamisme entrepreneurial féminin que l'on peut généraliser à l'ensemble de la sous-région ouest africaine nous renvoie à l'image des riches marchandes ouest africaines - pour la plupart togolaises - appelées «Nanas Benz», et dont l'habileté entrepreneuriale est devenue emblématique dans les années 80, dans toute l'Afrique de l'Ouest, grâce au commerce des tissus pagnes. Cette réalité trouve son origine dans un ensemble de pratiques commerçantes, souvent considérées comme relevant d'une tradition féminine propre à cette région.

Au 19^{ème} siècle déjà, les femmes dominaient dans beaucoup de régions le commerce vivrier local. Comme le souligne Catherine Coquery-Vidrovitch⁴, «Il n'y a pas de continuité évidente entre les anciennes porteuses de noix de cola ou d'huile de palme et les commerçantes du 20^{ème} siècle, très caractéristiques des villes du Ghana, du Togo, du Bénin ou du pays Yoruba, mais il est probable que la tradition des unes a favorisé l'expansion des autres».

Simple intermédiaires des sociétés européennes sous la colonisation, les Nanas Benz du Togo ont su façonner et s'approprier un vaste réseau commercial régional dans les circuits de distribution des tissus pagnes, historiquement produits en Europe, devenus africains, puis reproduits en Chine aujourd'hui.

Lorsque les tissus pagnes sont introduits depuis la Hollande et l'Angleterre en Afrique de l'Ouest, à la fin du 19^{ème} siècle, ils sont progressivement adaptés aux besoins et goûts locaux. Les côtes africaines, connectées sur des réseaux transnationaux bien avant la colonisation, se trouvaient dans le sillage des routes commerciales reliant l'Europe à l'Inde dès la fin du 15^{ème} siècle. Les marchandises étaient introduites par des agents commerciaux européens, lesquels s'appuyaient sur des femmes commerçantes, d'abord d'ethnie Ga et Akan en Gold Coast (actuel Ghana) puis Mina, au Togo.

Au début du 20^{ème} siècle, les commerçantes Mina

bénéficient du vide de l'espace marchand, autrefois occupé par des hommes, lesquels sont désormais employés par l'Etat colonial dans l'Administration. Les femmes Mina saisissent l'opportunité de se repositionner auprès des maisons européennes de commerce en devenant leurs agents de distribution. Servant d'interlocutrices et d'enquêtrices des agents commerciaux européens, elles approvisionnent les marchés à l'intérieur des terres en produits importés. Dans les années 30, elles façonnent un espace entrepreneurial féminin régional faisant de Lomé la plaque tournante du commerce de tissus pagnes. Afin d'asseoir leur pouvoir socio-économique, elles créent par ailleurs l'Association Professionnelle des Revendeuses de Tissus (APRT). Leur poids financier leur a en outre permis de jouer un rôle prépondérant au sein de l'Union nationale des femmes du Togo, structure du Parti Unique d'alors, le Rassemblement du Peuple Togolais, (RPT). Protégeant leurs activités commerciales par des liens ambivalents avec le politique, les Nanas Benz ont su maintenir leur cartel de distribution. Leur appartenance à un groupe ethnique minoritaire devient un avantage, puisqu'elles ne peuvent

LES NANAS BENZ ONT SU S'APPROPRIER UN VASTE RÉSEAU COMMERCIAL

pas représenter une menace pour le pouvoir politique. Dans une logique d'instrumentalisation, elles se prêtent à la propagande du pouvoir en place, en échange d'avantages fiscaux permettant leur enrichissement croissant. Cet arrangement institutionnalisé renforce leur pouvoir non seulement vis-à-vis du gouvernement post-colonial mais aussi auprès des centres de production textiles européens. Grâce au lobbying auprès de l'Etat, initié dès les années 60, elles constituent une position de quasi-monopole : les taux de douanes avantageux au port de Lomé renforcent leur rôle d'intermédiaires en faisant de ce dernier un pôle régional attractif. Leur modus operandi fonctionne ainsi à trois niveaux : avec le politique, avec les centres de production européens, qui leur assurent l'exclusivité de la vente et dans les réseaux de distribution régionaux. Par ces nombreux savoir-faire, les femmes entrepreneurs togolaises du textile ont fait de Lomé un centre régional de la distribution du textile euro-africain.

La réorganisation de l'économie mondiale et l'émergence



DR

De nouvelles routes commerciales avec l'Asie permettent aux Nanas Benz de se redéployer et de se diversifier

de la Chine obligent cependant les producteurs européens, dès la deuxième moitié des années 90, à changer leur système de distribution et à ouvrir directement des filiales dans les pays africains. Le textile chinois offre alors une opportunité de renouvellement aux Nanas Benz et à leurs filles : de nouvelles routes commerciales avec l'Asie leur permettent de se redéployer et de se diversifier grâce à la combinaison du textile avec les produits de maroquinerie, démontrant une nouvelle fois leur grande capacité à s'adapter aux environnements économiques et politiques et à réadapter leurs stratégies commerciales, afin de redéfinir les espaces d'activités⁵. Parallèlement à cela et bénéficiant du capital économique et social de leurs mères, la deuxième génération des Nanas Benz s'impose aussi en tant que médiatrice d'agences internationales de développement, telles que l'USAID et ses programmes «genre et économie». En adaptant les logiques transmises par leurs mères, elles intègrent le discours promu par ces agences d'aide et l'insèrent dans leurs stratégies afin de se redéployer et de manipuler le discours de l'approche genre dans leurs propres objectifs. Se plaçant dans un «espace de manœuvre⁶», elles parviennent à se renouveler et y voient une possibilité de renégociation des espaces économiques que leurs mères dominaient autrefois.

Ainsi, la tradition de grand commerce féminin en Afrique de l'Ouest, bien que puisant sa spécificité dans des activités précoloniales et socialement convenues, reste

soumise à une recombinaison permanente, sous l'effet des dynamiques contemporaines affectant les champs économiques, politiques et sociaux nationaux, régionaux voire internationaux. Les femmes entrepreneurs togolaises comme leurs homologues maliennes, béninoises ou nigérianes, exercent leurs activités au-delà de leur lieu de résidence et sont intégrées dans des réseaux régionaux ou transcontinentaux (Afrique-Europe puis Afrique-Asie). La reconfiguration continue des espaces de transactions, avec une plus grande variété d'acteurs, a permis à ces femmes d'affaires de se positionner au début du 20^{ème} siècle en tant qu'agents de marketing de produits de consommation importés, puis de s'imposer en tant qu'actrices de leurs propres intérêts dans un espace entrepreneurial féminin qu'elles ont contribué à faire émerger et à consolider ■

1 Source BAD, Rapport de l'ONUDI sur la promotion des PME en Afrique, 2002

2 Albaladejo M., Promoting Small and Medium Enterprises in Africa: Key areas for Policy intervention, document d'information de l'ONUDI, 2002

3 Brahim A. et Nouwligbeto F., Afrique : la percée des femmes entrepreneurs, 3 mars 2006, article sur le site Syfia (<http://fr.excelafrika.com/node/1131>)

4 Coquery-Vidrovitch C., les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^{ème} au XX^{ème} siècle, Paris, éd. Desjonquères, 1994

5 Georges Balandier parlait, à cet égard, dès 1967 «d'habileté stratégique», Anthropologie politique, Paris, PUF

6 Hemma C., Harrison E., Whose Development ? An Ethnography of Aid, London, Zed Books, 1998

JAMILA, UNE OUVRIÈRE CASABLANCAISE

Par Leila Bouasria

Sociologue

Professeure à la faculté d'Aïn Chock et chercheure-associée au CM2S

Jamila, trente et un ans, ouvrière dans le secteur du textile depuis l'âge de dix-neuf ans. Tôt le matin, elle quitte la maison après avoir préparé le petit-déjeuner et déposé sa fille de deux ans chez la voisine. Elle s'organise de façon à partir tôt pour arriver à l'usine à temps après les vingt minutes de marche quotidienne. La ponctualité est une grande source de stress. Jamila sait qu'une arrivée tardive risque d'être sanctionnée par un prélèvement sur le salaire de base, et que des retards à répétition peuvent même lui valoir une mise à pied de quelques jours. En arrivant à l'usine, Jamila fraye son chemin vers le petit vestiaire pour enfiler sa blouse bleue. Elle rejoint son poste de travail en se faufilant entre les ballots de vêtements qui encombrant les couloirs.

Jamila est habituée aux intérieurs lugubres des usines, la plupart du temps installées dans des garages ou des caves. Elle souffre de l'humidité, du manque d'aération et de luminosité. «Dans la plupart des petites usines où j'ai travaillé, il n'y a pas d'ouvertures ; les fenêtres sont inexistantes ou sont toujours fermées pour ne pas divertir l'attention des ouvrière», nous confie-t-elle.

À huit heures, Jamila a déjà retrouvé le rythme des machines et leur bruit assourdissant. Assise derrière son poste de travail, elle se laisse emporter par la cadence

de la chaîne et les gestes répétitifs et saccadés qui se succèdent indéfiniment dans la hâte jusqu'au moment du déjeuner. «Certaines usines, mais pas toutes, nous autorisent à prendre une pause de dix minutes avant l'heure du repas», nous révèle-t-elle.

La pause de midi reste quand même un court moment de délivrance. Jamila, n'ayant pas de possibilité de réchauffer son déjeuner, le prend froid, à même le sol en regrettant un peu ses anciennes conditions de travail. Chez son employeur précédent, dans la zone industrielle d'Aïn Sebâa, elle bénéficiait de conditions de travail plus favorables : «Là-bas au moins, ils avaient une cantine, le transport du personnel, et le travail n'était pas saisonnier».

C'est d'ailleurs le grand dilemme auquel Jamila est confrontée. Lorsqu'elle travaille dans une petite usine, proche de chez elle, elle réduit significativement ses frais, elle évite le supplice qui accompagne la ruée vers les moyens de transport et les incommodités de l'embouteillage. Mais elle reconnaît par ailleurs que contrairement aux usines (maâmel) dans les sociétés de confection (charikat) plus structurées des zones industrielles, la charge de travail est plus régulière, et les ouvrières ont plus de chance de bénéficier de leurs droits en profitant de la couverture sociale.

En douze ans, Jamila a travaillé dans trois grandes



BEARBOZ

sociétés de confection et quatre petites usines, mais elle ne bénéficie ni de prime d'ancienneté ni de promotion interne. Quand Jamila reprend son travail à quatorze heures, elle est censée se remettre rapidement dans le rythme de travail espérant pouvoir liquider les centaines de pièces entassées sur sa machine pendant sa pause. Les jours où le travail s'accumule, elle est obligée de rester au-delà des heures prévues.

«Les heures de travail en plus ne sont pas comptabilisées sous prétexte qu'on est responsable du retard accumulé. Les seules heures supplémentaires qui sont majorées sont celles qui sont planifiées par la patronne pour gérer une commande rapide». Jamila se plaint de ne pas être libre de prendre en charge l'organisation de son temps qui reste tributaire des pressions qu'impose l'urgence des commandes. Elle nous précise que, contrairement aux heures d'entrée qui sont strictes, les horaires de sorties sont aléatoires et que c'est la raison pour laquelle elle ne réfléchit pas encore à mettre sa fille en crèche. «Je ne sais à quelle heure je vais sortir et je ne peux compter sur personne». Jamila précise que parfois la production est tellement importante qu'il lui arrive de rester des nuits entières à l'usine «sous la pression des commandes toujours urgentes et rapides».

Jamila reconnaît que les conditions de travail ne sont pas

les mêmes partout mais, malgré cette hétérogénéité, on retrouve certaines constantes : la cadence de travail soutenue, des horaires fluctuant au gré des commandes, l'irrégularité des rémunérations et leur conditionnement aux aléas du marché, l'absence de perspectives de promotion et la faible qualification du travail. «Le plus important, nous dit-elle, c'est que dans cette usine au moins, nous sommes traitées avec dignité». Au passage, elle n'omet pas de relever la part d'arbitraire liée à l'autorité discrétionnaire de quelques supérieurs hiérarchiques. Entre le contrôle des mouvements, les humiliations diverses et l'exigence de la production, Jamila nous confie attendre que son mari trouve un «vrai travail» pour retourner au foyer.

Il est dix-neuf heures, Jamila affiche quelques signes d'épuisement, elle se dit qu'il se fait tard et pense au chemin du retour et à l'insécurité qui la guette. Ces derniers temps, elle se fait accompagner par son mari, car il y a quelques semaines un voleur l'a agressée pour lui prendre son nouveau portable.

Ils marchent ensemble tout au long de la grande avenue et traversent les constructions en dur pour atteindre l'entrée du bidonville. Elle s'arrête chez la voisine pour récupérer sa fille. Après une journée longue et harassante, la préparation du dîner l'attend ■

INFIRMIÈRE, UNE VOCATION

Par Christelle Marot
Journaliste

Lundi, neuf heures. Sept personnes patientent calmement dans le hall de la clinique. Malgré le début de semaine, c'est une matinée plutôt calme. Au quatrième étage, en chirurgie, le téléphone résonne. Sur le mur, des mots de remerciements griffonnés par des patients, à l'adresse des équipes. Foulard pastel, blouse et pantalon rose, Sabah Daral a pris son service il y a une heure déjà. Accoudée au comptoir, elle pointe les sortants, les entrants, coche les chambres occupées, inscrit le diagnostic, le nom du médecin. La porte de la chambre 43 est entrouverte. Une vieille femme, tout juste opérée d'un cancer, se plaint de douleurs. Sabah entre, discute, tente de la réconforter. Presque trente ans qu'elle est infirmière et Sabah est toujours aussi passionnée. «J'aime ce métier profondément. Et travailler avec les médecins de cette clinique en particulier (...) Il y a le stress, il y a la fatigue, plus morale que physique d'ailleurs. Mais je n'en changerai pour rien au monde», confie-t-elle. A cinquante-deux ans, cette mère de deux adolescentes, de douze et quinze ans, est infirmière technique, responsable des étages dans une clinique privée de Casablanca. Sous sa coupe : une dizaine d'infirmières et d'aides-soignantes, ainsi que trois étages à gérer avec des services aussi divers que la neurologie, la neurochirurgie, la traumatologie, l'ORL, la chirurgie

**QUAND ON CHANGE
D'ENTREPRISE, ON
RECOMMENCE À ZÉRO,
ON EST PAYÉ
À L'ANCIENNETÉ**

viscérale, la gynécologie ou la chimiothérapie. Sabah est parfois appelée en renfort en réanimation. Il est treize heures. L'infirmière en chef assiste au roulement des équipes, transmet les dossiers, s'entretient avec un médecin sur un cas difficile. Dans cette clinique, une centaine de personnes travaillent, en grande majorité des femmes. Le temps de travail légal est de six heures, mais pour Sabah, la journée compte plutôt neuf voire dix ou onze heures ; des heures supplémentaires non rémunérées. Lorsqu'elle est retenue, c'est alors la grand-mère maternelle qui prend le relais avec les filles. Diplômée de l'école d'infirmières de Casablanca en 1982, Sabah a démarré dans le secteur public. Après treize ans d'activité, elle démissionne de la fonction publique pour suivre son mari en Suisse puis en Italie, pendant



cinq ans. Lui est technicien de laboratoire dans une société pharmaceutique. Pour l'accompagner, Sabah a abandonné ses avantages : un emploi à vie, des années de cotisation à la CNSS, son ancienneté. A l'étranger, son mari ne souhaite pas qu'elle travaille. Mais Sabah fait de la résistance et enchaîne plusieurs missions courtes dans le secteur paramédical privé.

A son retour au Maroc, elle n'a le choix que de reprendre du service dans le secteur privé. «Quand je suis rentrée, j'ai eu envie de monter mon propre cabinet en libéral. Mais ce n'est pas si simple, il faut de l'argent, les loyers à Casablanca sont chers», explique-t-elle. Son salaire est un appoint financier bienvenu dans le ménage.

Entre-temps, dans le public, la situation s'est améliorée. «Les infirmières y sont désormais mieux payées que dans le privé», confie Sabah. Une situation qui n'empêche pas la grande majorité des infirmières, protégées par le statut de la fonction publique, d'accumuler les heures à l'hôpital public et dans le secteur privé. Mettant en péril la sécurité des malades. «On ne peut pas faire ce métier correctement, rester vigilant, si l'on croule sous les heures», critique l'infirmière.

Malgré ses trente années d'expérience, Sabah, employée depuis huit ans dans cet établissement privé, touche aujourd'hui 5 000 dirhams seulement. «L'expérience n'est pas reconnue. Quand on change d'entreprise,

on recommence à zéro, on est payé à l'ancienneté», explique-t-elle. «Il est vrai aussi que je ne suis pas trop revendicative».

Les primes n'existent guère. Dans l'année, dix-huit jours de congés sont accordés. Pas de reconnaissance sociale ou très peu. «Les familles des patients sont parfois difficiles, il faut savoir être psychologue», confie l'infirmière.

Sabah n'envisage pas de travailler ailleurs. «Le salaire n'est pas formidable c'est vrai, mais j'ai de très bonnes relations avec les médecins, l'ambiance de travail est bonne, c'est important quand on exerce une profession moralement épuisante». Pour autant, elle n'espère pas que ses filles suivent son chemin, reconnaissant un parcours difficile. «C'est une profession qu'il faut revaloriser», convient Sabah. En première ligne : les infirmières qui travaillent de nuit, coupées d'une «vie de famille normale», sans grande perspective de voir leur situation changer... à moins de démissionner.

Dans le secteur, nombreuses sont les infirmières à connaître régulièrement des épisodes de grande fatigue, voire de dépresses passagères, entre le travail qui exige une grande disponibilité et impose de supporter des situations humaines difficiles, et le couple parfois source de tensions. Les maris sont souvent jaloux, hostiles au travail des femmes dans un environnement où le contact avec les malades peut relever de l'intime ■

DIRECTRICE MARKETING : COOPÉRER POUR MIEUX S'IMPOSER

Par Alexandra Mouaddine

Enseignante-formatrice en développement durable

La première chose qui frappe, lorsque l'on rencontre Zineb Oukasha, c'est ce regard sombre et impénétrable qui vous fixe droit dans les yeux. Chevelure noire, blouson de cuir ajusté sur pantalon stretch et talons hauts assortis, l'apparence est soignée et l'autorité naturelle s'impose comme une évidence. A n'en pas douter, nous sommes bien en présence de la directrice marketing et ventes régionales de Hyundai : une femme dans un univers professionnel masculin.

Issue d'une grande famille casablancaise, Zineb grandit avec son frère et ses cousins. Dans ce groupe soudé, elle fait office de petite dernière, toujours sage et posée, mais très mature pour son âge. Son séjour à Paris, où elle est envoyée pour ses études supérieures, est décisif dans la construction de sa personnalité. «J'étais jusqu'alors sous la houlette de ma famille, qui me laissait peu l'occasion d'exprimer mes propres opinions, et ressentais le besoin de découvrir qui j'étais vraiment». En France, elle apprend à se débrouiller par elle-même, à orienter ses choix. Elle révèle ses potentiels, ses limites, et se découvre une force de caractère qu'elle ne soupçonnait pas. Cinq ans plus tard, son diplôme d'école de commerce en poche, c'est une nouvelle femme qui rentre au Maroc et retrouve avec plaisir ses repères, sa famille, ses amis. «A mon

retour, je me sentais forte, capable d'affronter la vie, mais gardais toujours en moi cette fragilité de l'enfance». Zineb est perturbée par cette dualité de tempérament et va vite comprendre que l'affirmation de soi, dans le monde professionnel, sera la clé de son équilibre.

Abandonnant ses idéaux de petite fille coquette, attirée par l'univers si féminin de la cosmétique, Zineb se lance un premier défi et accepte un poste de conseillère commerciale chez un distributeur automobile. Face à des clients butés qui refusent de voir en elle le conseiller dont ils ont besoin, la jeune femme redouble de persévérance pour prouver qu'elle est capable de faire son métier. «Cette expérience m'a révélé que je n'étais pas la personne timide, travaillant dans l'ombre, que je croyais être, mais que ma place était aussi au front office».

Lorsqu'on lui confie la création du département logistique, Zineb s'investit à 100% : «Je lavais les voitures, allais au port, montais dans le camion qui transportait les véhicules... Bref, j'étais sur le terrain, aux côtés des petites mains, pas en train de jouer au chef dans mon bureau !». Ce poste, physiquement éprouvant, réveille ses gènes de meneuse d'hommes, hérités de figures familiales emblématiques. «Je savais que les gens que je côtoyais au quotidien avaient un préjugé sur mes origines sociales mais connaissaient aussi les valeurs de ma



famille, qui n'était pas du genre à les regarder de haut». En traitant ses équipes avec toute l'humanité qui l'habite (une caractéristique qui lui vaut d'être surnommée Mère Teresa par sa famille !), mais demeurant ferme sur le plan managérial, Zineb parvient à faire parfaitement cohabiter ces deux traits de sa personnalité et trouve enfin son équilibre.

Véritable joker de l'entreprise, on lui confie la direction commerciale pour le lancement de trois nouvelles marques. Déployant toute sa force de conviction, Zineb part négocier avec les constructeurs : Américains, Allemands - et plus tard Coréens, Suédois, Turcs - aucun ne lui résiste ! «Certes, ça n'a pas toujours été rose, et j'ai connu des moments de remise en question quant à mon orientation professionnelle. Mais j'aime le secteur automobile car il est en perpétuelle évolution et on ne s'y ennue jamais». Son expérience pluridisciplinaire permet à Zineb de rejoindre le distributeur d'une marque premium peu reconnue au Maroc. On lui donne carte blanche pour restructurer l'entreprise et développer les ventes. Réalisant son plus beau «coup de pub», elle crée le buzz autour de la marque et le chiffre d'affaires décolle. Forte de ces résultats, Zineb en est convaincue : l'automobile, elle l'a «dans le sang». Sa carrière est ici !

En 2009, elle rejoint Hyundai en tant que directrice

marketing et communication. Les débuts sont difficiles. Sa présence au comité de direction générale dérange car c'est de son service qu'émane toute la stratégie de l'entreprise, domaine éminemment sensible, confié à une jeune recrue, qui plus est, une femme ! Zineb ignore les coups de griffe et joue la carte de la coopération la plus totale. «J'ai laissé à mes pairs le temps de me connaître, d'apprécier mon travail, pour leur faire comprendre que je n'étais pas une rivale mais, qu'au contraire, nos compétences étaient complémentaires».

Avec ses équipes, Zineb fixe d'entrée les règles du jeu : les orientations et objectifs sont discutés en commun. Elle s'engage à donner à chacun les moyens pour réussir et se montre toujours disponible pour démêler une situation. En contrepartie, ses collaborateurs sont libres d'agir comme bon leur semble pourvu que les objectifs soient atteints. «En général, le Marocain demande beaucoup. Je joue le jeu mais les résultats doivent suivre... ou le plateau d'argent se transformera en métal !».

Ayant appris à dompter sa trop forte personnalité et à arrondir ses discours au fil des ans, Zineb conserve aujourd'hui intact son degré d'exigence. Certains loueront sa poigne et son professionnalisme, d'autres la jugeront trop émancipée. Zineb ne s'en soucie guère et continue de tracer sa route, dans la discrétion, mais avec des valeurs qui lui sont chères : équité, justice, mérite et don de soi ■

TRÉSOR : LE DIRECTEUR EST UNE FEMME

Par Caroline Minialai
Enseignant-chercheur, Cesem-HEM

Le parcours de Faouzia Zaaboul débute à Tanger où elle suit ses études au lycée français et grandit dans un environnement confiant envers les femmes : «Mes parents nous ont poussés, mon frère comme moi, à poursuivre des études et à être indépendants», témoigne-t-elle. Son bac philo en poche, elle obtient sa licence en Sciences économiques en 1980, puis, alors qu'elle travaille au ministère de l'Habitat, elle obtient en 1983 et 1984 les deux certificats d'études supérieures qui lui permettent aujourd'hui de préparer un MBA. Alors qu'elle rêve de philosophie et d'écriture, des amis l'incitent à passer le concours de l'Inspection Générale des Finances. C'est à l'époque un domaine très masculin, avec au maximum une femme par promotion¹; une présence féminine qui suscite des réactions de surprise, en particulier lors des déplacements en province. En 1990, après deux années de formation et un concours de sortie, elle est affectée à la Direction du Trésor comme cadre à la division des crédits.

Au Trésor, elle trouve enfin un environnement de travail qui lui convient, «une direction aux problématiques en perpétuel renouvellement et moins de formalisme». Ses initiatives personnelles encouragées par sa direction et ses compétences lui permettent de gravir tous les échelons et de connaître ainsi tous les secteurs. Pourtant, elle souffre

à chaque changement : «Les premiers mois s'apparentent plus à du bizutage, il faut beaucoup lire, apprendre avant de pouvoir devenir réellement opérationnel et c'est précisément là où il faut à nouveau changer!». Le changement le plus difficile a lieu en 1994. Chef de service des financements bilatéraux depuis six ans, elle est mutée au même grade, sans promotion, au nouveau service du développement des instruments financiers. Elle démarre sans bureau ni collègues, dans un domaine nouveau pour elle et ce, à la veille des réformes des marchés des capitaux. Comme à l'accoutumée, elle se documente et lit beaucoup. «Lors de mes voyages à Paris, alors que les autres achetaient des vêtements, j'achetais des livres», se rappelle-t-elle. Sa capacité à relever ce challenge la propulse dix-huit mois plus tard à la direction de la division des marchés de capitaux où elle va rester huit ans. En 2007, nouveau «revirement à 90°» et nouveau métier : elle est nommée adjoint du directeur du Trésor au pôle macro-économique. Si, alors qu'elle est «paumée pendant six mois», elle vit cette nomination «non pas comme une promotion mais comme une punition», sa ténacité et sa volonté d'apprendre et de comprendre lui permettent une nouvelle fois de s'adapter.

En juin 2010, elle est nommée directeur du Trésor. «Il a fallu beaucoup de courage pour me nommer à ce poste»,



commente-t-elle sobrement. Cette déclaration, si elle a de quoi surprendre, reflète pourtant bien sa réaction. De fait, le poste de directeur du Trésor est toujours pourvu en interne car il nécessite une veille quotidienne et une familiarité immédiate avec les enjeux et les problématiques. Mais jusqu'alors, ce poste avait toujours été occupé par des hommes. Cette nomination a lieu en même temps qu'une dizaine d'autres. Si le contexte pouvait lui être favorable², elle n'apparaît pourtant pas comme une nomination «alibi». «J'étais parmi les mieux placés en termes d'ancienneté et d'expérience. Ce qui n'était pas normal, c'est que j'étais une femme», analyse-t-elle. Cette nomination en surprend plus d'un. Et ce d'autant plus que mi-2010, le Trésor prépare une sortie déterminante sur les marchés internationaux par l'émission d'un emprunt obligataire... dans un contexte de crise financière internationale. Pour réussir cette sortie, dès sa première semaine, Faouzia Zaaboul réorganise sa direction. Elle crée tout d'abord un pôle «dette» regroupant les différents services de dettes pour arbitrer et veiller quotidiennement sur les marchés financiers internationaux. Une fenêtre de sortie est identifiée fin septembre 2010, et un emprunt d'un milliard d'euros est émis. En parallèle et tambour battant, elle change le fonctionnement interne de sa direction. Elle crée un pôle systèmes d'information pour intégrer

les applications utilisées dans les différents services, qui fonctionnaient toutes de manière autonome, et pour piloter la nouvelle stratégie de financement mise en œuvre aujourd'hui. Mais le mode de management change aussi, devenant moins patriarcal et plus consensuel, un trait commun à de nombreuses dirigeantes. Comme elle déclare «ne pas supporter la hiérarchie tatillonne», Faouzia Zaaboul délègue énormément. Mais délégation et partage ne signifient pas laxisme, et elle se déclare «intransigeante sur le reporting, le réel problème en amont comme en aval [étant] le défaut d'information».

Même si son père serait «surpris de la découvrir fonctionnaire aujourd'hui», elle a suivi ses enseignements et protégé son indépendance. Bien qu'elle ne soit membre d'aucun réseau féminin, elle contribue à sa manière à l'évolution «lente mais positive de la situation des femmes au travail», convaincue que le plus important est d'être au niveau. Elle cherche à «rendre visibles certaines compétences détenues par des femmes et qui restent trop souvent dans l'ombre». Mais elle reste fidèle à la règle qui a présidé toute sa carrière : «Pour la promotion, homme ou femme, c'est une question de compétences» ■

1 Les résultats du concours 2010 sont : 4 femmes sur les 11 candidats admis

2 Contexte incitant à la promotion des femmes tel que le programme 2011-2014 de promotion de la participation des femmes à la vie économique

ENTREPRENDRE AU FÉMININ

Par Alexandra Mouaddine
Enseignante-formatrice en développement durable

Originaire de Fès, Hakima El Haite est la petite dernière d'une fratrie de garçons qu'elle suit partout. «J'ai joué au foot dans la rue avec mes frères, me suis blessée aux genoux, écoutais leurs conversations... Ceci m'a permis de comprendre la psychologie masculine et d'avoir confiance en moi très jeune», nous confie-t-elle. Traitée comme une princesse à la maison, elle est portée par son père qui l'encourage à faire de brillantes études. Son mariage précoce ne freine en rien ses ambitions ; elle choisit la voie de l'environnement et décroche son doctorat en 1990. Ces années d'études sont particulièrement éprouvantes, entre de nombreux déplacements, deux grossesses (elle aura trois filles) et des accouchements à la veille des examens ! Avec son caractère de battante - son frère dira même qu'elle n'est «pas une femme, mais dix hommes !» -, Hakima détonne et dérange déjà. Ses études l'amènent à dénoncer la pollution de l'Oued Sebou, ce qui lui vaudra de virulents détracteurs. Jeune doctorante déterminée, elle invite une grande figure féminine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire de Fès, Mme Ayachi, à intégrer le jury de sa thèse ; cette dernière accepte et deviendra son mentor. Les deux femmes resteront longtemps liées. Pour ses premiers pas dans la vie active, Hakima choisit une entreprise internationale de consulting. Elle

y apprend le travail par objectifs et intervient auprès d'organismes mondiaux de référence dans le domaine de l'environnement. C'est ensuite au sein de l'Agence urbaine de Fès qu'elle décroche, à force de lobbying, une mission inédite : la création d'une cellule dédiée à l'environnement, une première du genre dans le pays. Fière de ses réalisations mais ayant le sentiment de ne pas être reconnue pour son travail, Hakima opte finalement pour l'indépendance et lance son propre bureau d'études en 1993-1994. A l'époque, le marché est quasi inexistant mais «quand on n'a pas le choix, on réussit !» Pour Hakima, «on mesure ses réussites à ses défis», et la liste des obstacles surmontés est longue ! L'apport financier nécessaire à la création de son cabinet lui vient d'un «crédit jeune promoteur» qu'elle obtient grâce à sa ténacité et des arguments convaincants : «Mon travail sera utile à tous les Marocains !». Ses rencontres amicales régulières avec la défunte Mme Ayachi lui permettent de suivre et de participer indirectement aux débats sur le développement de la stratégie environnementale du Maroc. Cette expérience passionnante lui permet également de voir le marché se créer. Enfin, pour financer la croissance de son cabinet et accroître son fonds de roulement, elle n'hésitera pas, par deux fois, à revendre sa maison et emménager en appartement avec ses filles.



Au quotidien, Hakima s'investit jours et nuits dans son travail et démarche elle-même les élus sur l'ensemble du territoire national. Sa jeunesse va la desservir : traiter avec une gamine coupée au carré et couverte de taches de rousseur, ce n'est pas sérieux ! Ses interlocuteurs réclament LE patron et Hakima n'a d'autre choix que de se faire passer pour une simple employée.

Habitée à se battre pour dépasser sa condition de femme dans un univers masculin plein de préjugés, Hakima est également sensible aux inégalités sociales. Elle n'a jusque-là aucune culture civique ni politique, mais en 2003 tout va basculer. Après les attentats de Casablanca, des bruits courent sur l'hypothétique imposition du port du voile aux femmes marocaines et la restriction de leur liberté de travailler et d'entreprendre. Cette idée révolte notre héroïne qui rejoint le Mouvement Populaire pour y défendre les «maillons faibles» du Royaume. La cause féminine la touche plus particulièrement ; elle-même mère de trois filles, consciente des injustices liées à son sexe, s'engage pour rétablir l'égalité de traitement de ses pairs devant la loi. Cette cause la mènera au titre de vice-présidente de l'Internationale Libérale pour les Femmes. Pour cette militante, «les femmes sont des êtres merveilleux : émotives, fortes et intelligentes, elles supportent leur famille, éduquent leurs enfants, accusent,

militent...». Beaucoup d'entre elles sont remarquables à plus d'un titre mais restent dans l'ombre. Hakima prend la mesure du potentiel de progrès détenu par ces femmes et cherche un moyen pour les aider à prendre le pouvoir. Entourée d'une équipe soudée, elle crée le réseau Connecting Group, dont la vocation est de former des femmes d'exception à renforcer leur leadership pour rayonner davantage et mieux servir leur pays. Soixante-dix Marocaines sont ainsi identifiées, choisies pour leur niveau d'instruction, leur réussite professionnelle, leur déontologie mais aussi leur engagement civique. Elles seront formées par des psychologues, coaches, politiciens, experts en communication et autres spécialistes internationaux pour «grandir» à leur contact et se préparer à leurs actions futures. Lancé le 14 février 2011, jour de la première séance de formation, le réseau est en cours d'être dupliqué dans différents pays du Maghreb et d'Europe, démontrant que les besoins sont immenses !

Au stade actuel de son parcours, Hakima El Haite est une femme heureuse. Son succès professionnel est exemplaire, elle s'investit pleinement pour servir les causes chères à son cœur et vit en conformité avec ses convictions. Mais sa plus belle réussite, selon elle, ce sont ses filles, trois étudiantes à la tête bien faite, battantes et convaincues, qui pourront s'épanouir et faire valoir leurs droits de femmes dans ce Maroc qu'elles aiment tout autant que leur mère ■

DG : DÉLÉGUER POUR MIEUX MANAGER

Par Alexandra Mouaddine
Enseignant-chercheur, Cesem-Hem

La vocation d'Ilham Zihri pour l'entrepreneuriat se dévoile à l'âge de neuf ans lorsqu'en accompagnant son père en voyages d'affaires en Espagne, elle participe à la négociation finale du prix d'un contrat de sous-traitance.

Elevée dans un environnement de «labeur de longue haleine» et très admirative d'un père «self-made-man», elle baigne dans la librairie familiale depuis toujours. Aînée de quatre frères et sœurs, son père l'encourage à partir, à peine majeure, poursuivre des études aux Etats-Unis. Parcours sans faille : bachelor, MBA, stages dans des cabinets de conseils, et pour finir une offre de la Banque mondiale à l'issue de ses études qu'elle décline pour des raisons personnelles. Elle préfère alors rejoindre le groupe familial qui a adjoint à la librairie originelle une imprimerie créée en 1982.

En 1994, elle devient donc «imprimeuse, un métier d'hommes partout dans le monde, et encore plus au Maroc». Les premiers temps sont très difficiles. Ilham Zihri cumule les difficultés : elle est jeune, formée à l'anglo-saxonne, de sexe féminin et rejoint une entreprise gérée par son oncle depuis quinze ans. «C'est plus difficile de rentrer dans une entreprise qui fonctionne déjà que de créer à partir de rien», affirme-t-elle. En effet, elle a la tête remplie d'idées nouvelles, mais accepte de travailler en

douceur à la fois pour prouver à tous, et principalement à ses équipes, qu'elle est capable mais aussi pour surmonter les nombreuses résistances au changement qui lui sont opposées. Directrice administrative et financière au départ, elle prend la mesure du métier, décortique les mécanismes et «assoit en douceur la future gérance», qu'elle obtient après quelques années. La confiance que lui accorde son père, depuis qu'il l'a envoyée aux Etats-Unis après son bac, ne diminue pas et elle obtient une délégation formelle et totale de pouvoir dès le départ, ce qu'elle qualifie de «merveilleux».

Les difficultés rencontrées affectent nécessairement son mode de management. «Pour installer mon pouvoir, et obtenir le respect de l'équipe, j'ai été au départ très directive, presque autoritaire, mais le temps m'a appris que ce n'est pas nécessaire», confie-t-elle. Outre le temps, Ilham Zihri ne ménage pas sa peine pour apprendre en permanence et se former. Au cours des quinze années passées dans le groupe familial, elle suit cinq à six programmes de formation complémentaires, dont un consacré au management de la production industrielle, à la fois au Maroc et à l'étranger. Ilham sait que comme nombre de ses consœurs de par le monde, elle est souvent trop dure avec elle-même, mais, dit-elle, «la richesse que nous apportons à nos entreprises est aussi cette recherche



permanente d'excellence et de performance».

Le management de son imprimerie fait d'ailleurs figure d'exception dans le groupe familial. Le caractère familial de l'entreprise se traduit par un fort sentiment d'appartenance au groupe, mais elle considère qu'«avec une approche féminine la dimension humaine et familiale prend encore plus de place». Au-delà des relations humaines, elle gère l'entreprise comme une succession de projets entrepreneuriaux qui fédèrent et motivent les équipes : «D'abord la qualité, puis la santé sécurité, puis l'environnement, à chaque fois il faut relever le défi et l'objectif est d'y arriver ensemble en y consacrant toute notre énergie». Et cette entreprise de seulement 120 personnes a une politique de gestion des ressources humaines exemplaire : enquêtes internes et externes, indicateurs de performance communiqués tous les six mois, révision des fiches de poste... Attachée à la féminisation de son entreprise, Ilham Zihri «très sensible à l'approche genre, [encourage] le recrutement des jeunes femmes». Et si le secteur de la production reste masculin, l'entreprise a plus de commerciales que de commerciaux par exemple.

L'engagement de cette entrepreneuse ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. Dès son entrée dans la vie active, elle s'engage aux côtés d'associations travaillant sur des problématiques sociales. Il y a huit ans, sa volonté de changer les choses l'amène à rejoindre

l'AFEM (Association des Femmes chefs d'Entreprises du Maroc) où elle devient vice-présidente en charge du pôle développement de l'entrepreneuriat féminin. Si le regard de la société marocaine sur la place de la femme change, il y a encore de nombreuses actions à entreprendre pour «donner du pouvoir aux femmes». Forte de ses formations anglo-saxonnes, et en particulier de la possibilité qu'elle a eu de suivre son mentor, présidente d'une des Fortune 500, pendant trois semaines, elle a choisi de partager son expérience et d'introduire au Maroc cette pratique : «L'objectif est l'autonomisation socio-économique des femmes marocaines par l'accompagnement par objectif pour atteindre un meilleur développement professionnel». Dans le cadre du Réseau de Femmes pour la Promotion du Mentoring et du Networking, qu'elle a créé avec le soutien du KVINFO¹, elle vise les femmes de tous milieux, des coopératives féminines aux entrepreneuses.

Comment arrive-t-elle à mener de front tous ces projets ? Sa réponse est celle d'un leader : «Je délègue à presque 100% en responsabilisant en permanence les équipes et en effectuant des contrôles sporadiques» ; une pratique qui ne fonctionne que si l'on sait communiquer sa stratégie et ses objectifs pour fédérer les énergies et qu'elle applique à l'ensemble des projets qu'elle mène ■

¹ Organisme danois leader dans le domaine du mentoring

UN ADO QUI SAIT JUSTE TROP CE QU'IL DIT

Par Driss C. Jaydane
Écrivain

L'autre jour, un jeune et moi, nous avons évoqué la question du féminisme. Ou plutôt, c'est moi, qui me suis lâché, évoquant, la voix chevrotante, ce combat qui jalonne, finalement, toute l'histoire du siècle dernier. Luttés courageuses qui, d'Olympe de Gouges aux suffragettes conduisirent à ce que les femmes puissent recouvrir, sinon tout, du moins une partie de leur dignité. Précieuse, méritée, mais non moins difficile liberté. C'est ainsi qu'on m'a éduqué.

Nous avons évoqué la pilule. Ce droit durement acquis, de pouvoir choisir le moment où le corps d'une femme portera l'enfant. L'enfant qui retrouve lui aussi et sous une forme nouvelle, et, tellement plus belle, le qualificatif désiré. La pilule, à la fois comme découverte scientifique et comme moment de vrai bonheur, de véritable joie philosophique. Si tant est que la philosophie consiste aussi à aimer la liberté, disais-je, lyrique, mais aussi en plaisantant, à ce jeune ado, de dix-sept ans, que je ne voulais pourtant pas ennuyer. Mais qui me parla avec respect de deux ou trois choses, comme ça...

Moi, ce que je ne savais pas, et que mon jeune interlocuteur avait

**LE MINISTÈRE
UNIVERSEL
DES FINANCES,
PROMOTEUR
DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES
SEXES**

découvert sur le net, c'était que cette affaire de droit des femmes à travailler ne relevait pas du tout, mais alors pas du tout du désir des sociétés à se rendre plus égalitaires. Mais bien de celui, plus cynique, des États à taxer une partie de la population, - les femmes, qui ne l'avaient jamais été auparavant !

Le Ministère universel des finances, grand promoteur, en somme, de l'égalité entre les hommes et les femmes. L'agent du fisc, premier défenseur du travail de ces dames. Et tout ça, pour remplir les caisses ! Quant à la pilule, aujourd'hui, allez donc essayer de convaincre une fumeuse de la prendre depuis qu'on sait qu'elle s'avère dangereuse pour

elle. Et le nutritionniste dictateur ? Ne milite-t-il pas un peu, beaucoup, contre ce que j'avais nommé bonheur philosophique...

Olympe de Gouges ? Le siècle que nous vivons ne sera pas aussi militant que celui qui l'a précédé... Oui, c'est dommage, mais c'est comme ça... Souhaitons-nous qu'il soit seulement possible, ce siècle !

Aujourd'hui, pour peu qu'on soit du côté du plus fort, l'humiliation n'a plus de genre. Des femmes soldats, en Irak, humilient des prisonniers ! Et des hommes aussi sont battus.

Aujourd'hui, ce n'est pas le sexe fort qui humilie, mais c'est le compte en banque le plus rempli ! Le vrai sexiste, c'est lui !

L'ado, lui, ne dit pas que le monde change. Il sait qu'il mute. Il sait qu'on ne sait rien. Que l'avenir est un temps révolu. Mais parti pour durer. Et, par-dessus tout, il sait qu'il faut vivre. Entre deux crises, qui nous feront tous égaux. Vivre, bon sang ! Ici, et maintenant. Etre peace, entre nous. Femmes et hommes, adultes et enfants, enfants et parents. Plus tard, il vivra avec une femme qui partagera tout avec lui. Alors ? Il est juste trop bien, ce jeune ■

CARTE BLANCHE



L'évaluation, une exigence démocratique

Par Ali Bouabid

Kiosque

Par Kenza Sefrioui

Les sirènes de la domination

Par Kenza Sefrioui

Carnet de bord

Par Khalid Tritki

Quel rôle pour la société civile marocaine ?

Par Romain Chapouly

Servir ou se servir ?

Par Catherine Alix-Mascart

L'évaluation, une exigence démocratique

Par Ali Bouabid
Délégué général de la Fondation Abderrahim Bouabid

Évaluer une action publique consiste à juger de la valeur de cette action du point de vue de la chose publique («res publica») sur la base d'informations appropriées et au regard de critères explicites. Il est temps pour la fonction évaluative de trouver un point d'ancrage institutionnel.

Les démocraties modernes sont travaillées par des tendances lourdes qui signalent une recomposition des registres de légitimité sur lesquels elles étaient jusque-là fondées. C'est à cette évolution que renvoie le thème classique de la crise de la représentation politique¹. Ainsi, désormais, la crédibilité et la légitimité des institutions ne reposent plus sur leur seule existence formelle, voire sur leurs conditions d'émergence, mais sur un effet de démonstration du bien-fondé de leur action au service de l'intérêt général. La qualité démocratique d'une institution s'éprouve désormais dans la continuité temporelle (et non par intermittence à chaque élection) des pratiques délibératives adossées à de nouvelles exigences en termes d'écoute, d'impartialité, de responsabilité et de reddition des comptes.

Au Maroc, le défi est avant tout celui de la crédibilisation préalable des institutions classiques de la démocratie représentative, fondées sur une légitimité électorale. Pour autant, les manifestants du Printemps arabe ne limitent pas leurs revendications à ces seules institutions mais exigent l'établissement de règles et de pratiques permettant

l'émergence d'une «véritable démocratie», seule à même de «mettre un terme à l'injustice sociale»² qu'ils dénoncent. Dans ce contexte, le débat sur la démarche évaluative relative aux politiques publiques résonne formidablement. En effet, deux enjeux sous-jacents conditionnent la qualité de l'évolution démocratique : un enjeu politique, qui donne sens et contenu au débat démocratique dès lors que l'évaluation a vocation d'alimenter, en qualité, la délibération sur les choix publics ; enjeu conjugué à celui d'améliorer, de manière continue, l'efficacité des politiques publiques dès lors que l'évaluation a précisément pour objet in fine d'ajuster, de corriger, voire de remettre en cause, les présupposés et options qui les fondent. Au Maroc, on observe que les plans sectoriels se succèdent sans pour autant que le travail d'évaluation qui les fonde n'ait été préalablement mis en débat. Tout se passe comme si les choix opérés relevaient d'une évidence qui ne justifie aucun débat, quand il ne s'agit que de choix politiques implicites, tus dans leurs présupposés ! C'est ainsi que la «décision publique» pour répondre aux impératifs de «l'urgence» fonctionne en circuit court, et nous dispense de débat en amont sur les finalités des plans sectoriels. Le faible ancrage de la culture évaluative dans l'univers

culturel politico-administratif n'aide, à vrai dire, pas. Même si dans certains secteurs, et depuis peu, l'évaluation est confusément ressentie comme une nécessité.

En effet, près de six années après un travail sur les conditions d'institutionnalisation des pratiques évaluatives au Maroc³, la fonction évaluative en matière de politique et de programmes publics peine à trouver un point d'ancrage tangible dans le paysage administratif et institutionnel. Bien que la nécessité d'envisager les voies et moyens de multiplier des actions d'évaluation ait été évoquée ici et là dans les discours publics et que des dispositifs sectoriels de recueils et de traitement de l'information, susceptibles de favoriser de telles démarches, aient été laborieusement installés, il n'empêche que des travaux d'évaluation, obéissant aux normes et standards en vigueur, restent rares et ne sont jamais rendus publics. De ce point de vue, la pauvreté du débat public, qui ne trouve que difficilement matière à s'alimenter dans des travaux d'évaluation, n'est sans doute pas étrangère aux carences en matière d'évaluation.

Les freins au développement de l'évaluation

Trois tendances, assez caractéristiques du paysage administratif marocain, expliquent le caractère marginal des pratiques en matière d'évaluation.

1. L'évaluation souffre d'abord d'un défaut de commande publique et ce, y compris jusqu'à une période récente. Ainsi, comme forme de connaissance stratégique susceptible de fournir des enseignements tirés de l'exécution des décisions passées, l'évaluation n'a pu connaître l'essor que lui promettent les discours, y compris comme simple outil d'information et non d'aide directe à la prise de décision. Trop souvent associée à une activité de contrôle, l'évaluation n'a pu surmonter à la fois les craintes et les attentes récentes associées au renouveau de l'activité de contrôle.

2. La faiblesse institutionnelle des dispositifs de connaissance et d'analyse stratégiques au sein des administrations publiques n'a pas favorisé l'émergence de pratiques évaluatives. Il faut bien voir que dans la

AU MAROC, LE DÉFI EST AVANT TOUT CELUI DE LA CRÉDIBILISATION DES INSTITUTIONS CLASSIQUES



La crédibilité des institutions ne repose plus sur leur existence

AIC Press

culture administrative marocaine, les administrations de missions ne bénéficient pas du même prestige que les administrations opérationnelles. Les organes dédiés, au sein des administrations publiques, aux fonctions stratégiques ne jouissent pas d'un positionnement institutionnel de nature à valoriser leur action en l'articulant au processus de décision. Ces organes installés récemment, à quelques exceptions près, fonctionnent souvent comme des observatoires de recueil de données. Ils disent quelque chose de la fragilité des connaissances stratégiques sur lesquelles se fondent les décisions ; fragilité que l'évaluation aurait pour effet de rendre plus prégnant.

3. Enfin, l'évaluation souffre de la précarité du statut relatif à la production et à la diffusion de l'information économique et sociale publique. Ainsi, en termes d'accès et de circulation de l'information, la segmentation fonctionnelle caractéristique de notre architecture administrative ne facilite pas a priori le développement de l'activité évaluative, par nature transversale, impliquant une panoplie large d'acteurs au sein et à l'extérieur de l'administration. Le



mode de diffusion de l'information disponible n'obéit à aucune stratégie initiale, à aucun dispositif de signalement, de classification et de coordination ultérieurs. Les insuffisances en matière de politique d'informations et de données publiques n'y sont pas étrangères.

Le recours à l'évaluation est indissociable d'une évolution démocratique

Si, du point de vue des carences observées, la cause semble entendue, la crédibilité de l'action publique et de nos institutions en général, ne pourront davantage s'accommoder d'une place aussi marginale accordée à l'activité évaluative. Au contraire, l'évaluation en constitue une voie d'accès privilégiée. Aussi tous les choix stratégiques auxquels le Maroc semble avoir souscrit mènent inmanquablement à l'évaluation. Ces choix reflètent avant tout une exigence authentiquement démocratique de transparence et de responsabilité dans l'usage de l'argent public.

Signe tangible de la volonté de poursuivre la démocratisation de nos institutions tout en renforçant l'efficacité des actions publiques, la démarche évaluative renferme ainsi un véritable potentiel de ressources symboliques de légitimité. Loin d'être un simple instrument de sanction des décisions publiques, c'est bien toute la philosophie de l'action publique qu'elle nous amène à interroger à nouveaux frais.

Mais au-delà, c'est aussi la complexité de l'action publique contemporaine qui exige de faire de la systématisation des démarches d'évaluation un outil usuel de l'action administrative. C'est là l'objectif ultime en direction duquel tous les dispositifs de gouvernance publique démocratique mis en place de par le monde s'efforcent de tendre. Une fois considérée la mise en oeuvre de cet objectif, l'évaluation met sous tension l'ensemble de l'appareil politico-administratif et touche autant aux modalités d'élaboration et de mise en débat des politiques publiques, qu'à l'architecture et au fonctionnement des administrations publiques.

Ce faisant, et appréhendée dans ses implications effectives, notamment du point de vue de son articulation au processus de décision, l'évaluation peut, au plan institutionnel, devenir l'instrument d'un repositionnement plus lisible des fonctions de direction des affaires

publiques. En effet, et parce qu'elle consacre par nature une forme de précarité de la décision (comme le corollaire à la réversibilité des politiques), elle permet de donner un contenu plus consistant à la fonction politique, au sens de la délibération sur les options, à la conduite et la gestion des affaires publiques. Son concours n'est donc pas négligeable à un moment où, précisément, les

L'ÉVALUATION PERMET DE DONNER UN CONTENU PLUS CONSISTANT À LA FONCTION POLITIQUE

acteurs peinent à extraire le thème de la «réhabilitation du politique» du registre de l'incantation. La démarche évaluative s'accommode par essence mal d'un univers politico-administratif où l'affichage prime. Avec l'évaluation, gouvernement, parlement et administrations sont désormais placés dans un environnement ordonné autour d'une logique de la responsabilité bien comprise.

L'évaluation est indissociable de la fonction parlementaire

Epicentre institutionnel du débat démocratique, le Parlement est interpellé en première ligne⁴.

L'expression de la défiance à son endroit, que traduisent de manière inédite les résultats du scrutin de septembre 2007, est assurément un motif d'inquiétude. Il n'est cependant pas contingent, mais en affaiblissant l'institution parlementaire dans sa représentativité, il révèle la fragilité de la construction démocratique.

L'institution parlementaire pourrait trouver les voies et moyens d'atténuer ce «handicap de légitimité» en crédibilisant son action. Les conditions d'exercice de ses missions de contrôle de l'action de l'exécutif, d'animation du débat public, et de législation sont ici directement visées. Certes, les pouvoirs en matière d'investigation et de contrôle que la Constitution confère au Parlement restent à plus d'un titre limités. Un Parlement, peu informé - et souvent mal informé -, n'est pas en mesure de contrôler efficacement le gouvernement, et a fortiori de se prononcer sérieusement



AIC Press

La réforme de la loi organique des finances offre une fenêtre d'opportunité inédite

sur la portée effective d'une loi ou sur l'efficacité d'une action publique.

Ces insuffisances inscrites dans l'architecture et le fonctionnement des institutions traduisant la prééminence de l'exécutif ne sauraient justifier pour autant une posture d'attentisme. En effet, elles ne dispensent pas d'une réflexion sur les marges de manœuvres susceptibles d'être dégagées, afin de conforter la fonction parlementaire en matière d'évaluation de la dépense publique.

La réforme attendue de la loi organique des finances, porteuse d'une nouvelle culture de la dépense publique, offre de ce point de vue une fenêtre d'opportunité inédite à un renforcement de la «démocratie budgétaire» et donc à un rôle plus actif et mieux ciblé du travail parlementaire. Elle autorise un meilleur positionnement de l'action parlementaire sur deux de ses fonctions essentielles, à court et à moyen terme, au service des réformes démocratiques : l'animation d'un débat de fond préalable au vote de la loi de finances d'une part, et le développement progressif d'une capacité d'analyse des performances globales des politiques publiques au-delà de leur dimension strictement budgétaire d'autre part.

Si les dispositifs de rénovation de la gestion publique accompagnant la réforme de la loi organique des finances sont susceptibles, en principe, de fournir au parlement des éléments d'appréciation de nature à alimenter ses capacités d'intervention, sa fonction éminemment politique ne trouvera à s'exprimer pleinement que dans le recours à des travaux d'évaluation qui lui permettront d'apprécier le bien-fondé des choix publics. C'est aux conditions d'une telle évolution à maturation lente, qu'il faut d'ores et déjà songer ■

1 Rosanvallon P., «La contre-démocratie», Le Seuil, 2006

2 Cf. L'Express du 5 juin 2011, «Maroc : des milliers de jeunes manifestent pour des réformes politiques»

3 Bouabid A., Harakat M., Jaïdi L., «L'évaluation de l'action publique au Maroc : pistes pour un débat», FAB/FES, Rabat, 2004

4 Voir «Pour un Parlement acteur de la démocratie budgétaire : rapport d'initiative parlementaire sur la réforme de la loi organique des finances, 25 propositions parlementaires pour ouvrir le débat», Fondation Abderrahim Bouabid, février 2011

KIOSQUE

Visages de Casa

Casablanca pousse par le milieu, les classes moyennes, et «se targue d'être devenue une métropole avant d'être une cité», expliquent Michel Peraldi et

SOUS LA DIRECTION DE
Michel Peraldi et Mohamed Tozy

Casablanca

Figures et scènes métropolitaines



CJB - KARTHALA - CM2S

Mohamed Tozy. Les deux chercheurs du Centre Marocain des Sciences Sociales de l'université de Aïn Chok présentent les travaux de ceux qui ont participé à l'atelier d'anthropologie urbaine, dont l'ambition était d'aborder la ville par les récits de ceux qui la font au quotidien, en la parcourant, y travaillant, y souffrant, et l'apprenant. Car le propre de la métropole est bien de ne pas livrer les codes de ses usages, énigmatique pour le chercheur

autant que pour ses usagers, y vivre c'est la décoder, avec sa subjectivité et ses réseaux... Chaque texte illustre une facette de cette ville, creuset de tout le Maroc, porte de l'Occident et laboratoire. On y lit des portraits de lieux (le Café de France, la gare routière Wlad Ziane), on y suit des ménagères, des vendeurs de rue, des cadres et des écrivains publics. Célibataires et divorcées y racontent leur quotidien. Chaque article adopte sa méthode et son style : récit, analyse... Passionnant.

Casablanca, Figures et scènes métropolitaines

Sous la direction de Michel Peraldi et Mohamed Tozy

Edition Karthala, collection Hommes et Sociétés, Sciences économiques et politiques, 372 p., environ 390 DH

Résurrection de la route de la soie

C'est un phénomène d'importance majeure. Pour Sam Simpfendorfer, économiste arabophone et sinophone, l'explosion récente des alliances commerciales entre le monde arabe et la Chine constitue un «rééquilibrage global de portée historique» du commerce mondial. 2001 : attentats du 11 septembre et entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce : feu vert à la résurrection de ces deux anciennes puissances de la Route de la soie, qui avait connu son apogée entre 200 et 1500. La fermeture de l'Occident vis-à-vis du monde arabe, par sa politique de visas, a amené les commerçants arabes à se

tourner vers l'Est. La Chine, en pleine croissance, elle, avait de plus en plus besoin de pétrole. La crise financière et

La nouvelle route de la soie

BEN SIMPFENDORFER



la récession mondiale accélèrent leur rapprochement. Sam Simpfendorfer livre un récit vivant et émaillé de témoignages, qui retrace une réalité complexe. Il décrit la ville de Yiwu, Mecque des biens de consommation, qui attire 200 000 acheteurs arabes par an, plonge dans les China Cities de Ryad, Dubai, se faufille dans les ruelles de Damas. Ce livre, bien documenté, montre que cette explosion est le fait d'individus isolés, et non des gouvernements ni des multinationales. L'auteur insiste aussi sur les aspects culturels de ces échanges, avec la place de l'islam, l'engouement pour l'étude de l'arabe et du chinois, le rôle

des médias, notamment d'Al Jazeera. On regrettera que l'enthousiasme de l'auteur l'amène à occulter le droit du travail, qui a en grande partie fait le succès de la Chine.

La nouvelle route de la soie

Ben Simpfendorfer, traduit de l'anglais par Geneviève Brzustowski

Editions Autrement, collection Frontières, 224 p., environ 260 DH

Kit pour politique culturelle

Une vraie boîte à outil. L'ouvrage publié par Arterial Network, réseau d'artistes, de journalistes et d'acteurs culturels pour le développement culturel en Afrique, donne les clés indispensables à la mise en place de véritables politiques culturelles. Il synthétise, en français et en anglais, les réflexions de son Groupe de travail sur la politique culturelle et en dégage une feuille de route destinée aux responsables politiques et aux acteurs de la société civile. On y trouve les textes

qui constituent le cadre de base de cette réflexion, des pistes de réflexion pour la prise en compte du rôle de la culture dans la société, la recherche de financements, l'élaboration d'un statut de l'artiste, le développement d'industries créatives, l'élargissement du public et du marché, le tourisme, l'éducation à la culture... C'est un matériel théorique, adaptable par chaque pays en fonction de ses besoins, et qui repose sur une vision claire : «contribuer au développement, à l'éradication de la pauvreté, aux droits de l'homme et à la démocratie sur le continent africain». Le livre présente aussi les textes qui fondent la politique culturelle au Kenya, en Namibie et aux Seychelles. L'absence du Maroc y est criante. Et on n'attend pas seulement un joli texte sur papier...

Adapter la roue : des politiques culturelles pour l'Afrique

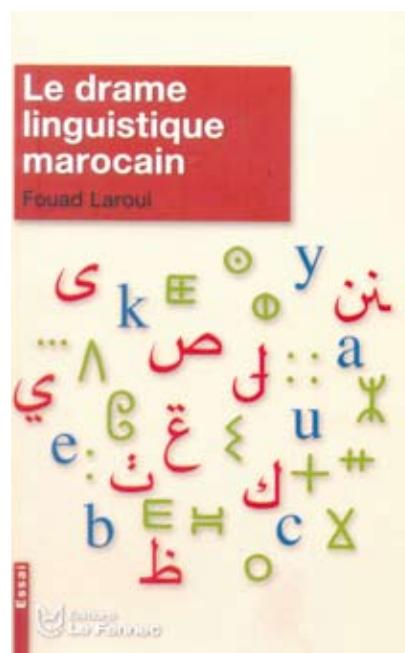
Compilé par Delecia Forbes

Arterial Network, 268 p.

Pour le prix et la diffusion au Maroc, contactez l'association Racines : info.racines@gmail.com

Diglossie, maudite diglossie...

Plus de 50 ans après le Portrait du Colonisé d'Albert Memmi, Fouad Laroui revient sur l'épineuse question du «drame linguistique». Sauf qu'il ne s'agit plus sous sa plume du bilinguisme, mais de la diglossie arabe littéral/darija. Après un long descriptif des langues en présence au Maroc, et surtout des difficultés de l'arabe classique, Fouad Laroui insiste sur les conséquences de la diglossie au niveau psychologique, l'effet «clairement négatif» sur l'enseignement en arabe classique, la construction d'un projet à l'échelle d'une nation, et la littérature. La diglossie lui apparaît comme la source de tous nos maux.

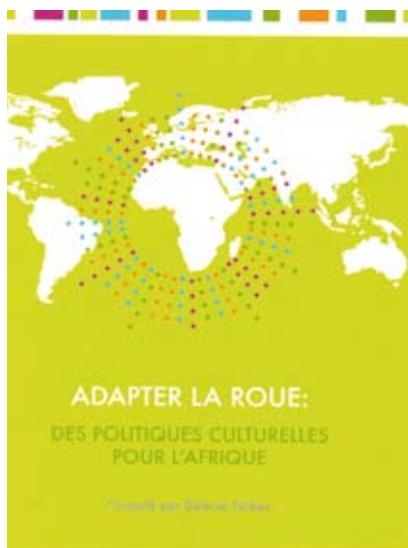


Les passages les plus intéressants de ce livre abondamment documenté chez les grammairiens arabes et orientalistes montrent l'absence de réflexion sur cette question de la part des intellectuels et écrivains marocains. Fouad Laroui met en avant les cas français et grec où des décisions politiques ont mis en avant la langue vernaculaire. Et il conclut, entre autres options, qu'on pourrait «reconnaître l'évidence, à savoir que la darija est la vraie langue des Marocains. [...] Autant sauter le pas et en faire la langue officielle du pays», en faire la langue de l'enseignement, à côté de l'arabe classique, voire «passer à une graphie en lettres latines», comme dans le cas du maltais ou du turc. Dans ce cas, pourquoi ce manifeste n'est-il pas publié en darija ?

Le drame linguistique marocain

Fouad Laroui

Le Fennec, 192 p., 80 DH



Les sirènes de la domination

Par KENZA SEFRIOUI
Critique littéraire

Le dernier livre de Béatrice Hibou décortique la part consentie de la domination dans la complexité des jeux de pouvoir et de représentations, et plaide pour l'inextricabilité du politique, de l'économique et du social.

« **T**out véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir», affirmait Max Weber. Béatrice Hibou, directrice de recherche au CNRS et chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales à Sciences Po, a pris au mot le sociologue allemand. Dans *Anatomie politique de la domination*, elle s'intéresse aux mécanismes d'exercice et de reproduction de la domination d'Etat. Cette question centrale de la théorie politique et sociale est le plus souvent analysée sous l'angle de la violence. Or, pour l'auteure : «Aucun gouvernement, y compris le plus totalitaire [...] ne repose exclusivement sur la violence». Plus que les mécanismes de coercition, elle étudie les «dispositifs et pratiques qui font de la domination une «douceur insidieuse», selon des modalités largement acceptées, voire recherchées et souvent légitimes, et non sur la dimension purement répressive de l'exercice du pouvoir, sur l'usage de la peur et de la violence». Son approche est novatrice car comparatiste des situations autoritaires et totalitaires. Béatrice Hibou puise les éléments de sa démonstration dans l'histoire de l'Italie fasciste, du Portugal salazariste, de l'Allemagne nazie, de la RDA et de l'URSS, de la Tunisie, du Maroc ou encore de la Côte d'Ivoire.

La rhétorique des «douceurs insidieuses»

Dans une première partie, elle démonte les discours qui contribuent aux processus de légitimation de la domination autoritaire. L'aspiration des populations à vivre dans «la normalité» en est une composante essentielle. «La question de la normalité et de la conformité est avant tout une question de représentation. Représentation de la frontière - elle-même floue - entre conforme et non-conforme, entre normal et anormal ; représentation peut-être surtout de la dangerosité (ou non) de la non-conformité et de l'anormalité». Elle décortique le langage du politique, sa façon de produire une culture qui se diffuse dans l'ensemble des relations sociales, du travail jusque dans l'intimité, bref, l'idéologie, comme productrice de mythes et de fictions, et qui fonctionne comme «ressort subjectif de la légitimité». Elle montre notamment comment l'Etat

**AUCUN GOUVERNEMENT
NE REPOSE
EXCLUSIVEMENT
SUR LA VIOLENCE**

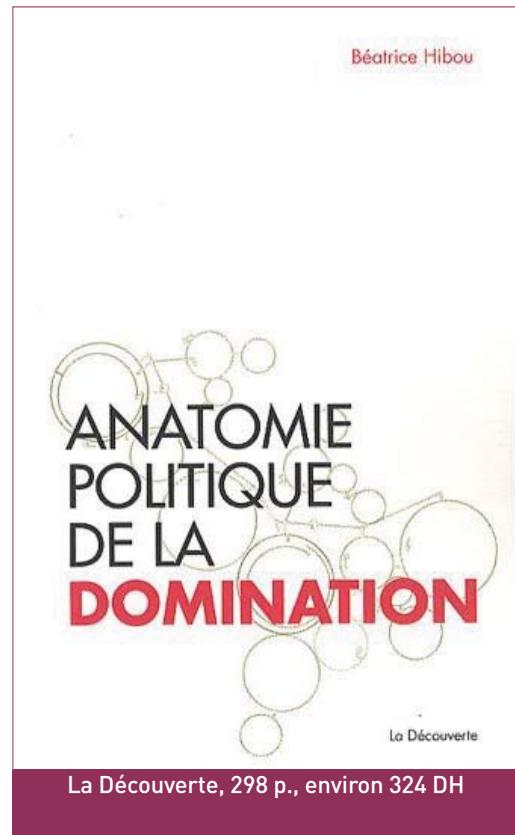
autoritaire se présente toujours comme une réponse à des aspirations légitimes à la protection, à la sécurité et à la stabilité, quitte à inventer des dangers (l'islamisme, contre lequel le régime tunisien se posait en rempart). Béatrice Hibou remarque que «la sollicitude de l'Etat est indissociable de la dépendance qu'il crée». Elle analyse ainsi «la politique du ventre» ou l'économie du don et les «légitimités clientélistes», la tolérance des mouvements d'opposition dans un espace «normalisé». Elle se penche en particulier sur l'utilisation du «desir d'Etat», d'un Etat

LE CONTRAT SOCIAL SE RÉINVENTE AU GRÉ DES CONVERGENCES D'INTÉRÊT

comme entité supra-politique au-dessus des partis, des conflits, des divisions et des intérêts particuliers, vers un Etat vecteur de consensus et d'unité», pour imposer la «violence du consensus», une «fiction» qui «apparaît comme une technologie centrale de pouvoir» : destiné à «persuader les citoyens que les orientations prises l'ont été par eux ou du moins avec leur consentement», le consensus «sert non pas tant à réaffirmer l'accord (des parties) prenantes qu'à clore toute délibération». De même, Béatrice Hibou souligne le rôle de la technocratie «dans l'exercice disciplinaire, voire totalitaire du pouvoir», en démontant la fiction d'une technocratie apolitique, citation de Gaston Bachelard à l'appui : «Les instruments ne sont que des théories matérialisées». L'expertise technocrate est en fait un «redéploiement négocié du contrôle et de la domination».

Mécanismes multiformes et empiriques

Dans la seconde partie du livre, Béatrice Hibou se penche sur la multiplicité des interactions entre gouvernants et gouvernés. En montrant l'importance des pratiques empiriques et individuelles, «la multiplicité des micro-décisions prises dans le temps», et l'infinité des intérêts contingents, elle fait voler en éclat les problématiques de l'intentionnalité, trop déterministes. Elle insiste sur les négociations et les arrangements circonstanciels qui rendent empiriques et ambivalents les mécanismes de domination. Le contrôle absolu est donc une illusion, le contrat social se réinvente sans cesse au gré des convergences d'intérêt. Ainsi, l'économie informelle est un «mode improvisé de domination» : «Le laisser-faire n'est pas un construit, mais il permet d'englober des



choses que le pouvoir central ne peut contrôler». Et surtout, ces relations sont douées d'une importante plasticité qui peut «élargir les marges d'action» : si elles n'empêchent pas la domination, elles peuvent au moins «contribuer à la modeler et à l'altérer».

Cette approche des régimes autoritaires par le biais des mécanismes de persuasion, du consentement à la domination et des intérêts à obéir vise à «mieux faire apparaître la violence et la peur» : «leur insertion dans le quotidien - dans les dispositifs les plus insignifiants et les pratiques les plus banales - leur donne toute leur puissance». Par ailleurs, Béatrice Hibou met à jour des mécanismes qui existent aussi dans le cadre démocratique, et ses recherches permettent «de repenser en creux les démocraties néolibérales». Au final, ce livre, à l'analyse fine et richement documentée, propose tant une réflexion de fond sur les modalités d'exercice du pouvoir qu'un plaidoyer pour l'économie politique. «En analysant la vie quotidienne dans sa dynamique proprement économique et en considérant l'économie comme un lieu de pouvoir, un champ non autonome, un site d'analyse des rapports de force et des jeux de pouvoir», l'auteure rappelle une évidence trop souvent occultée : l'impossibilité de séparer les champs du politique, de l'économique et du social ■

CARNET DE BORD

IMPOSITION

Un taux trop élevé

Le Maroc est le second pays, au niveau mondial, en termes de taux d'impôt moyen effectif le plus élevé, indique le cabinet américain Price Waterhouse Coopers (PWC), dans son rapport «Global Effective Tax Rates», publié en avril dernier. De 2006 à 2009, ce taux était de 33,9% soit un taux bien supérieur à ceux des pays de l'OCDE - exception faite du Japon (38,8%). Comparé à ceux de la région MENA sur la même période, le taux d'imposition effectif reste largement plus élevé que celui de l'Égypte (21,4%), de l'Arabie Saoudite (seulement 4,4%), du Bahreïn (3,4%), du Koweït (3,1%) ou encore des Émirats Arabes Unis (2,2%). Le Maroc a donc enregistré un point négatif puisque l'indicateur sert notamment à justifier des politiques de délocalisation compétitives en matière fiscale ou des pratiques de prix

de transfert fiscalement optimales. En effet, ce taux est considéré comme un indicateur de la pression fiscale, mais aussi d'optimisation de la masse fiscale ou encore de prémunition contre tout risque de contrôle fiscal. Le cabinet américain voulait comparer le taux effectif d'imposition subi par les entreprises américaines avec ceux de 58 économies mondiales. Comme celui des États-Unis, le taux pratiqué par le Maroc dépasse la moyenne des pays de l'OCDE (22,6%), et des pays non OCDE concernés par cette étude (21,9%). Précisons toutefois que ce taux est passé au Maroc de 36,8% en 2006 à 33,2% en 2009.

TIC

Le Maroc toujours à la traîne

Le Maroc occupe la 83^{ème} place sur une liste de 138 économies, selon le rapport du Forum économique mondial en matière de nouvelles technologies, publié en avril dernier¹. Du coup, le Maroc figure loin derrière des pays arabes comme les Émirats Arabes Unis (24^{ème}), la Tunisie (35^{ème}) et même la Jordanie (50^{ème}) ou encore l'Égypte (74^{ème}). D'autres pays d'Afrique, pourtant moins développés comme la Gambie (82^{ème}), l'île Maurice (47^{ème}) ou le Kenya (81^{ème}) devancent également le Royaume.

Les méthodologies d'analyse et de classement prennent en considération plusieurs facteurs. Outre le contexte économique et social, l'environnement TIC et les infrastructures, les bonnes pratiques mises en place pour le futur ainsi que le degré de préparation et d'intérêt pour les TIC manifestés par les citoyens, les entreprises, et le gouvernement constituent autant d'éléments pris en compte. Avec un score de 4,1 l'importance accordée aux TIC par le gouvernement marocain est jugée moyenne et classe le pays à la 74^{ème} place. Mais il dégringole à la 125^{ème} pour ce qui concerne l'intérêt des citoyens et leur degré de préparation. Un piètre résultat qui s'explique par l'analphabétisme et la «qualité» du système d'éducation. Enfin, le faible degré de collaboration universités-entreprises en matière de R&D classe le Maroc à la 96^{ème} place. Sans surprise, l'indice d'infrastructure TIC nous situe à la 84^{ème} place. Champions toutes catégories de ce classement, la Suède et Singapour ■



DR

Le taux pratiqué par le Maroc dépasse la moyenne des pays de l'OCDE

http://www.oxfordbusinessgroup.com/economic_updates/maroc-nouvelles-ambitions-dans-la-distribution

Quel rôle pour la société civile marocaine ?

Synthèse : Romain Chapouly,
Cesem-IEP Lyon

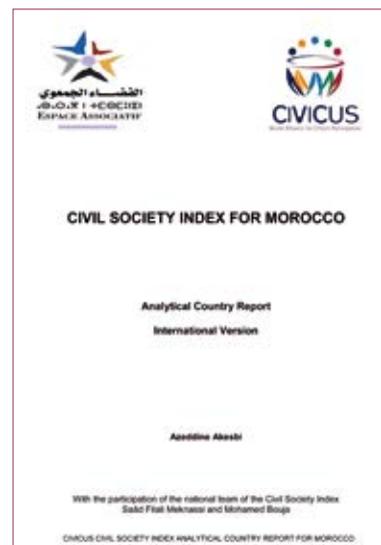
Comblent l'écart qui existe entre la place grandissante de la société civile et les faibles connaissances afférentes à celle-ci, tel est l'objectif de ce rapport issu d'un programme de recherche, mené au niveau mondial et réalisé à l'échelle locale.

La société civile marocaine connaît depuis vingt ans un développement significatif, tant du point de vue du cadre légal - en voie d'assouplissement - que du strict point de vue numérique, avec l'enregistrement de plus de 38 000 associations¹.

Par une approche participative inédite, le programme de recherche «Indice de la société civile» créé par l'ONG internationale CIVICUS² et piloté sur le terrain marocain par l'Espace Associatif³, s'est appliqué à mettre en relief les principaux indicateurs sur l'état de santé de la société civile marocaine. Le travail d'enquête, réalisé en 2010 et mené sur un échantillon de 1297 personnes de la population nationale et 211 organisations de la société civile réparties sur l'ensemble du territoire, a donné lieu à la publication d'un rapport national mettant en relief la singularité de la situation marocaine⁴.

D'emblée, le rapport soulève deux éléments représentatifs du contexte marocain et qui jettent une lumière crue sur l'environnement social global (niveau d'éducation globale et conditions de vie) dans lequel opère la société civile⁵: le niveau excessivement élevé d'analphabétisme, et les écarts importants de richesse. La population enquêtée est analphabète à 41,5%, et 6% seulement ont un diplôme universitaire. Quant aux écarts de richesse, 40% de la population enquêtée vit avec moins de 3000 DH par mois et 13% vivent avec plus de 5000 DH.

Paradoxe s'il en est, mais néanmoins révélateur de la difficulté à définir la société civile et son rôle, l'activité de plaidoyer n'est globalement pas perçue comme un aspect fondamental du travail associatif, alors que par ailleurs une grande importance est accordée à la défense des droits dans les préoccupations de la population. Il semblerait donc que tout ce qui touche de près ou de loin à la politique est immédiatement frappé de discrédit par l'opinion publique. L'activisme social est à la fois mis en valeur et discrédité ou



ignoré dès lors qu'il tente de franchir la frontière qui sépare la charité du plaidoyer politique. Tout se passe donc comme si les attentes des citoyens marocains à l'égard de la société civile se limitaient à un secteur associatif apolitique et non-partisan, capable cependant de construire du lien social, de contribuer au développement et de conduire de véritables politiques de changement.

En outre, si le bénévolat actif demeure un pilier fonctionnel de la société civile, il révèle en retour une faiblesse organisationnelle : le manque de professionnels salariés. Au Maroc, le constat repose sur un évident manque de moyen financier (50% des associations ne reçoivent aucune aide de l'Etat), ce qui engendre une carence du personnel qualifié, se répercutant sur les problèmes de gestion (déséquilibre budgétaire important du secteur associatif) et de gouvernance.

Autre problème soulevé par les enquêtes : l'implication de l'Etat marocain qui, par quelques discrets mais néanmoins efficaces effets de manches, parvient à contrôler la dynamique propre à la société civile et à lui soustraire une partie de son autonomie. Ainsi en est-il du cadre légal qui, bien qu'en voie d'assouplissement depuis vingt ans, n'empêche guère l'arbitraire politique et administratif de s'appliquer dans les faits, quand il n'est pas tout simplement question d'opacité notamment en matière de dispositifs d'utilité et de générosité publique. Corruption, favoritisme, clientélisme sont parties prenantes du jeu de pouvoir y compris dans la société civile (parfois coiffée à tort d'une auréole de pureté). Des maux qui, sans congédier pour autant la force contraignante des textes de loi, savent très bien négocier avec les défaillances et les angles morts du système.

Au final, la société civile n'est-elle vouée à exister réellement que dans le registre du plaidoyer pour appuyer les changements politiques ou peut-elle organiser le bien commun d'une manière autonome et «apolitique» sans risque d'instrumentalisation de la part des réels détenteurs

1 Données recueillies auprès du Secrétariat Général du Gouvernement au moment de l'enquête

2 CIVICUS est une ONG internationale fondée en 1991 par le rapprochement de leaders mondiaux de la société civile désireux de mettre en commun leurs compétences afin d'établir des liens entre les différentes situations nationales, mettre en place des cadres d'analyses communs et des outils de renforcement de la société civile

3 L'Espace Associatif est une association marocaine fondée en 1996 visant au renforcement et à la promotion du mouvement associatif pour le développement démocratique

4 «Indice de la société civile», http://www.civicus.org/images/stories/csi/csi_phase2/morocco%20acr.pdf

5 La pyramide de Maslow permet notamment d'évaluer la hiérarchie des besoins d'une population et donc sa capacité à dépasser les nécessités vitales pour se consacrer à d'autres besoins qui naissent hiérarchiquement par palier de satisfaction (besoin physiologique, de sécurité, d'appartenance, d'estime et d'accomplissement)

des pouvoirs souverains ?

Sans répondre complètement à cette question, le rapport insiste en revanche sur un fait : la société civile n'est pas vouée à répondre à des questions de service public au niveau national, ni outillée pour prendre en charge des prestations de service de cet acabit. La meilleure option relevée restant la promotion des activités de plaidoyer pour la défense des droits, afin de se faire le porte-voix des citoyens, et surtout des exigences citoyennes ■

Encadré

L'«Indice de la Société Civile» (ISC) est un programme de recherche lancé par le réseau international CIVICUS en 1999, afin de combler l'écart qui existe entre la place grandissante de la société civile et les faibles connaissances afférentes à celle-ci. Le programme de l'ISC participe d'une mise en perspective globale et comparative (au niveau international), et d'un travail d'identification des acteurs et des attentes (par les enquêtes nationales). La combinaison des deux permettant d'entrevoir en premier lieu comment se définit la société civile mondiale à partir d'un socle de principes communs, en second lieu de repérer rapidement les obstacles et les défaillances propres à chaque cas national, et voir ensuite comment y remédier.

Par ailleurs, l'Indice de la société civile se veut un programme d'évaluation participatif. «Participatif» dans le sens où l'évaluation ne se fait pas de manière unilatérale par des observateurs extérieurs, mais au contraire se construit et tire ses conclusions à partir d'un écheveau d'indices provenant à la fois d'un échantillon de la population, d'un échantillon d'organisations de la société civile (OSC), et enfin de l'avis d'experts.

La création du «diamant de la société civile», diagramme combinant 5 critères fondamentaux, est le fruit de ces exigences que sont l'approche comparative et la visibilité immédiate. Les 5 critères retenus sont le niveau d'engagement citoyen, la qualité de l'organisation, la pratique des valeurs, la perception de l'impact et l'environnement général dans lequel prend place la société civile étudiée.

Les études nationales ne prennent pas en compte dans leurs rapports la dimension comparative. Élément essentiel du projet d'indice de la société civile, cette dimension comparative fera cependant l'objet d'un rapport ad hoc rassemblant toutes les données recueillies au niveau mondial.

SERVIR ou se SERVIR ?

Catherine Alix-Mascart
Ecrivain, Cesem-Hem

Ly a maintenant un peu plus d'un an, disparaissait Abdelaziz Meziane Belfkih. Un collectif, dont les membres souhaitent garder l'anonymat, a choisi de lui rendre hommage en publiant sur la toile, Abdelaziz Meziane Belfkih, la passion du service public¹. Plutôt que de se livrer à un panégyrique de circonstance, contraire à la personnalité réservée de ce serviteur de l'Etat, les instigateurs de cette initiative ont surtout voulu «revivifier [sa] pensée». Non content d'être le promoteur de grands projets nationaux, M. Belfkih était aussi porteur d'une vision, née d'une conception extrêmement rigoureuse des droits et devoirs de l'administration, mais aussi du citoyen. Cette parution tombe à point nommé, en ces temps d'agitation sociale où les manifestants réclament de l'Etat ce que M. Belfkih appelle «l'exigence de vertu».

Or, qu'est-ce qu'être un acteur vertueux de l'Etat ? C'est se conformer à la loi et à l'intérêt général, quitte à faire fi du devoir d'obéissance à un chef, quand celui-ci veut faire passer en force les intérêts particuliers et occultes d'un clan. Autant dire qu'appels d'offres, nominations,

**FAUT-IL
PERDRE SA
VERTU OU
DÉPLAIRE
À SA
HIÉRARCHIE ?**

demandes de faveurs ou de préséances injustifiées sont autant d'occasions pour le fonctionnaire d'être confronté à un terrible dilemme : perdre sa vertu ou déplaire à sa hiérarchie. Tant que ladite vertu ne sera pas protégée, labellisée et défendue face aux puissants, les héros se feront rares et l'intérêt de la collectivité restera bafoué. Mais cette exigence de vertu concerne aussi le citoyen : quand les diplômés chômeurs revendiquent un poste de fonctionnaire, ils livrent une mauvaise bataille. Quels diplômes ? Avec quelles compétences ? Pour quelle fonction ? Et donc quelle administration ? Celle-ci doit-elle rester l'ultime recours des laissés-pour-compte du monde du travail ? Quatre départements ont dernièrement passé outre les

recommandations de la Primature et signifié une fin de non recevoir à certains candidats. Leur refus d'obtempérer est une bonne nouvelle, le signe qu'ils veulent s'inscrire dans une démarche d'efficacité, voire d'efficience...

Il ne s'agit pas d'occulter ce problème mais plutôt de cesser de chercher des solutions là où elles ne se trouvent pas, du moins à moyen et long terme. Il faut évaluer les compétences réelles ou potentielles et faire preuve d'audace pour proposer à ces exclus de véritables plans de carrière, non une rente à vie, afin de concilier leurs intérêts particuliers avec celui, sacré, de la collectivité nationale.

A ceux qui en douteraient encore, on ne peut que recommander de lire ce que feu Meziane Belfkih prônait pour le service public : «Une société moins administrative, un public mieux servi, un service public mieux administré, [...] trois défis pour un service public en devenir», lesquels semblent irréalisables si l'on persiste à croire que les fonctionnaires sont des pions inféodés, sans amour-propre, interchangeables et sans réelle technicité. Il faut «réinventer le service public», nous rappelle le défunt. Nous n'en sommes qu'aux prémices ■

¹ <http://www.facebook.com/pages/Hommage-a-Abdelaziz-Meziane-Belfkih/106380756072919>

BULLETIN D'ABONNEMENT

Au sommaire de chaque numéro :

Analyses de l'actualité
 Etudes de terrain
 Cas d'entreprise
 Grande interview
 Récits de vie



3 NUMEROS PAR AN

Pour plus d'informations :
 E-mail : cesem@hem.ac.ma
 Tél. : 05 37 67 37 46

FORMULES : cochez celle qui vous convient

Type d'abonnement	Nombre d'exemplaires / Numéro	Tarif	Tarif International	Avantages
<input type="checkbox"/> Etudiant	1	120dh	30 €	• Réception de 6 newsletters
<input type="checkbox"/> Abonnement individuel	1	150dh	32 €	• Réception de 6 newsletters
<input type="checkbox"/> Abonnement collectif	5	675dh	165 €	• Réception de 6 newsletters • 3 exemplaires des numéros les plus vendus précédemment
<input type="checkbox"/> Abonnement collectif	10	1200dh	330 €	• Réception de 6 newsletters • 3 exemplaires des numéros les plus vendus précédemment • Un ouvrage de la collection CESEM • 1 abonnement gratuit à la personne/société que vous désignez
<input type="checkbox"/> Abonnement de soutien	20	4200dh	1000 €	• Réception de 6 newsletters • 3 exemplaires des numéros les plus vendus précédemment • 2 ouvrages de la collection CESEM • 2 abonnements offerts aux personnes/sociétés que vous désignez

Les frais de port sont inclus dans les forfaits

Nos anciennes parutions peuvent être commandées dans la limite du stock disponible.

- 1 numéro : 30 DH ()
- 2 numéros : 50 DH ()
- 3 numéros : 70 DH ()
- 4 numéros : 90 DH ()
- 5 numéros : 100 DH ()

Mme / Mlle / M. Nom : Prénom :
 Fonction : Service :
 Téléphone : E-mail :
 Société :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Téléphone : Fax :
 Site Internet :

CACHET :

SIGNATURE :

Date :
 Signature :

Modalités de paiement :

Tout abonnement ne sera validé qu'après réception par le CESEM :
 • d'un bulletin d'abonnement, dûment complété et signé,
 • du règlement des frais d'abonnement annuel par chèque libellé à l'ordre de "HEM-CESEM ou d'un virement : RIB 011 780 0000 29 210 01 00566 68.
 SWIFT : BMCEMAMC
 A renvoyer à l'adresse suivante: 2, rue Jaâfar Essadik Agdal - Rabat
 * Facture sur demande